



**ÉTATS-UNIS**  
**LA DÉMOCRATIE**  
**A TENU BON**

**SCIENCES — LE SON DE LA NATURE**  
**GÉORGIE — À TBILISSI, UNE**  
**ENCOMBRANTE PETITE RUSSIE**



# Courrier international

N° 1672 du 17 au 23 novembre 2022  
courrierinternational.com  
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,  
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$ CAN,  
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,  
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,  
Italie 5,40 €, Japon 850 ¥,  
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,  
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal  
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,  
TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT,  
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

# QATAR L'EFFET BOOMERANG



*La Coupe du monde  
de football devait  
marquer sa consécration  
internationale. Au lieu de  
quoi le petit émirat affronte  
un déluge de critiques.*

M 03183 - 1672 - F: 4,50 €



# Ensemble collectons mieux

**Bouchons attachés**  
**Collecte facilitée**  
**pour le recyclage**



**SCANNEZ  
POUR PLUS  
D'INFORMATIONS**

**Coca-Cola** EN FRANCE



**LES CHOIX DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

## Qatar : l'effet boomerang

La Coupe du monde qui débute dimanche 20 novembre au Qatar s'annonce déjà comme l'une des plus contestées de l'histoire, après celle organisée en 1978 (lire l'article du **Temps** que nous reprenons en page Histoire sur le sujet). Au sein même de la rédaction, les débats ont parfois été houleux autour de la couverture à accorder à l'événement. Il nous semblait pourtant difficile de ne pas y consacrer la une de l'hebdomadaire cette semaine. Organisée tous les quatre ans, la Coupe du monde de football est sans doute l'événement phare du sport mondial, bien plus qu'un rendez-vous sportif. Accueillir une Coupe du monde a toujours été un acte politique,

explique très bien un chroniqueur britannique dans un article d'**UnHerd** à retrouver dimanche sur notre site. C'est surtout "l'un des rares événements véritablement mondiaux", écrit-il, où se croisent et s'affrontent des nations qui ont peu l'habitude de se retrouver sur une même "scène" en évoquant les équipes qui joueront dans le groupe du Qatar, à savoir l'Équateur, les Pays-Bas et le Sénégal. Rarement pourtant, récemment, les polémiques auront été aussi virulentes autour de l'organisation d'une telle compétition. Ni la Coupe du monde en Russie, en 2018 (malgré l'annexion de la Crimée quatre ans plus tôt), ni les jeux Olympiques d'hiver à Pékin (malgré les camps de travail au Xinjiang et la répression des Ouïgours) n'avaient suscité pareil tollé. En décrochant l'organisation de la Coupe du monde en 2010, le petit émirat du Golfe avait espéré une consécration internationale, la

reconnaissance de son rôle et de son influence grandissante dans le monde. Douze ans plus tard, c'est le retour de bâton. Entre les soupçons de corruption, le sort des travailleurs migrants – dont plusieurs milliers seraient morts sur les chantiers des stades de la Coupe du monde –, les critiques sur la question environnementale (notamment la climatisation des stades) et les droits des personnes LGBTQI, le Qatar affronte une avalanche de critiques. "C'est l'exemple type de l'événement qui tombe au mauvais endroit et au mauvais moment", explique James Dorsey dans l'article issu de son blog qui ouvre notre dossier. Pour ce spécialiste du Moyen-Orient et du football, il y a bien eu des avancées, même si elles restent timides : "En engageant le dialogue avec ses détracteurs, le Qatar, qui est une autocratie (quoique éclairée), crée un précédent. C'est le premier pays du Golfe, sinon le premier pays arabe, à le faire." Ce n'est pas rien.

Le droit du travail a été réformé, et le système de la *kafala*, qui mettait les travailleurs à la merci de leur employeur, vient finalement d'être aboli après des années de tergiversations. Ce que n'a pas mesuré le Qatar, en fait, explique **Arab Digest**, c'est à quel point une Coupe du monde surexpose le pays organisateur. "Les Qataris auraient pu et dû anticiper les critiques et développer une stratégie pour y répondre. Et, plus important encore, ils auraient dû agir beaucoup plus tôt et de manière plus transparente sur la question brûlante des droits des travailleurs immigrés." Au lieu de cela, l'émir Tamim ben Hamad Al-Thani dénonçait encore récemment "une campagne de dénigrement sans précédent". Pas de quoi se réconcilier avec ses détracteurs. Les critiques de cette Coupe du monde, la première dans un pays musulman, émanent surtout des pays occidentaux, constate toutefois un

journaliste égyptien sur la plateforme panarabe **Noon Post**, qui dénonce au passage une vision biaisée de l'Orient dans les critiques qui entourent cette compétition. "La Coupe du monde à venir est un bel exemple d'événement susceptible d'engendrer un héritage sociologique." Sur les droits des travailleurs, comme sur celui des femmes dans le sport, "il sera très difficile de revenir en arrière", veut croire l'auteur. Pour lui, comme pour James Dorsey, le Qatar a ouvert une porte qu'il ne peut plus refermer. "La capacité et la disposition du Qatar à donner suite à ses réformes au-delà du Mondial pourraient bien être une épreuve de vérité dans sa stratégie protéiforme visant à accroître son pouvoir d'influence et de persuasion", écrit James Dorsey. À suivre.

**En couverture :**

Qatar : dessin de **Bertrams**, Pays-Bas, pour **Courrier international**.

États-Unis : dessin de **Cajas** paru dans **EL Comercio**, Quito.



## Sommaire

7 JOURS DANS LE MONDE p.6

### Biden et Xi Jinping jouent l'apaisement

Taiwan, Ukraine, crise alimentaire... Lors de leur rencontre au G20 de Bali, analyse **Le Devoir**, les présidents américain et chinois ont tenté d'apaiser les tensions.

ÉTATS-UNIS p.12

### La démocratie a tenu bon

Le système électoral et les garde-fous démocratiques ont résisté aux assauts de Donald Trump et de ses fidèles lors des élections de mi-mandat, se félicite le **New York Times**. Mais le pays est encore en convalescence.

GÉORGIE p.20

### À Tbilissi, une bien encombrante petite Russie

Les nombreux Russes qui se sont réfugiés dans la capitale géorgienne depuis la guerre en Ukraine pratiquent un entre-soi qui inquiète les Géorgiens. Un reportage d'**OKO.press**.

360°

### La mélodie de la terre

Comment les paysages acoustiques de la planète sont-ils touchés par le brouhaha humain et la crise climatique? **Canadian Geographic** plonge dans une discipline scientifique en plein essor : l'écologie sonore.



DESSIN D'ALE-PALE, ITALIE

p.50

**LES SOURCES**



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Asahi Shimbun** Tokyo, quotidien.
- Canadian Geographic Ottawa**, bimestriel.
- The Daily Telegraph** Londres, quotidien.
- Deutsche Welle** (dw.com) Bonn, en ligne.
- Le Devoir** Montréal, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien.
- Magyar Nemzet** Budapest, quotidien.
- Mainichi Shimbun** Tokyo, quotidien.
- Middle East Eye** (middleeasteye.net) Londres, en ligne.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Nihon Keizai Shimbun** Tokyo, quotidien.
- Noon Post** (noonpost.com) Istanbul, en ligne.
- OKO.press** (oko.press) Varsovie, en ligne.
- Specchio** Turin, hebdomadaire.
- Der Standard** Vienne, quotidien.
- Le Temps** Genève, quotidien.
- Twala** (twala.info/fr) Alger, en ligne.
- Visual Capitalist** Vancouver, en ligne.
- 14ymedio** (14ymedio.com) La Havane, en ligne.



## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

## 6. Chine - États-Unis.

L'apaisement à petits pas

## 10. Controverse. Le vélo

électrique, une bonne chose ?

## D'un continent à l'autre

## 12. États-Unis. La démocratie

a tenu bon

## 15. Cuba. Même les étudiants

en médecine s'exilent

## 16. Japon. Miyako : ses pêcheurs,

ses touristes et ses garnisons

## 20. Géorgie. À Tbilissi, une bien

encombrante petite Russie

## 22. Italie. Galliano, village

déconnecté malgré lui

## 24. Union européenne.

Migrants, l'éternel

recommencement

## 26. France. Poli comme

un serveur français

## 28. Algérie. Langues tendues

## À la une

## 30. Coupe du monde au Qatar,

l'effet boomerang

## Transversales

## 40. Techno. La leçon de guerre

hybride d'Audrey Tang

## 42. Environnement.

Bhoutan, le bon élève

## 43. Signaux. La Chine,

pays du solaire

## 360°

## 50. Environnement.

La mélodie de la terre

## 54. Jeux vidéo. Netflix tente

sa chance dans le jeu vidéo

## 56. Voyage. Gdansk,

la perle de la Baltique

## 58. Histoire. Un Mondial

parmi les escadrons de la mort



## SUR NOTRE SITE

## Guerre en Ukraine. Kherson libéré, et après ?

Après la débâcle russe à Kherson, l'état-major ukrainien ne veut pas de trêve hivernale dans les combats mais redoute les bombardements russes. Retrouvez sur notre site les analyses, enquêtes et reportages sur place de la presse étrangère.

## Sommet de la francophonie. Aller ou non à Djerba

Le Canada s'interroge sur sa présence en Tunisie les 19 et 20 novembre alors que Tunis se détourne de plus en plus de la démocratie. Suivez l'actualité de ce sommet vu par la presse étrangère sur notre site.

## Modern Love : "Aimer un chien est beaucoup plus difficile que d'aimer un autre homme"

Chaque semaine, la chronique phénomène du *New York Times* sur l'amour vous est proposée en exclusivité, traduite en français, par *Courrier international*. Ce dimanche, une femme en plein divorce affronte la mort de son chien et s'interroge sur la solitude, désirée ou forcée.

**L'horoscope de Rob Breznsky** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

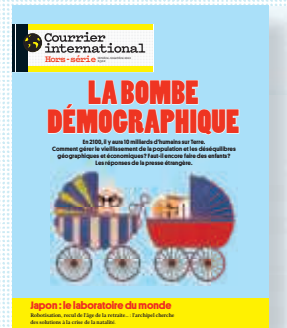


Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

## NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre. Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres géographiques et économiques ? Faut-il encore faire des enfants ? Les réponses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier international**

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

RCO22BAO004

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €\*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €\*

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP [ ] [ ] [ ] [ ] VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>  
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : [boutique.courrierinternational.com/fgv-co](https://www.courrierinternational.com/fgv-co). Vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles communiquées à l'occasion de la souscription de votre abonnement pour les besoins de votre commande et de la relation client. Sauf opposition de votre part, votre adresse postale pourra être utilisée pour des actions marketing de la part de *Courrier international* ou de ses partenaires.  
 Je m'oppose à l'utilisation de mon adresse postale à des fins marketing. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles>, ou écrivez à notre délégué à la protection des données, 67-69 avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris ou [dpo@groupelemonde.fr](mailto:dpo@groupelemonde.fr). Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil.

## Courrier international

## Avantages abonnés :

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](https://courrierinternational.com)

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

## Votre abonnement à l'étranger :

## Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

## États-Unis/Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

## Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

## Courrier international

Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €  
Actionnaire : La Société éditrice du Monde  
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard  
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président  
Dépôt légal Novembre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.  
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [lecteurs@courrierinternational.com](mailto:lecteurs@courrierinternational.com)  
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Kevin Jolivet Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación  
ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 16 74), Beniamino Morante (Italie, 19 73), Héléane Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Châteauneuf (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechar (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivore (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béleil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 66), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majourat (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Christophe Alexandre, Giuseppe Ardiri, Étienne Bianchi, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Enzo Cailleton, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Guillaume Deneufbourg, Elisabeth Di Matteo, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Valentine Morizot, Florent Normand, Maia Raclot, Macha Séry, Maélys Sour, Isabelle Taudière, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque *Courrier international* Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Lohin Directeur des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Soudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pitravino

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 0805 05 01 47 Service clients Abonnements *Courrier international*, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com). Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

*Courrier international*,  
USPS number 013-465,  
is published weekly  
48 times per year (triple  
issue in Aug and in Dec),  
by *Courrier international* SA  
c/o Distribution Grid, at  
900 Castle Rd Secaucus,  
NJ 07094, USA. Periodicals  
Postage paid at Secaucus,  
NJ, and at additional mail-  
ing offices. POSTMASTER:  
Send address changes to  
*Courrier international* c/o  
ExpressMag, 8275, avenue  
Marco-Polo, Montréal, QC  
H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC  
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.  
10-31-1282  
[pefc-france.org](http://pefc-france.org)

Origine du papier :  
UK, Allemagne,  
100 % de fibres  
recyclées. Ce maga-  
zine est imprimé  
chez MAURY  
certifié PEFC.  
Eutrophations :  
PFC - 0,0083 kg /  
tonne de papier.  
Papier issu de forêts  
gérées durablement  
et de sources  
contrôlées. Ouvrage  
imprimé à 100 %  
avec des encres  
conformes à la  
norme Blue Angel.



Ce numéro comporte un encart Sélect\* Presse posé sur certains abonnés France métropolitaine

umr

Union Mutualiste Retraite



Parce qu'il y a  
tant de choses à vivre  
avant la retraite.

**umr**  
*vous aide à la préparer,  
sans vous priver.*

Contactez-nous au 02 28 44 46 09  
ou par mail : [commercial@umr.fr](mailto:commercial@umr.fr)



Une gamme de PER  
patrimoniaux et grand public  
régulièrement récompensés.

Plus d'infos sur [umr.fr](http://umr.fr)



# Chine - États-Unis. L'apaisement à petits pas

À Bali, les présidents chinois et américain ont étalé leur bonne volonté. Mais, écrit ce journal québécois, ce tête-à-tête n'atténuera pas leur rivalité croissante.



— **Le Devoir** Montréal

On n'en attendait pas moins de la rencontre au sommet qu'ont eue lundi [14 novembre] à Bali les présidents Joe Biden et Xi Jinping, leur premier tête-à-tête non virtuel à se tenir depuis l'arrivée du président américain au pouvoir. Sommet tout en politesses et en reproches plus ou moins feutrés, conformément à la règle qui prévaut dans le monde incolore de la grande diplomatie. Tout en campant civilement sur leurs positions au sujet de l'Ukraine et de Taïwan, et donc en soufflant le chaud et le froid, les deux hommes ont publiquement convenu de "gérer les différences" afin d'"éviter que la compétition ne se transforme en conflit", pour reprendre les mots de l'Américain. Propos pareillement calmants de la part de M. Xi. Entendu que, si guerre froide 2.0 il y a, les États-Unis et la Chine ont aujourd'hui des économies trop interreliées pour prendre le risque de laisser leurs relations se détériorer sans retenue. Puissent-ils ne jamais



ÉDITO

le perdre de vue, comme le sort d'une grande partie de la planète est tributaire de leurs calculs.

On pourrait même dire que la rencontre de trois heures a donné certains résultats, si tenus soient-ils, à la veille de l'ouverture, à Bali, d'un sommet du G20 où la guerre en Ukraine sera dans tous les esprits. Au regard du soutien actif qu'apporte Pékin à Moscou et de leur convergence antioccidentale, il n'est pas diplomatiquement insignifiant que, selon le communiqué américain, M. Xi ait dit son opposition "à un recours ou à une menace de recours aux armes nucléaires en Ukraine". Façon oblique de faire savoir à Vladimir Poutine qu'il va trop loin. Qui cela rassure-t-il pour autant, alors que Kiev, chassant les troupes russes de la ville de Kherson [lire page ci-contre], vient de faire subir à Moscou un immense revers militaire et politique ?

Plus porteur est le fait que les deux hommes ont décidé de relancer la collaboration entre les deux pays en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

✓ Joe Biden (à gauche)  
face à Xi Jinping.  
Dessin de Ramsés, Cuba.

Discussions bilatérales essentielles, comme les États-Unis et la Chine sont les deux principaux émetteurs de gaz à effet de serre. Les négociations avaient été rompues par Pékin en août dernier en riposte à la visite à Taïwan de Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants. La nouvelle de leur rétablissement a été applaudie, à 10 000 kilomètres de là, à Charm El-Cheikh, où se déroule la COP27. Bonne nouvelle, en effet, encore qu'en Égypte comme en Chine, soulignons-le, la dictature commette l'erreur de penser que la transition écologique pourra faire l'économie du respect des droits de la personne.

Pour le reste, qui dit "gestion de conflits" dit qu'ils restent entiers et que la rivalité ira croissant. C'est d'autant plus vrai dans l'immédiat que Joe Biden est arrivé à Bali requinqué par la performance démocrate aux élections de mi-mandat [lire p. 12]. Et que Xi Jinping, quoique grevé par une pandémie de Covid-19 qu'il peine à frei-

## La nouvelle du rétablissement des négociations a été applaudie à la COP27.

ner, s'y présente fort d'un historique troisième mandat présidentiel entériné en octobre par les instances du Parti communiste. En outre, l'étalage de bonne volonté affiché à Bali n'efface pas le fait que, selon la Défense américaine, la Chine "demeurera notre plus important concurrent stratégique pour les prochaines décennies". Ni que, de son côté, M. Xi aime à répéter que ses ennemis, lire les États-Unis, cherchent à "faire chanter, à contenir et à bloquer la Chine".

Concurremment à la question de Taïwan, on voit bien qu'avec la récente décision américaine de restreindre l'exportation vers la Chine de semi-conducteurs haut de gamme, l'affrontement sino-américain se réduit à une guerre économique où la défense des droits de la personne au Tibet, à Hong Kong et au Xinjiang est un enjeu soulevé pour la galerie.

— **Guy Taillefer**

Publié le 15 novembre

## SOURCE



## LE DEVOIR

Montréal, Canada

Quotidien, 26 000 ex.

ledevoir.com

Publié pour la première fois en 1910, le dernier quotidien indépendant du Québec jouit d'une solide réputation, même si sa diffusion est restreinte.

## Vu de Chine

### Une rencontre qui rassure le monde

●●● "La scène des deux dirigeants se serrant la main et souriant avant la rencontre officielle restera figée à jamais comme un événement majeur de l'histoire des relations sino-américaines", s'enthousiasme le très officiel **Huanqiu Shibao** dans un éditorial au lendemain de la rencontre entre Xi Jinping et Joe Biden à Bali. "Cette séquence tant attendue entre la Chine et les États-Unis est arrivée à point nommé pour apporter un peu de détente et de réconfort dans un monde plein de tensions, du fait des crises et des défis qu'il connaît actuellement."

Pour le journal, qui appartient au groupe du Quotidien du peuple, le tête-à-tête entre les deux présidents a permis de rassurer la communauté internationale. Les relations entre les deux superpuissances "étaient tombées au plus bas" après la visite de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants, en août à Taïwan. "Le monde s'inquiétait de voir la Chine et les États-Unis connaître une 'nouvelle guerre froide', rappelle le **Huanqiu Shibao**. La rencontre entre les deux chefs d'État à Bali a montré que les deux grandes puissances ont encore beaucoup de points de vue communs."

En s'asseyant à la même table et en abordant "ouvertement" divers sujets, de l'Ukraine à Taïwan, en passant par les guerres commerciales et les droits de l'homme, les deux chefs d'État ont adressé "un signal positif au monde extérieur" et "exprimé la volonté fondamentale de s'engager dans un dialogue plutôt qu'une confrontation".

Dans son éditorial, le **Huanqiu Shibao** relaie néanmoins une mise en garde de Pékin, qui tient Washington pour responsable de la détérioration de leurs relations en raison de sa politique à Taïwan. Or, "ce n'est que si les États-Unis adoptent une attitude bienveillante et des actions concrètes que les relations sino-américaines se remettront sur la bonne voie."

## Attentat à Istanbul



**TURQUIE** — “Une attaque scélérate”, titre le quotidien chypriote turc **Kibris** le 14 novembre. La veille, l'ex-

plosion d'une bombe, en plein centre-ville d'Istanbul, a fait 6 morts et 83 blessés. Une femme de nationalité syrienne, soupçonnée d'avoir déposé l'engin explosif, a été arrêtée, ainsi que 50 autres suspects. Les autorités ont désigné la guérilla kurde comme responsable de l'attentat, en particulier les Kurdes syriens des Forces démocratiques syriennes (FDS), alliés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Turquie mène depuis avril des combats contre les bastions du PKK dans les montagnes du nord de l'Irak et menace régulièrement de lancer de nouvelles opérations militaires en Syrie. Dans un communiqué, le PKK a nié toute responsabilité et condamné l'attentat. Des officiels turcs ont déclaré à l'agence **Reuters** que la piste de l'État islamique n'était pas écartée. En 2015, 2016 et 2017, la Turquie avait été la cible d'une vague d'attentats meurtriers menés par l'organisation djihadiste. Celui du 13 novembre intervient à six mois des élections présidentielle et législatives et pourrait profiter au président Erdogan, affaibli par une situation économique désastreuse, en regonflant sa base nationaliste.

## Interdites de parc

**AFGHANISTAN** — “D'abord il y a eu les restrictions sur l'éducation des filles, puis celles sur le droit des femmes à travailler, puis l'application d'un code vestimentaire strict, déplore **Gandhara** le 10 novembre. Désormais, les femmes afghanes se voient interdire l'accès aux bains publics et aux parcs de Kaboul.” La mesure pourrait être étendue au-delà de la capitale afghane. “Le prochain décret dira que les femmes ne peuvent plus quitter la maison, s'est indignée Maria Tutakhil, une habitante de Kaboul citée par le site d'information afghan. *L'Afghanistan n'est rien de plus qu'une prison pour femmes.*”

## UKRAÏNE

# Zelensky à la manœuvre

Après la chute de Kherson, le président ukrainien a proposé un plan de paix à la Russie à l'occasion du G20.

La veille encore, le 14 novembre, Volodymyr Zelensky était à Kherson, rappelle **Suspilne**, le site d'information de l'entreprise publique de radiotélévision ukrainienne, pour une visite hautement symbolique dans la ville libérée depuis peu, et pavée de jaune et bleu. Ensuite, indique le média en ligne **Oukraïnska Pravda**, “il s'est rendu à Mykolaïv [...] pour assister à une réunion sur les mesures visant à stabiliser le territoire libéré de la région de Kherson”.

Et dès le matin du 15, il est intervenu en vidéo au sommet du G20, poursuit **Oukraïnska Pravda**. À cette occasion, Volodymyr Zelensky est revenu sur les opérations qui ont abouti à la libération de Kherson, établissant “une analogie avec de nombreuses batailles du passé, qui ont marqué des tournants dans les guerres”. Comme “le débarquement des Alliés en Normandie. Ce n'était encore qu'une étape dans la lutte contre le mal, mais qui a déterminé le cours ultérieur des événements. C'est exactement ce que nous ressentons maintenant.”

**“La Russie veut une pause pour reprendre la guerre avec de nouvelles forces.”**

**Dmytro Kouleba, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES UKRAÏNIEN**

Puis le président ukrainien a abordé la question d'éventuelles négociations avec la Russie, en invitant Moscou à faire le premier pas : “Si la Russie prétend vouloir mettre fin à cette guerre, qu'elle le prouve par des actes. Il est évident qu'il est impossible d'avoir confiance dans la parole de la Russie, et il n'y aura pas de ‘Minsk 3’ [référence aux accords signés en 2014 et 2015 pour mettre fin à la guerre dans le Donbass] que la Russie violera immédiatement après sa conclusion.”

Volodymyr Zelensky a annoncé une proposition en dix points pour mettre fin au conflit, portant entre autres sur la “sécurité nucléaire”, le “retour de tous les prisonniers de guerre et déportés”, la “restauration de l'intégrité territoriale” du pays, le “retrait des troupes russes et la cessation des hostilités”, et



la “justice”, expliquant que “le monde devrait mettre en place un tribunal spécial pour le crime d'agression russe contre l'Ukraine”.

En marge du G20, le ministre des Affaires étrangères russe a rejeté ces propositions. Son homologue ukrainien, Dmytro Kouleba, avait déjà prévenu sur la chaîne de télévision **Espresso** : “La Russie, en fait, veut faire une pause pour se remettre de ses défaites et reprendre la guerre plus tard avec de nouvelles forces.”

Du reste, sur le terrain, les opérations ne faiblissent pas, et c'est désormais Melitopol qui “devient le nouveau centre de gravité des hostilités dans le Sud”, souligne encore **Espresso**, en citant “le général américain Ben Hodges”, qui affirme que “l'armée ukrainienne libérera Melitopol et Marioupol d'ici janvier, et que la Crimée sera libérée ensuite”. Des prévisions “résolument optimistes”, tempère la chaîne.

— **Courrier international**

# MBA

## FAIR

### LE SALON DES MBA ET EXECUTIVE MASTERS

**SAMEDI 26 NOVEMBRE**

**10H30 - 17H**

**PALAIS BRONGNIART • PARIS 2<sup>e</sup>**

Conférences avec les journalistes du *Monde*  
Rencontres avec les établissements les plus reconnus

## DIRIGEZ VOTRE CARRIÈRE !

INFO & INSCRIPTION GRATUITE  
[MBA-FAIR.GROUPELEMONDE.FR](http://MBA-FAIR.GROUPELEMONDE.FR)

Le Monde | L'Obs | Télérama | Courrier international

## CRYPTOMONNAIES

# La chute vertigineuse de la plateforme FTX

Le géant des cryptoactifs vient de déposer le bilan. Son PDG, soupçonné d'avoir détourné des milliards, a perdu toute sa fortune. La confiance des investisseurs est ébranlée.



Jusqu'où la chute de FTX entraînera-t-elle le marché des cryptomonnaies? Le 11 novembre, la "troisième plus grande plateforme de négociation de cryptoactifs et le joyau de l'empire de Sam Bankman-Fried, son énigmatique fondateur, a déposé le bilan", tout comme sa société de courtage Alameda Research, relate **The Economist**. L'enfant prodige de la crypto et coqueluche de Washington, qui défendait "une meilleure régulation des monnaies cryptées", a démissionné de son poste de PDG, explique l'hebdomadaire britannique. Il fait l'objet de multiples enquêtes - trois aux États-Unis, une aux Bahamas,

où est domiciliée FTX. De sa fortune, estimée à 15,6 milliards de dollars [15 milliards d'euros], il ne reste plus rien. Il n'est pas sûr que les clients de FTX récupèrent leur argent. Quant au marché des cryptoactifs, il a perdu 20 % de sa valeur en une semaine. Dans "l'implosion de FTX, récapitule **The Guardian**, au moins 1 milliard de dollars d'actifs d'investisseurs auraient disparu" sur les 10 milliards que Sam Bankman-Fried "a secrètement transférés" à Alameda Research.

Les initiés de la crypto sont les premiers "stupéfaits de la rapidité de la chute de FTX",

jusqu-là considéré "comme l'une des entreprises les plus stables et responsables" du secteur, explique **The New York Times**. "La rapidité de cet échec est tout bonnement incroyable", juge Jared Ellias, spécialiste des faillites à la Harvard Law School. L'affaire interroge sur les pratiques risquées "devenues omniprésentes" dans un milieu "né en partie pour corriger le type d'ingénierie financière à l'origine de la crise de 2008", rappelle le quotidien new-yorkais. FTX propose à ses clients "d'acheter, de vendre et de stocker un large éventail de monnaies numériques" et tire l'essentiel de ses revenus "d'un type de transactions risqué", où l'investisseur "emprunte des sommes énormes sur les prix futurs des cryptomonnaies". Une pratique "illégitime aux États-Unis" comme en Europe.

En dehors du "jargon peu familier" qui entoure l'affaire, "l'économie de ce qui a mal tourné ne paraît pas si fondamentalement neuve, estime **The Economist**. L'effet de levier, les paris risqués, les garanties douteuses sont des éléments connus des grands scandales financiers." Ce n'est peut-être pas un hasard si "l'avocat chargé de faire le ménage après la faillite d'Enron" en 2001, John J. Ray III, est le nouveau patron de FTX. Et si le défenseur de Sam Bankman-Fried est l'avocat du "roi des junk bonds [les obligations pourries]", Michael Milken, "emprisonné pour fraude boursière" dans les années 1990.

Alors que la confiance des investisseurs en cryptoactifs est "gravement ébranlée" par la banqueroute de FTX, les autres plateformes "s'efforcent de rassurer leurs clients sur la sécurité de leurs fonds", constate le **Financial Times**. La première bourse de cryptomonnaies au monde, Binance, comme les plus modestes Crypto.com et

Deribit "ont promis de publier la preuve qu'ils disposent de réserves suffisantes". La plus importante stablecoin (une cryptomonnaie adossée au dollar), Tether, "fait face à quelque 3 milliards de dollars de rachats".

L'ébranlement de la crypto s'évalue aussi dans cette déclaration du patron de Binance, le 14 novembre à Bali. Changpen Zhao, sans nommer FTX, a expliqué que "personne ne peut être protégé contre un mauvais joueur" et a appelé à une plus grande régulation du secteur", note le **Financial Times**. Une semaine plus tôt, le même critiquait les appels à plus de contrôle du patron de FTX...

— **Courrier international**

« Qu'est-ce que c'est? Un incendie? Des terroristes? Des insurgés? Un missile russe? » "Non, juste les forces socio-économiques naturelles à l'œuvre." Sur les pancartes : Réseaux sociaux. Crypto. Dessin de Monte Wolverton, États-Unis.

## Magie noire



**RUGBY** — À Auckland, les Néo-Zélandaises ont décroché le 12 novembre leur sixième titre mondial face à "des Anglaises qu'on croyait imbattables", écrit l'**Otago Daily Times**. Dans un jeu de mots en référence aux Black Ferns (nom de la sélection néo-zélandaise), le journal de Dunedin parle de "magie noire" alors que l'équipe s'est imposée sur le fil.

## Peine capitale

**IRAN** — Près de deux mois après le début de la révolte contre le pouvoir, la justice a annoncé le 13 novembre avoir condamné à mort une personne pour avoir incendié un bâtiment gouvernemental en plus d'avoir commis le moharebeh ("guerre contre Dieu"), rapporte **Al-Monitor**. Cette première sentence a coïncidé avec l'annonce, le lendemain, par l'Union européenne d'une nouvelle série de sanctions contre de hauts responsables iraniens afin d'"envoyer un message clair à ceux qui pensent qu'ils peuvent réprimer, intimider et tuer leur propre peuple sans conséquences", d'après la ministre des Affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, citée par **Al-Jazeera**.

## Aliens en vue?



**ESPACE** — "Pour la première fois, les astronomes vont pouvoir observer en détail l'atmosphère d'une exoplanète rocheuse, le type de planète généralement considéré comme le plus susceptible d'abriter des formes de vie", assure le **New Scientist**. L'hebdomadaire consacre la une de son édition du 12 novembre à "la nouvelle quête de vie extraterrestre" permise par James Webb. Sur six planètes potentiellement habitables, le télescope spatial tentera de repérer la "signature" chimique d'éventuelles formes de vie.

## AVORTEMENT : QUEL FUTUR POUR NOS DROITS ?

Marie-Cécile Naves, directrice de l'observatoire Genre & géopolitique et

Madeleine Schwartz, journaliste américaine

**Judi 1<sup>er</sup> décembre - 19 h**

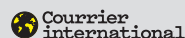
Médiathèque Françoise Sagan

(8, rue Léon-Schwartzberg, Paris 10<sup>e</sup>)

Modération : Bérangère Cagnat, journaliste à **Courrier international**, partenaire de cette rencontre du cycle "Les jeudis de l'actualité" des bibliothèques de Paris.

Entrée libre, sur réservation : 01 44 78 80 50

[bibliocite.fr/evénements](https://bibliocite.fr/evénements)



**bibliocité :**



College of Europe  
Collège d'Europe



## Élargissez votre regard sur l'Europe !

POSTULEZ DÈS MAINTENANT

Le Collège d'Europe à Natalin (Varsovie) propose un Master avancé en Études interdisciplinaires européennes. Le cursus combine une préparation académique approfondie avec deux voyages d'études dans l'UE et ses voisinages, des cours de langues ainsi qu'un programme de compétences professionnelles. Chaque année, notre Master attire des étudiants de toute l'Europe et au-delà qui recherchent une véritable expérience multiculturelle et se destinent à des carrières internationales. Plus de 70% de nos étudiants bénéficient de bourses. **Déposez votre candidature en ligne avant le 18 janvier 2023.**



En savoir plus sur :  
[coleurope.eu/natalin](https://coleurope.eu/natalin)



Cofinancé par  
l'Union européenne

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.

CONTROVERSE



✎ Dessin d'Alex paru dans  
La Liberté, Fribourg.

# Le vélo électrique, une bonne chose ?

L'engouement pour les vélos à assistance électrique a incité le quotidien autrichien *Der Standard* à s'interroger sur le pour et le contre. Sa rédaction elle-même est partagée.

OUI

## Il incite à faire du sport

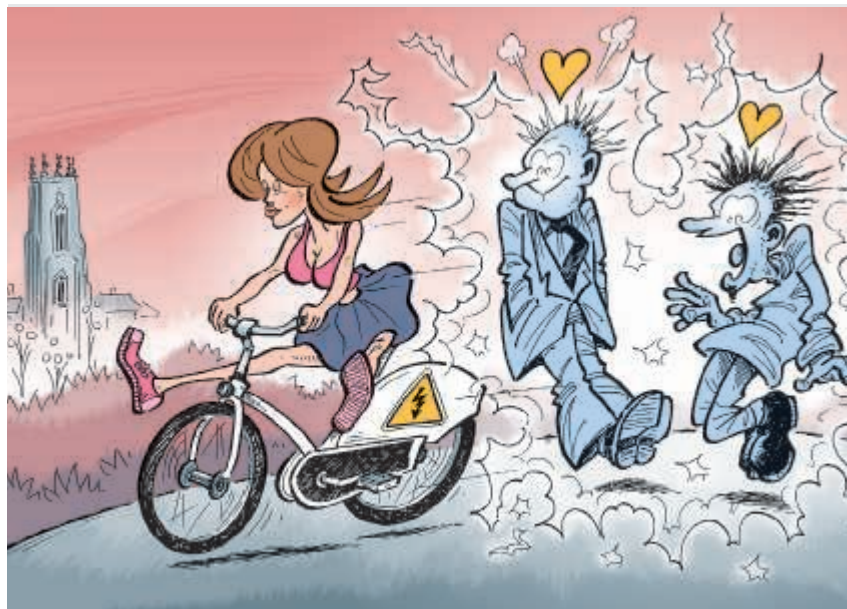
—Der Standard Vienne

Si j'ai fini dans le décor, le vélo à assistance électrique (VAE) n'y est à vrai dire pour rien. Ça descendait et je n'avais pas besoin d'assistance à ce moment-là. Je n'aurais pas non plus roulé moins vite avec un vélo traditionnel. Quoi que... Car je ne me serais sans doute jamais lancé dans un tel périple sur un vélo classique.

Au début de l'été, j'étais parti au guidon d'un vélo électrique équipé d'une remorque de camping. L'attelage pesait son poids. J'ai l'habitude de me déplacer au guidon d'un vélo de ville avec, à l'arrière, une remorque souvent pleine. Il m'était donc facile de comparer. Avec mon vieux bicolou et sa carriole, j'allais par exemple au supermarché ou à la déchetterie. Aucune de mes destinations n'était généralement éloignée de plus d'un kilomètre. Avec le vélo électrique et tout mon attirail de camping, j'avalais près de 50 kilomètres en deux heures environ. Sans VAE, je serais sans doute resté dans ma chaise longue.

**Transport de charges.** L'an dernier, avec mon VTT à l'ancienne, j'avais entrepris le Bäckersteig, un circuit du massif de Leithagebirge [dans l'est de l'Autriche], et j'avais rencontré là-bas un cycliste, auquel je donnais dans les 80 ans. Il se déplaçait à vélo à assistance électrique. Nous avons fait un bout de chemin ensemble et, arrivés en haut, nous étions dans le même état de fatigue. C'était un cycliste chevronné. Sans assistance électrique, me confiait-il, il ne pourrait plus venir ici. Là, il était heureux d'être dans la nature et de ne pas être cantonné au bar dès le matin comme les autres seniors de son âge.

Le vélo électrique nous oblige à sortir du canapé, du bar, nous arrache à notre léthargie. Tout simplement parce que sa pratique est plaisante. Chacun peut choisir le niveau d'assistance qui lui convient et trouver du plaisir à pédaler. Le VAE nous pousse à sortir de chez nous et à nous mettre en mouvement. C'est vrai aussi d'une partie des 3,7 millions de personnes



en surpoids en Autriche. Si elles sont en surpoids, ce n'est pas parce qu'elles font du vélo électrique. Le vélo électrique leur donne au contraire la possibilité de faire de l'exercice au grand air et de se faire du bien tout en y trouvant du plaisir.

L'autre avantage du vélo électrique, c'est que, s'il ne remplace pas la voiture, il remplace en revanche souvent un cyclomoteur. Or qui n'a pas en horreur ces moteurs deux-temps pétaradants (heureusement de plus en plus rares) ? Le VAE, lui, est silencieux et n'empêste pas. Et ne demande pas plus d'effort qu'un cyclomoteur.

Le troisième avantage de l'assistance électrique est surtout une affaire de passionnés : le transport de charges. Un vélo-cargo peut remplacer la voiture dans bien des cas – par exemple lorsqu'il s'agit d'aller faire ses emplettes hebdomadaires ou d'amener les enfants à l'école.

En fin de compte, le vélo électrique n'est contre-indiqué que lorsqu'il dort dans un coin. Car les ressources [qui ont servi à le fabriquer] ont alors été gâchées.

Et pourtant, je n'en possède pas. Pourquoi ? Le vélo électrique souffre d'un inconvénient : son prix. Et j'aime encore mieux avoir des courbatures ou la langue qui pend en travers de la chaîne qu'un trou béant dans mon compte en banque. À quoi s'ajoute qu'un seul vélo électrique ne me suffirait pas – j'y ai mûrement réfléchi. J'aurais besoin d'un VTT, d'un vélo de tous les jours et d'un vélo-cargo. Mais le jour où j'arrive à me décider, je fonce.

—Guido Gluschitsch

NON

## Il est trop dangereux

Imaginez-vous faire du tandem avec un coureur du Tour de France qui fait tout le travail à votre place. Ce serait le pied, non ? Aujourd'hui, nous ne pouvons malheureusement pas tous nous offrir les services d'un cycliste professionnel. C'est pour cette raison que le vélo électrique a été inventé. Jusque-là, les engins qui roulaient tout seuls et que l'on pouvait faire semblant d'aider à avancer en moulinant des mollets s'appelaient des vélomoteurs. L'industrie propose désormais aux anciens adeptes de ces engins une nouvelle monture estampillée "durable".

À eux le doux sentiment de pouvoir aller où bon leur semble sans fatigue. Sans avoir à appuyer trop fort sur la pédale, par exemple. Ou sans avoir à apprendre à se déplacer en toute sécurité avec leur nouveau jouet. Car un vélo électrique pèse deux fois plus lourd et roule deux fois plus vite que ce à quoi étaient habitués jusque-là les cyclistes du dimanche, qui n'allaient guère plus loin que le bar-glacier le plus proche. La nécessité d'apprendre à maîtriser ces engins électriques tombe sous le sens – mais visiblement pas pour les nombreux nouveaux adeptes qui se sont retrouvés par terre.

Le nombre d'accidents de vélo a été multiplié par deux depuis 2018 – et celui des vélos électriques par huit. Certains se servent de leur VAE pour grimper des pistes de gravier qu'ils dévalent ensuite en fanfare comme ils l'ont vu faire sur Facebook ou sur Instagram. La maîtrise vient avec la pratique. Ceux qui jugeront l'engin trop lent à leur goût poursuivront toujours le débrider en commandant sur Internet un kit moyennant 150 euros environ, ce qui leur permettra de faire sauter la fâcheuse limite des 25 km/h. [L'essor du VAE] fait les affaires d'un secteur désormais totalement dépendant de l'électrique : un vélo sur deux acheté en Autriche possède une assistance électrique.

**Pas si sobre.** En 2021, les VAE représentaient 73 % du chiffre d'affaires du marché. Pendant des années, le secteur a été dopé indirectement par des aides financières de l'État, des Länder et des communes, qui les versaient aux particuliers désireux de passer à l'électrique. Pourquoi seul le vélo électrique est-il subventionné ? Mystère. Les aides à l'achat de vélos pour enfants, dont les prix ont explosé ces dernières années, seraient un investissement plus durable pour un avenir décarboné. Au moins pour les vélos classiques – car il existe bien sûr depuis longtemps des vélos électriques pour les enfants.

L'argument selon lequel le VAE remplacerait la voiture pour le trajet domicile-travail ne tient pas la route. Selon une étude du cabinet Deloitte, 75 % des Autrichiens achètent des vélos électriques pour un usage sportif ou récréatif, et seulement 18 % pour le vélotaf : en vacances, on peut l'accrocher au porte-vélos.

Un VAE émet peu de CO<sub>2</sub> – entre 2 et 5 grammes par kilomètre –, et c'est évidemment louable. Sauf que, voilà, si l'on tient compte de l'ensemble du cycle de vie de l'engin, on arrive vite, selon les données des constructeurs, au chiffre de 14 grammes par kilomètre, preuve que la fabrication du moteur et de la batterie est une source importante d'émissions.

Résultat, chaque kilomètre non électrifié est bien plus propre que le kilomètre le plus propre sur un vélo à assistance électrique. Peut-être va-t-on moins loin sans moteur. Mais on se laisse la possibilité de progresser à chaque nouvelle sortie et d'aller un peu plus loin la fois d'après. Tout simplement, à la force du mollet.

—Michael Windisch  
Publié le 15 septembre

A photograph of a rescue team in an orange inflatable boat on the sea. Three crew members are visible, wearing helmets and life jackets. One person is being pulled into the boat from the water. The scene is set against a bright, clear sky and blue sea.

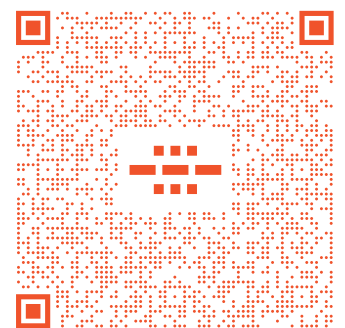
# RÉPONDEZ À CE SOS

© Laurin Schmidt / SOS MEDITERRANEE

**SOS**  
MEDITERRANEE

Votre don est vital  
pour sauver des vies.

[don.sosmediterranee.org](https://don.sosmediterranee.org)



d'un  
continent  
à l'autre.  
amériques



Asie .....	16
Europe .....	20
France .....	26
Afrique .....	28

# États-Unis. La démocratie a tenu bon

Le système électoral et les garde-fous démocratiques ont résisté aux assauts de Trump et de ses fidèles, se félicite le chroniqueur de ce grand quotidien américain. Mais le pays est encore en convalescence.

—The New York Times  
(extraits) New York

**V**ous pouvez reporter votre déménagement au Canada. Et pas la peine d'appeler l'ambassade de Nouvelle-Zélande pour savoir comment obtenir la citoyenneté là-bas. Car si les élections de mi-mandat du 8 novembre ont bel et bien constitué le plus grand défi qu'ait dû relever notre système constitutionnel depuis la guerre de Sécession, notre capacité à procéder à des transitions politiques pacifiques et légitimes en est sortie intacte – un peu cabossée, mais ça va.

Je suis encore très loin de sonner la fin de l'alerte, de proclamer que plus aucun politicien ne se laissera tenter par une campagne fondée sur un déni électoral. Toutefois, compte tenu du niveau sans précédent atteint par le camp du déni à l'occasion de ces élections de mi-mandat, et de la façon dont plusieurs crétins de renom, qui avaient fait du déni le moteur de leur campagne en bons clones de Trump, se sont

fait laminer, il est fort possible que l'on vienne tout juste d'esquiver l'une des pires flèches à avoir jamais été lancées sur le cœur de notre démocratie.

Certes, nous pouvons toujours être visés par une autre flèche, à tout moment, mais l'ensemble du système électoral américain – dans les bastions républicains comme démocrates – semble avoir admirablement fonctionné, faisant fi des deux dernières années de controverses et ramenant ces dernières à ce qu'elles n'ont jamais cessé d'être : les inventions scandaleuses d'un seul homme et de ses sycophantes et imitateurs les plus éhontés. Sachant la menace que les négateurs à la solde de Trump représentaient pour la reconnaissance et la légitimité de nos élections, c'est énorme. Cela ne pouvait survenir à un

**Xi Jinping, Vladimir Poutine et le chef suprême de l'Iran ont également perdu le soir du 8 novembre.**

meilleur moment, alors que les dirigeants tant en Russie qu'en Chine ont manipulé leurs systèmes pour s'agripper au pouvoir. Pour se justifier aux yeux de leurs propres concitoyens, ils avaient coutume de montrer du doigt des événements comme l'assaut du 6 janvier 2021 contre le Capitole, et le chaos apparent de notre processus électoral, pour affirmer : "Voilà à quoi ressemble la démocratie. C'est ça que vous voulez chez nous?"

C'est pour cette raison qu'aussi bien Xi Jinping que Vladimir Poutine – ainsi que le chef suprême de l'Iran, aujourd'hui confronté à un soulèvement mené par les femmes du pays – ont également perdu le soir du 8 novembre.

Car plus notre vie politique devient violente et instable, moins nous sommes en mesure d'assurer une transition sans heurts, plus il leur est facile d'expliquer pourquoi il n'en est pas question chez eux.

Mais si le fait que le déni électoral se soit fait rosser est une victoire, rien de tout ce qui sape les fondations de la démocratie américaine – et qui nous empêche effectivement d'avancer



✎ Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

sur les problèmes les plus graves – n’a disparu. J’entends par là la façon dont notre système de primaires, de charcutage électoral et les réseaux sociaux ont fusionné pour empoisonner méthodiquement le dialogue national, diviser toujours plus notre société et éroder inlassablement ces piliers jumeaux de notre démocratie : la vérité et la confiance.

Nos ennemis auraient donc tort de nous laisser pour morts, mais nous aurions encore plus tort de conclure que parce que nous avons évité le pire, tout est voué à aller désormais pour le mieux. Non, tout ne va pas bien.

Nous sommes aussi divisés au sortir de ces élections que nous l’étions avant. Mais si la fameuse vague républicaine ne s’est pour l’essentiel pas matérialisée (en particulier dans les États et les districts indécis), c’est parce que les électeurs indépendants, les républicains modérés et les démocrates ont été suffisamment nombreux à se rendre dans leur bureau de vote.

Si ce scrutin de mi-mandat est le signe que nous nous éloignons, ne serait-ce qu’un peu, du gouffre, c’est parce qu’il y a encore suffisamment d’Américains qui se rangent parmi les indépendants ou au centre, et qui refusent de continuer à ruminer les griefs, les mensonges et les fantasmes de Donald Trump, dont ils voient bien qu’ils rendent fou le Parti républicain et mettent le pays en boule.

Ils refusent tout autant d’être pieds et poings liés aux zélés woke à l’extrême gauche, et ils sont terrifiés par la propagation d’une violence politique

à l’image de celle qui a frappé le mari de la présidente démocrate de la Chambre des représentants Nancy Pelosi, onze jours avant le scrutin.

Si ce centre est bien vivant, nous le devons (et notre dette est immense) aux députés républicains Liz Cheney et Adam Kinzinger et à leur consœur démocrate Elaine Luria. Tous trois ont été les fers de lance de la commission d’enquête parlementaire sur l’assaut du 6 jan-

### Nous sommes aussi divisés au sortir de ces élections que nous l’étions avant.

vier 2021 contre le Capitole, et ils viennent de le payer en n’étant pas réélus. Mais il ne fait pas de doute que le message envoyé par la commission d’enquête parlementaire (nous ne devons jamais, à aucun prix, sous aucun prétexte, laisser une telle attaque se reproduire) a touché suffisamment d’électeurs pour éviter une vague pro-Trump lors de ces élections de mi-mandat.

Non, nous ne pouvons pas nous estimer définitivement guéris. Le dernier diagnostic a pu établir que notre système immunitaire politique avait fait un bon travail en repoussant une infection qui menaçait de tourner à la gangrène totale de notre système électoral. Mais l’infection est toujours là, d’où le conseil du médecin : *“Ayez une saine hygiène de vie politique, retrouvez la forme, et revenez dans vingt-quatre mois pour un bilan.”*

— Thomas Friedman  
Publié le 9 novembre

### Dernière minute

## Donald Trump, candidat “outsider”

●●● Ce mardi 15 novembre, à l’heure où nous mettions sous presse, Donald Trump s’apprêtait à annoncer sa candidature pour la présidentielle de 2024 en prime time depuis la salle de bal de sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride. Pour **The Washington Post**, cette nouvelle campagne sera différente de sa campagne de réélection de 2020, avec *“un personnel réduit et un budget moins faramineux”*. Son QG de campagne *“sera établi dans le sud de la Floride”*, croit savoir le journal, et l’ex-locataire de la Maison-Blanche compte renouer avec l’esprit d’*“outsider”* de sa première candidature, en 2016, qu’il avait annoncée sur un escalator.

### Contexte

## Des airs de victoire pour Biden

●●● *“L’Amérique est presque parfaitement scindée entre démocrates et républicains, et aucun parti n’est en mesure de réunir une majorité efficace”*, observe un chroniqueur de **Guardian** après les élections de mi-mandat du 8 novembre. Les démocrates ont gardé le contrôle du Sénat mais par la plus petite des majorités : 50 élus sur 100, la vice-présidente, Kamala Harris, pouvant ajouter sa voix aux leurs. Ils ont fait basculer un siège en Pennsylvanie (voir p. 14) et pourraient en obtenir un 51<sup>e</sup> en Géorgie, où un second tour se tiendra en décembre. À la Chambre des représentants, le résultat restait incertain lors de notre bouclage. Les républicains semblaient pouvoir s’en emparer – sans doute avec une marge *“incroyablement étroite”*. Pour les républicains, c’est une déception. L’inflation élevée et les sondages leur laissaient espérer une victoire nette. En revanche, le président Joe Biden *“a savouré les succès de son parti”*, écrit **The Guardian**. Ses prédécesseurs Bill Clinton et Barack Obama avaient vu leur camp perdre bien plus de sièges à la Chambre des représentants lors de leurs premières *midterms*. Même si un Congrès divisé pourrait être source de blocage, Biden s’est montré optimiste sur les chances de trouver des compromis. Et alors que, d’après des sondages, deux tiers des Américains ne souhaitent pas le voir se représenter, le président a dit qu’il en avait bien l’intention.

### Polémique

## L’ex-président pointé du doigt

●●● *“Trump est le plus grand loser du Parti républicain”*, lançait **The Wall Street Journal** en titre de son éditorial, le 10 novembre. L’ancien président a mené son parti *“de fiasco en fiasco”*, déplorait le quotidien de droite après les élections de mi-mandat, rappelant les mots de Trump : *“Nous allons tellement gagner que vous allez finir par en avoir ras la casquette de gagner.”* Pour conclure à l’inverse : *“À présent, les républicains en*

*ont peut-être ras la casquette de perdre.”* Un autre titre du magnat Rupert Murdoch y est allé encore plus fort. Le 10 novembre, le **New York Post** montrait Donald Trump en une sous les traits du personnage Humpty Dumpty, un œuf qui, dans la célèbre comptine anglaise, dégringole d’un mur et se brise. *“Don (qui ne pouvait même pas construire un mur) fit une grande chute*



– les hommes du Parti républicain pourront-ils remettre le parti sur pied?” écrit le tabloïd de droite à côté de Trump rebaptisé “Trumpy Dumpty”. Rupert Murdoch avait déjà exprimé ses doutes sur l’ex-président, et sa chaîne Fox News lui avait consacré moins de place ces derniers mois. Mais, depuis les *midterms*, le désaveu paraît spectaculaire. Au lendemain des élections, le même **New York Post** semblait introniser en une le nouveau chef de camp républicain : le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, triomphalement réélu avec près de 20 points d’écart. *“DeFUTURE”*, *“L’AVENIR”*, titrait le tabloïd sur une photo en famille de DeSantis, un protégé de Trump qui apparaît désormais comme son plus dangereux

### À la une



## L’ÉLÉPHANT RÉPUBLICAIN S’EST ÉCHOUÉ SUR LE SABLE

Enfantine et subtile, la couverture du dernier numéro de l’hebdomadaire **The New Yorker** revient sur l’échec des républicains aux élections de mi-mandat. Non seulement la vague rouge [la couleur du Parti républicain], prédite par les experts et les stratèges, n’a pas déferlé, mais les démocrates ont même réussi à conserver leur majorité au Sénat.



rival. Au sein du Parti républicain, des voix critiques se sont également élevées. Kysia Brassington, membre du Comité national républicain, a appelé à *“étudier*

*chacune des candidatures viables”* pour 2024. *“De nombreux donateurs républicains, fatigués de Trump, cherchent à appuyer d’autres candidats”*, à commencer par Ron DeSantis, ajoute le journal. L’électorat pourrait avoir bougé lui aussi : dans un sondage YouGov réalisé après les *midterms*, 42 % des électeurs interrogés – républicains ou sympathisants – ont dit souhaiter que DeSantis soit le candidat du parti en 2024, contre 35 % pour Donald Trump. Une première. Reste à voir si cette révolte ne fera pas long feu, une fois de plus. Le sujet risque de très vite plonger le parti dans une crise existentielle, selon le journal de centre gauche.

✓ À gauche, John Fetterman : “Moi, sweat à capuche... short.” À droite, Mehmet Oz : “Bla-bla, je blablate.” Dessin de Taylor Jones, États-Unis.

## Décryptage

### La victoire du droit à l'avortement

●●● Le droit à l'IVG a bien pesé sur les résultats des *midterms*. Dans le Michigan, en Californie et dans le Vermont, les électeurs se sont prononcés pour inscrire le droit d'avorter dans la Constitution de leur État. Tandis que ceux du Kentucky ont rejeté une mesure antiavortement soumise au vote. Le camp proavortement peut se féliciter d'avoir remporté “toute une série de victoires décisives, à travers le pays, en faveur du droit à l'IVG”, souligne le **Washington Post**, en rappelant qu'il s'agissait de “la toute première élection nationale depuis que la Cour suprême a annulé l'arrêt *Roe vs Wade*, en juin dernier”. En Californie et dans le Michigan, les électeurs se sont en effet prononcés pour inscrire le droit à l'avortement dans la Constitution de leur État. Une avancée particulièrement importante pour le Michigan, où une loi de 1931 interdisait l'avortement, même si la justice a empêché son entrée en vigueur. Le site de la **NPR**, la radio publique américaine, souligne que les électeurs du Vermont se sont également prononcés “pour inscrire le droit à l'autonomie reproductive et donc le droit à l'avortement dans la Constitution de leur État”. Mais “la plus grosse surprise est venue de l'État conservateur du Kentucky”, poursuit le **Washington Post**, dans lequel les électeurs ont voté contre une proposition d'amendement constitutionnel antiavortement. Ce qui pourrait ouvrir la porte “à la restauration d'un accès à l'avortement dans un des États du pays où l'interdiction d'avorter est la plus stricte”. En Caroline du Nord, enfin, les républicains ont échoué à remporter une super majorité dans l'Assemblée de l'État qui leur aurait permis de passer outre toute tentative de veto.

“Le gouverneur démocrate de l'État, Roy Cooper, sera donc capable de bloquer toute restriction du droit à avorter dans un État dont la situation géographique est stratégique pour toutes les femmes du Sud-Est américain” qui ne peuvent plus avorter dans l'État où elles résident. L'avortement reste néanmoins interdit dans au moins 13 États du pays, selon le décompte du **New York Times**. Le **Washington Post** souligne également que le droit à l'avortement figurait bien parmi les priorités des électeurs américains. Lors de ces *midterms*, “six électeurs sur dix ont souligné que le droit d'avorter devait rester légal dans tous les cas ou presque”, tandis que trois électeurs sur dix ont indiqué que c'était, à leurs yeux, l'enjeu le plus important de ces élections de mi-mandat.



CAGLE CARTOONS

## John Fetterman, superhéros démocrate

À peine remis d'un AVC, il s'est fait élire sénateur de Pennsylvanie, permettant à son parti de conquérir un siège et de s'assurer la majorité au Sénat.

—The Guardian (extraits)  
Londres

On peut dire que c'est Donald Trump qui a lancé la carrière politique de John Fetterman, le démocrate qui a décroché le siège de sénateur de l'État de Pennsylvanie lors des élections de mi-mandat du 8 novembre.

Dans les jours qui ont suivi la présidentielle de 2020, l'expresident américain avait crié à la fraude électorale généralisée, y compris dans l'État de Pennsylvanie, dont Fetterman était à l'époque gouverneur adjoint. Fetterman s'était alors mis en travers de sa route. “Le président fait la même chose que les

trolls sur Internet”, avait-il déclaré dans une interview sur la chaîne MSNBC, un commentaire qui avait fait le régal des anti-Trump aux États-Unis et ailleurs.

En tournant en dérision, à la télévision, les affirmations de plus en plus insensées de Donald Trump, John Fetterman a acquis dans tout le pays une notoriété qui a servi sa campagne pour les sénatoriales.

Le fait qu'on ne peut pas l'oublier une fois qu'on l'a vu a certainement aussi été à son avantage. Avec ses 2,03 mètres, ses sempiternels shorts et sweats à capuche, son crâne rasé, sa petite barbe et ses tatouages, on ne peut pas dire qu'il passe inaperçu. Son physique et sa longue expérience en tant que maire de Braddock, une petite ville industrielle de Pennsylvanie qui lutte pour sa survie, collent aussi parfaitement à son personnage public : un démocrate en col bleu qui ne s'en laisse pas conter et défend les gens ordinaires.

Fetterman, âgé de 53 ans, a apporté son aura et sa popularité dans la course au Sénat, il a presque toujours caracolé en tête des sondages avec une avance de 20 points. Ses positions progressistes sur l'augmentation du salaire minimum, le droit à l'avortement, l'assurance santé et le cannabis ont bénéficié d'un large soutien.

Tout semblait se dérouler à merveille jusqu'au 13 mai, jour où il a subi un AVC. Les médecins ont retiré un caillot sanguin de son cerveau et lui ont implanté un stimulateur cardiaque. Quatre jours plus tard et bien qu'absent, Fetterman a remporté la primaire démocrate. Mais son rétablissement a été long. Il raconte avoir “failli mourir” de cet AVC et avoir dû rester à l'écart de la campagne pendant plusieurs mois. Il est revenu petit à petit dans la course en commençant par un petit nombre d'apparitions publiques au mois d'août, mais

il a encore quelques difficultés d'élocution et de compréhension.

Lors d'un débat avec le candidat républicain Mehmet Oz, il a parfois eu du mal à s'exprimer et à réfuter les arguments de son adversaire. Cela a inquiété les démocrates et les sondages se sont resserrés dans les jours précédant les élections.

Des déclarations de mauvais goût ont d'ailleurs émaillé la campagne du camp républicain, comme lorsque la conseillère d'Oz, Rachel Tripp, a déclaré que Fetterman n'aurait peut-être pas eu un AVC “s'il avait mangé des légumes au moins une fois dans sa vie”.

Fetterman et son équipe ont pour leur part continué dans la veine directe et enjouée caractéristique du candidat démocrate et brocardé Oz sur tous les fronts, depuis ses jérémiades sur le prix des “crudités” jusqu'à son absence de liens avec la Pennsylvanie (il a en effet passé la plus grande partie de sa vie dans le New Jersey).

**Ancre.** L'image de Fetterman en tant que héros dur à cuire de la classe ouvrière lui a permis de se positionner aux antipodes de l'image et du message élitiste envoyé par le célèbre D<sup>r</sup> Oz, et de séduire beaucoup d'habitants de Pennsylvanie dans toutes les couches de la société. Mais la vérité n'est pas aussi simple.

John Fetterman est titulaire d'un MBA de l'université du Connecticut et d'une maîtrise de l'université Harvard, et il reconnaît avoir grandi dans “de la ouate” grâce au succès du cabinet d'assurance de son père. Il admet aussi avoir été soutenu financièrement par ses parents pendant la quasi-totalité des treize années où il a occupé le poste de maire de Braddock, une fonction pour laquelle il ne touchait que 150 dollars par mois.

Il n'y a cependant rien de malhonnête chez lui. Il a refusé de s'installer dans la demeure réservée au gouverneur adjoint de Pennsylvanie lorsqu'il a été élu à ce poste, préférant rester à Braddock. Sa passion pour sa ville est inscrite bien en vue sur son avant-bras droit, où sont tatouées neuf dates : celles des jours où “la violence” a tué dans sa ville pendant qu'il en était le maire.

—Adam Gabbatt  
Publié le 10 novembre

CUBA

# Même les étudiants en médecine s'exilent

Désabusés par les conditions de travail et inquiets d'être réquisitionnés en raison de leur diplôme stratégique, de futurs médecins raccrochent ou quittent le pays.



IKON IMAGES

—14ymedio  
(extraits) La Havane

Il y a quelques semaines, elle s'est mariée en robe blanche et courte, avec des fleurs et beaucoup de photos. Mais pour Kirenía, 22 ans, cette fête n'était qu'une formalité pour pouvoir résider à Madrid avec son époux, un jeune Cubain naturalisé espagnol. Elle va laisser derrière elle ses études de médecine, qu'elle était sur le point de terminer, car elle craignait que sa future carrière ne perturbe son départ.

“Ça a été la décision la plus difficile de ma vie, parce que j'adore mes études”, reconnaît Kirenía, une excellente étudiante au cours de tout son cursus à la faculté de médecine de Ciego de Ávila, dans le centre du pays. “J'ai beaucoup de camarades de fac qui font la même chose”, précise-t-elle.

Kirenía ne sait pas si un jour elle pourra décrocher le diplôme de médecine en Espagne, mais

elle a la ferme volonté de ne pas le faire à Cuba : “Mon grand-père et ma grand-mère sont des médecins retraités, leurs pensions ne leur permettent pas de vivre. En faisant la plongée dans un café à Madrid, on peut sans doute gagner plus qu'eux.”

Kirenía aujourd'hui n'a plus “la tête aux livres et aux études” : elle pense uniquement au moment où son avion décollera.

**Source de devises.** Elle a déjà annoncé à la faculté sa décision de renoncer à ses études, mais elle a attribué son départ à une grossesse et à la nécessité de passer plus de temps avec son mari et avec le futur bébé. Mais la vérité est qu'elle ne s'imagine pas “travailler plus de douze heures par jour dans un hôpital où il n'y a pas de médicaments [alors que l'embargo américain fait une exception pour les produits pharmaceutiques], et tout cela pour un peu plus de 4000 pesos très vite dépensés” – 4000 pesos représentent 160 euros au cours

officiel, mais 137 au marché noir, le seul vraiment accessible.

Avec d'autres camarades, elle a créé un groupe WhatsApp où l'on peut s'informer sur toutes les possibilités de bourses pour quitter Cuba : “Nous sommes une bonne vingtaine, la plupart étudiants en médecine de troisième, quatrième et même cinquième année. Nous sommes prêts à abandonner nos études pour partir à l'étranger.”

Ils viendront grossir les rangs des quelque 200 000 Cubains arrivés aux États-Unis depuis octobre 2021, ou de ceux qui se sont rendus dans d'autres pays et dont on ne connaît pas le nombre.

Depuis soixante ans, à Cuba, la médecine est l'un des joyaux de la couronne de l'enseignement. La formation massive de personnel soignant s'inscrit dans la politique officielle et est présentée comme l'une des grandes réussites de la révolution. De plus, elle fournit des toubibs aux missions

médicales à l'étranger, l'une des principales sources de devises de la grande île. Mais, désormais, les hôpitaux manquent souvent de personnel qualifié et de spécialistes.

À Artemisa, à l'ouest de La Havane, ce sont plus de 20 étudiants en médecine d'une même promotion qui ont tiré un trait sur leurs études. “Ce n'est pas seulement pour s'engouffrer dans la brèche du Nicaragua [qui n'exige plus de visas pour les Cubains]”, explique Inés, amie de l'un de ces “déserteurs”. C'est aussi parce que, d'après une rumeur persistante, le gouvernement prévoirait d'interdire la sortie du pays aux étudiants qui terminent des cursus stratégiques, comme la médecine.

**“Meubles” en cage.** Yander, 24 ans, avait des raisons différentes de demander à quitter la faculté de médecine Victoria de Girón à La Havane. Il est entré en première année quelques mois avant le début de la pandémie de Covid-19. Tous les étudiants ont été envoyés en renfort dans les hôpitaux pour faire face à l'afflux de patients contaminés.

“Je n'avais presque pas d'expérience, j'ai été confronté à des situations que je ne veux pas revivre, raconte-t-il. Le problème principal n'était pas la peur de tomber malade. Je n'ai pas non plus pris cette décision parce que je voyais mourir tant de gens sans pouvoir faire grand-chose pour les aider, car même l'oxygène manquait.”

Yander en a eu surtout assez que les autorités sanitaires utilisent les étudiants et les jeunes diplômés “comme s'ils étaient des meubles”. Et il ajoute :

“On nous déplaçait d'un endroit à un autre simplement pour aider ici ou là, sans explications, et nos conditions de travail étaient épouvantables. Il y a eu une semaine où j'ai juste pu manger un morceau de pain avec un truc, et boire un jus que je ne suis pas arrivé à identifier, il avait juste le goût d'eau sucrée.”

Ce jeune a décidé de mettre un point final à sa carrière de médecin le jour où “un proche d'une patiente a pété les plombs. Sa mère atteinte de cancer agonisait, mais nous n'avions même pas un tranquillisant à lui donner. L'homme nous a agressés, une infirmière et moi, à coups de chaise.” Aujourd'hui, il tient un commerce d'oiseaux en cage. “Ce que j'ai appris à la faculté me

sert beaucoup pour les soins de ces animaux”, explique-t-il. Les jours où les affaires vont mal, Yander gagne autant qu'un médecin en une semaine : “J'ai le sentiment de m'être sauvé du désastre.”

Les problèmes économiques ont aussi fait pencher la balance pour la fille de Nelson Sánchez Ramos. “Nous avons décidé que le mieux pour notre fille était qu'elle quitte la faculté”, écrit cet homme sur son compte Facebook :

“Il y a une telle disparité entre ce qu'on gagne après six ans d'études, dans un métier qui a pour objet de sauver des vies, et ce que touchent les escrocs du régime, que cela vous fait réfléchir sur votre avenir et sur celui du pays.”

Les écarts de salaire entre un médecin et les employés qui dépendent du ministère de l'Intérieur sautent aux yeux. “Les gardiens de prison perçoivent un salaire mensuel de 6 690 pesos [230 euros au marché noir], après une formation de cinq mois et demi seulement, tandis qu'un médecin fraîchement diplômé gagne

**“Il y a une telle disparité entre les escrocs du régime et ce qu'on gagne après six ans d'études.”**

**Nelson Sánchez Ramos,**  
PÈRE D'UNE ÉTUDIANTE

4 610 pesos; quant aux médecins ayant terminé leur spécialisation, leur salaire varie entre 5 560 et 5 810 pesos”, détaille Sánchez.

L'exode ne concerne pas uniquement les universités, et en particulier les facultés de médecine : il touche tous les échelons de l'enseignement. René, 45 ans, père de famille à La Havane, est sur le point de partir pour les États-Unis avec ses enfants à travers le programme de regroupement familial. Il s'est rendu dans l'école secondaire du petit dernier pour signaler à la professeure principale que son fils n'allait plus assister aux cours, vu l'imminence du départ.

La professeure a failli se mettre à pleurer et lui a dit : “Ici, il ne va plus rester personne. J'ai plusieurs élèves dans la même situation, et d'autres enseignants m'ont aussi raconté qu'il se passait la même chose dans leurs classes.”

—Natalia López Moya  
Publié le 14 octobre



asie

# Japon. Miyako : ses pêcheurs, ses touristes et ses garnisons

À mi-distance de l'île principale d'Okinawa et de Taïwan, Miyako-jima est une destination prisée – surtout par les touristes chinois, qui ont contribué à son développement. Mais l'expansion maritime de la Chine jette aujourd'hui une ombre sur sa vie insulaire idyllique.



—Mainichi Shimbun Tokyo

Quand on va aux îles Senkaku, il est courant de tomber sur des garde-côtes chinois”, dit un pêcheur d'une soixantaine d'années, en activité depuis plus de vingt ans. Ce dernier ne pêche plus au large de ces îles appartenant à la préfecture d'Okinawa [mais revendiquées par la Chine en tant qu'îles Diaoyu] depuis trois ou quatre ans : “Compte tenu du carburant qu'il faut pour y aller, si j'y vais, je dois attraper beaucoup de poissons. Or je sais qu'on ne me laissera pas tranquille.” L'homme, comme d'autres pêcheurs de Miyako-jima [île de l'archipel des Ryukyu], fréquentait autrefois

les eaux entourant Taisho-jima, l'une des îles Senkaku, une zone de pêche certes éloignée – à quelque 130 kilomètres au nord-ouest de Miyako –, mais où on peut attraper des poissons de premier choix, comme le vivaneau flamme, en toute saison.

**Intrusions.** Depuis la “nationalisation” des îles Senkaku en 2012 [rachetées par l'État nippon, pour en éviter la prise de contrôle annoncée par le maire ultranationaliste de Tokyo], il est fréquemment arrivé que des garde-côtes chinois surveillent des bateaux de pêche japonais dans la zone et les suivent dans les eaux territoriales.

Notre pêcheur lui-même y a vu naviguer des garde-côtes à plusieurs reprises, maintenant avec son bateau de pêche une distance d'environ 2 kilomètres. Le nombre de jours d'activité des garde-côtes enregistrés dans la zone contiguë entourant les Senkaku (à environ 22 kilomètres au-delà des eaux territoriales) est passé de 159 en 2018 à 292 en 2019. Les chiffres se sont maintenus à ce niveau depuis. À mesure que les bateaux deviennent plus grands et que les techniques de manœuvre s'améliorent, la durée d'intrusion dans les eaux territoriales augmente également. En juillet dernier, elle a dépassé soixante-quatre heures, un record.

✍ Dessin de Faber, Luxembourg.

La Chine, qui revendique les Senkaku comme son “territoire naturel”, chercherait à promouvoir ses droits territoriaux en normalisant les activités de ses garde-côtes dans la zone. “La menace grandit progressivement”, s'alarme un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères. Notre pêcheur pense que les Senkaku seront conquises par la Chine dans un avenir pas si lointain : “Si Taïwan était vraiment envahie [par la Chine], ces îles le seraient en même temps.”

Les pêcheurs ne sont pas les seuls à sentir la menace chinoise. Yoshiharu Shimoji, 74 ans, président de la chambre de commerce et d'industrie de Miyako, ne cache pas son inquiétude :

**L'armée de l'air chinoise a survolé le détroit de Miyako à 71 reprises entre 2013 et 2021.**

“Je pense que la Chine pourrait atteindre Miyako en un rien de temps si elle le voulait. Du point de vue de l'armée chinoise, toute l'île, avec son aéroport, doit ressembler à un grand porte-avions.” L'armée chinoise intensifie ses activités dans le détroit de Miyako, entre Miyako-jima et l'île principale d'Okinawa.

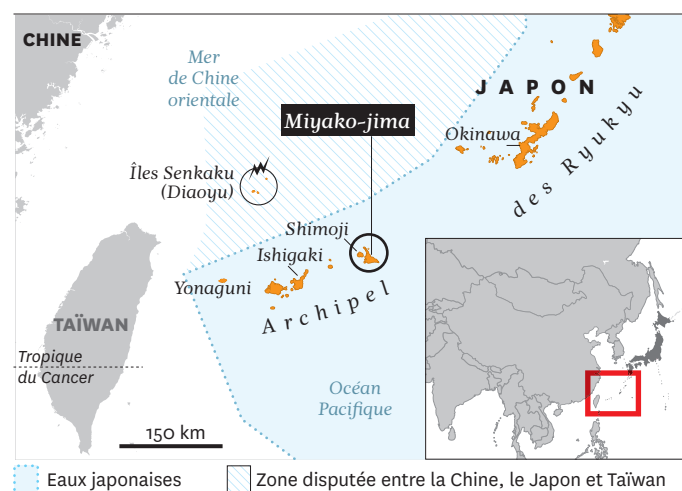
Selon le ministère de la Défense, chasseurs et bombardiers chinois ont survolé le détroit à 71 reprises entre 2013 et 2021. Des navires de guerre s'y succèdent également. En décembre 2016, le porte-avions Liaoning a traversé pour la première fois le détroit de Miyako pour gagner l'océan Pacifique.

Il l'a franchi une nouvelle fois en mai 2022 pour effectuer plus de 300 exercices d'atterrissage et de décollage d'avions embarqués dans le Pacifique occidental.

**Entraînements.** À la mi-septembre, les médias ont été conviés dans la garnison des Forces d'autodéfense [FAD, l'armée nipponne] terrestres de Miyako, au centre de l'île, pour un exercice de fonctionnement du système de lancement de missiles sol-mer. Les lanceurs, montés sur des camions, ont été levés à un angle d'environ 70°, les équipements de commande à distance placés à environ 50 mètres des véhicules. L'opération a duré moins de dix minutes. Le commandant Toshihisa Ide souligne : “En tant qu'unité de première ligne, nous nous entraînons quotidiennement pour pouvoir contribuer à la dissuasion.”

Les FAD terrestres ont établi la garnison de Miyako en mars 2019. Des unités de missiles sol-mer et sol-air ont été créées un an après. L'île accueille également la sous-base des FAD aériennes de Miyako-jima, équipée de radars permettant de surveiller les avions étrangers. Sur le terrain d'entraînement des FAD terrestres de Bora [dans le sud-est de Miyako-jima], des dépôts de munitions sont par ailleurs en cours d'aménagement afin d'éviter aux unités balistiques de devoir se réapprovisionner en dehors de l'île.

La “première chaîne d'îles”, la ligne de défense des États-Unis face à la Chine [selon une stratégie américaine élaborée dans les années 1950 et relancée dans les années 1990], s'étend → 18





Cela ne suffit pas  
d'être un leader\*..

\*Un des acteurs majeurs.  
Source : classement Interbrand 2021.

↳ Dessin d'Andrea Ebert,  
Portugal.

16 ← des îles du sud-ouest du Japon – dont fait partie Miyako – à Taïwan. Les unités balistiques et le réseau de surveillance radar des FAD doivent constituer une “barrière” contre les forces militaires chinoises qui tenteraient d’atteindre l’océan Pacifique par le détroit de Miyako. “Une fois opérationnelles, les unités de Miyako-jima pourront priver la Chine de sa liberté d’action”, assure un haut responsable du ministère de la Défense.

“**Sacrifiée**”. Cependant, ce renforcement des FAD sans efforts d’amélioration des relations sino-japonaises inspire des sentiments mêlés à une partie de la population de l’île, placée en première ligne de la menace chinoise. “On ne voit pas du tout ce que le gouvernement fait en matière de diplomatie. Je doute qu’il soit possible de bâtir un pays sûr en misant uniquement sur le développement militaire”, estime Seihan Nakazato, agriculteur de 68 ans. Si ce dernier approuve les activités de secours des FAD en cas de sinistres, il s’oppose au déploiement d’unités balistiques; “Non aux bases de missiles”, affiche une banderole au-dessus de ses champs de melons. Il confie : “L’idée que le Japon serait protégé s’il soutient les États-Unis en vertu du traité de sécurité nippo-américain est peut-être fondée, mais j’ai la ferme impression qu’Okinawa sera sacrifiée pour cela.”

Si la Chine représente une menace militaire pour Miyako, elle est également une manne touristique pour l’île. Les attentes augmentent en la matière avec la réouverture [le 11 octobre 2022] du Japon aux visiteurs, après l’interruption due au Covid-19.

Une ligne de béton blanc s’avance dans la mer azur depuis l’extrémité nord de Hirara-ko, le plus grand port de l’île. Ce quai réservé aux grands bateaux de croisière a été achevé en mars dernier. D’une longueur de 420 mètres, il comporte



IKON IMAGES

entre autres infrastructures un poste de contrôle de l’immigration. “Son envergure lui permet d’accueillir tous les bateaux de croisière qui naviguent en Asie orientale”, s’enorgueillit Kazuo Shimabukuro, 46 ans, chef du service ingénierie du bureau du port.

Avant la construction du quai, les passagers des grands navires de croisière étaient contraints d’embarquer sur des bateaux plus petits en pleine mer pour gagner Miyako-jima. Lorsque

“**Comme les Chinois viennent en grand nombre, les recettes sont importantes.**”

**Kenichi Sakugawa,**  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
MIYAKO KYOEI BUS

le tourisme aura véritablement repris au Japon, ce quai spécialisé jouera, espère-t-on, un rôle important en tant que “porte d’entrée” de l’île. La ville de Miyako possède un aéroport sur l’île principale de l’archipel et un autre sur celle de Shimoji, mais les bateaux de croisière peuvent transporter dix fois plus de passagers que les avions. Les attentes grandissent dans les milieux économiques locaux. Selon les estimations, le nombre de passagers

pourrait augmenter d’environ 350 000 personnes par année, stimulant une consommation de quelque 7 milliards de yens [environ 50 millions d’euros].

L’accueil des visiteurs étrangers, suspendu dans le cadre des mesures de restrictions aux frontières adoptées pour lutter contre l’épidémie de Covid-19, a été à nouveau autorisé par le gouvernement en juin dernier. Parmi les touristes attendus par les acteurs économiques de Miyako, les Chinois constituent la principale cible. “Le Covid-19 a plongé l’économie de l’île dans un état critique. Pour la relancer, nous devons promouvoir l’accueil des Chinois”, soutient M. Shimoji, le président de la chambre de commerce et d’industrie de Miyako.

Auparavant, les bateaux de croisière au départ de la Chine faisaient pour beaucoup escale sur les îles d’Okinawa et d’Ishigaki. Cependant, les capacités d’accueil de leurs ports ayant atteint leurs limites, Miyako a commencé à attirer l’attention vers le milieu des années 2010. En 2019, quelque 170 000 personnes se sont rendues sur l’île à bord de bateaux de croisière en provenance de Chine et de Hong Kong, représentant 70 % de l’ensemble des croisiéristes étrangers. L’économie locale

a fait un bond; c’est ce qu’on a appelé la “bulle de Miyako”.

Le boom des visiteurs chinois a transformé la vie quotidienne des habitants de l’île, qui avaient jusque-là peu de contacts avec la Chine. Les pharmacies et supermarchés locaux étaient envahis de groupes de Chinois déversés par de grands cars, et les routes environnantes étaient encombrées. Lorsque les bateaux de croisière arrivaient au port, toute l’île était mobilisée. “La demande était si forte que je devais refuser des clients locaux”, se souvient un employé d’une compagnie de taxis locale.

**Crainte de l’incident.** Si l’afflux de touristes chinois a eu des effets négatifs sur la vie paisible des insulaires, les retombées sur l’économie locale ont été considérables. Boutiques de souvenirs et restaurants étaient bondés, et les compagnies de bus affichaient complet jusqu’à un an à l’avance. “Comme les Chinois viennent en grand nombre et louent tous les bus, les recettes sont importantes”, explique Kenichi Sakugawa, 51 ans, directeur général de la société en commandite Miyako Kyoei Bus. “Notre entreprise met en service cinq cars de 45 places en moyenne, mais certains jours plus de 20 cars circulaient sur l’ensemble de l’île.”

En prévision du retour des touristes chinois à la suite de l’amélioration de la situation sanitaire, des complexes hôteliers et d’autres infrastructures sont en cours de construction dans les zones littorales de l’île. Les tensions militaires que connaît la région inquiètent néanmoins les acteurs économiques locaux, qui voient de plus en plus de navires de guerre chinois traverser le détroit de Miyako. “Les relations entre le Japon et la Chine se sont rapidement détériorées ces dernières années, et le gouvernement semble prendre la menace chinoise très au sérieux”, indique le directeur général de l’Association de tourisme de Miyako, Shigeharu Hirayama, 60 ans, qui craint qu’un incident ne vienne perturber l’activité touristique. “Nous devons cultiver des relations pacifiques avec la Chine”, préconise pour sa part M. Shimoji, avant de laisser échapper : “Je ne pense pas que la Chine attaquerait si facilement Taïwan, mais si elle le faisait, un sentiment antichinois gagnerait l’opinion publique.”

— **Shun Kawaguchi**

Publié le 30 septembre

SOURCE



**MAINICHI SHIMBUN**

Tokyo, Japon

Quotidien

mainichi.jp

Fondé en 1872 sous le nom de Tokyo Nichi Nichi Shimbun, le Mainichi Shimbun est le plus ancien quotidien japonais. Il a pris la dénomination actuelle en 1943 lors d’une fusion avec l’Osaka Mainichi Shimbun. Centrisme, le “Journal de tous les jours” est le troisième quotidien national du pays en matière de diffusion. Il a bénéficié, au début du siècle dernier, de la collaboration de prestigieux écrivains tels qu’Ogata Mori ou Ryunosuke Akutagawa.

LES MOTS DES AUTRES


L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Assurance et Banque

# ... si nous ne nous engageons pas pour ceux laissés de côté.

 Afin que le plus grand nombre soit protégé quels que soient son état de santé, son sexe, ses revenus ou sa situation géographique, nous avons créé des solutions d'assurance spécifiques pour répondre aux besoins de 12 millions de personnes d'ici à 2023.

**Tous nos engagements sur [axa.com](https://www.axa.com)**

**Know You Can\***

**\*La confiance est une force.**

AXA. Siège social : 25 avenue Matignon 75008 Paris.



europe

# Géorgie. À Tbilissi, une bien encombrante petite Russie

Une journaliste polonaise s'est rendue dans la capitale géorgienne, refuge de nombreux Russes depuis la guerre en Ukraine. Elle dresse le portrait d'une communauté pratiquant l'entre-soi, qui inquiète les Géorgiens.



—OKO.press Varsovie

Deux semaines après l'annonce, le 21 septembre, de la mobilisation partielle par Poutine, je me rends à une réunion intitulée "Kit de premiers secours pour les nouveaux venus en Géorgie". Nous sommes jeudi, il est 18 heures, la soirée commence doucement à Tbilissi, et avec elle sa vie nocturne. La rencontre a lieu à la "Maison" de la rue Betlemi, en plein centre du vieux quartier de Sololaki. La Maison est une organisation russe qui a été créée au cours des six derniers mois. C'est Max Ivantsov, un militant de Saint-Pétersbourg que j'avais rencontré en mars, qui l'a fondée.

Il était alors nouveau ici, c'était quelques jours après sa fuite de Russie. Depuis, il n'a pas cessé

d'être actif. Il motive les bénévoles, organise des formations pour les journalistes et a mis au point un système éducatif pour les enfants russes. Ces derniers suivent des cours à distance dans les écoles russes, mais rien qu'à Tbilissi, il existe déjà 15 écoles "à domicile" et des écoles maternelles pour les enfants d'exilés. Désormais Ivantsov se concentre sur ceux qui ont échappé à la mobilisation.

C'est la dixième rencontre de ce type. Les gens arrivent peu à peu : une dizaine de jeunes hommes et deux femmes, qui ne se connaissent pas. Timides, ils observent. Aucun doute, ils viennent d'arriver.

"Les Géorgiens ne comprennent pas pourquoi nous avons choisi leur pays", commence Andreï, qui anime la rencontre. "Mais,

pour nous, la Géorgie est un bon endroit pour vivre. Nous avons tout ce qu'il nous faut : du calme, un séjour d'un an sans visa, nous pouvons travailler sans problème, ouvrir des comptes bancaires et des entreprises. La vie est bon marché. Mais la Russie a envahi plus d'une fois la Géorgie, et pour certains Géorgiens, entendre Tbilissi parler russe depuis mars peut s'avérer traumatisant."

"Vies parallèles". Depuis mars, les clubs et lieux de rencontres russes ont fait leur apparition sur la carte de Tbilissi. Et je ne constate que des Russes parmi leurs clients. C'est étrange, un peu comme si je n'étais pas en Géorgie. Le menu n'est disponible qu'en russe et en anglais.

"Nous menons des vies parallèles. Nous menons nos vies russes et, à

côté, les Géorgiens mènent leurs vies géorgiennes", déclare Max. "On peut dire qu'on n'a même pas besoin les uns des autres. On se côtoie dans la rue, à la banque, dans les agences immobilières, mais en dehors de ça, nous n'avons pas besoin d'être en contact. Les Géorgiens ne fréquentent en principe pas nos lieux à nous."

"Nous avons essayé, à la Maison, de faire des événements en anglais, mais il n'y avait pas de public. Ces six derniers mois, nous avons réussi à former une communauté dynamique, nous n'avons pas besoin d'être proches des Géorgiens. C'est peut-être mieux ainsi, car proximité rime toujours avec loyauté. Nous n'aurions sans doute pas pu organiser de rencontres sur les thématiques LGBT ou aborder d'autres questions sensibles", déclare Max.

Les Russes ne sont pourtant pas tous de cet avis. Tel le libraire Stas Gaïvoronski, qui s'est installé à Tbilissi en octobre 2019 pour monter la librairie Itaka Books. "Pour moi, c'est comme reconstruire un monde russe en Géorgie, s'énerve-t-il. À l'instar d'un ghetto. Je n'aime pas voir se multiplier tous ces endroits ouverts uniquement par des Russes. Nous ne sommes pas ici chez nous. Personne ne fait l'effort de communiquer en géorgien."

"Je ne peux pas dire que je parle la langue couramment, mais j'apprends. J'essaie d'éviter les Russes, je me lie plutôt d'amitié avec les Ukrainiens et les Géorgiens, ça explique que je regarde cette arrivée massive avec appréhension."

Et les Géorgiens évitent ces endroits russes comme la peste. Ils les connaissent, mais ne les fréquentent pas. Ils ne s'y sentent pas bien. Marta Adarachelia, rédactrice en chef du site Sova.news, s'est rendue par accident dans l'un d'entre eux. "J'ai commandé un café et j'ai ensuite compris que le serveur ne comprenait pas ce que je lui disais, témoigne-t-elle. J'ai répété en anglais, mais il n'a pas compris non plus. Au bout du compte, quelqu'un a pu traduire ma commande. Ne pas pouvoir commander un café dans sa langue et dans son pays, c'est franchir une ligne jaune pour moi. Même si je connais parfaitement le russe, je ne suis pas prête à le parler dans mon pays."

En Géorgie, rien n'interdit d'ouvrir une activité économique sans connaissance du géorgien. Et en

Le 28 septembre 2022, à Verkhny Lars, ville frontalière de la Géorgie, ces militants géorgiens proeuropéens manifestent contre l'arrivée de Russes après la mobilisation partielle décrétée par Vladimir Poutine. Photo Zurab Tsertsvadze/AP/Sipa

dehors des Russes, bien des nationalités en profitent. Les Chinois, les Turcs, les Iraniens, les Indiens, les Polonais. Chez eux aussi, la langue géorgienne peut être inexistante, mais c'est chez les Russes qu'on le remarque le plus.

Et pour cause : entre le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> août, selon les sites Geostat et Sova.news, les Russes ont ouvert 45 000 comptes bancaires et ont reçu 187 millions de dollars de crédit. Ils ont aussi acheté plus de 3 000 biens immobiliers. Partout, ils veulent parler russe. Et les Géorgiens n'y consentent pas partout.



REPORTAGE

Le lieu de sortie le plus connu de l'ensemble du monde post-

soviétique, le club Basiani, ne laisse d'ailleurs plus entrer de Russes. Le bar Deda Ena s'y est mis aussi. Ils obligent les citoyens de la Fédération de Russie à remplir un formulaire, qu'ils appellent "visa". Les clients doivent par exemple s'engager à ne pas payer en roubles, à parler géorgien ou anglais au personnel et à ne forcer personne à parler russe. Pour obtenir ce visa, il faut également valider les huit points suivants : 1- Je n'ai pas voté pour Poutine, c'est un dictateur.

2- Je condamne l'agression russe en Ukraine.

3- La Crimée est ukrainienne, de même que d'autres territoires disputés.

4- L'Abkhazie\* ainsi que la région de Tskhinvali\*, c'est la Géorgie.

5- 20 % de la Géorgie est occupée par la Russie\*.

6- Un Géorgien sur 12 est réfugié à cause de l'invasion russe [de l'Ossétie du Sud]\*.

7- Je suis d'accord avec l'injonction suivante : "Navire de guerre russe va te faire foutre".

8- Slava Ukraini [Gloire à l'Ukraine !]

Début octobre, la célébrité russe Ksenia Sobtchak a visité la

capitale géorgienne. Youtubeuse et journaliste, c'est surtout la fille de l'ancien maire de Saint-Petersbourg, proche collaborateur de Vladimir Poutine. Elle a publié sur YouTube un entretien avec Dato Lapaurim, propriétaire du bar Deda Ena. Elle y pose des questions en russe, auxquelles il répond en anglais. Ils se trouvent devant le bar, sous un affichage qui indique là où doit se rendre le célèbre navire de guerre russe. Ksenia n'a pas pu entrer dans le bar : elle a voté pour Poutine et ne remplit donc pas la première condition.

**“Invités”.** À la rencontre pour les nouveaux venus de la Maison, Max et Andreï expliquent la complexité de la politique russo-géorgienne. “Souvenez-vous que nous sommes venus ici en tant qu'invités”, dit Max à l'assemblée. “Les relations russo-géorgiennes sont difficiles. Des soldats russes sont postés à 40 kilomètres de Tbilissi, et les Géorgiens ne l'ont pas oublié. N'entrez pas dans des discussions historiques ou politiques et ne vous vantez pas d'avoir passé des vacances en Abkhazie, car vous pourriez écoper de cinq ans de prison pour avoir probablement traversé la frontière illégalement. Et surtout ne parlez pas de Transcaucasie. Pour les Géorgiens, c'est Moscou qui est derrière le Caucase.”

Entre le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> septembre 2022, 820 000 Russes sont arrivés en Géorgie, et 222 000 rien qu'en septembre. La plupart sont venus passer des congés, et tous ne s'y sont pas installés. Mais pour un pays d'à peine 3 700 000 habitants, 500 000 nouveaux habitants représentent une augmentation de tout de même 13,5%.

Malgré tout, Tbilissi a l'air calme. De temps en temps, un groupe de personnes scandant des slogans antirusse se rassemble devant le Parlement ; des militants locaux collent des affiches dans la même veine ; ou encore, l'opposition appelle le gouvernement à mettre en place des restrictions à l'arrivée de ces hommes qui fuient la mobilisation.

Je connais ce pays et les Géorgiens. Je sais qu'ils ne disent pas les choses en face. J'ai pu m'en apercevoir lors d'une rencontre avec la blogueuse Maria



\* Régions séparatistes, indépendantes de facto mais non reconnues par l'ONU

Ekser. Nous étions assises dans un café dans une rue bruyante et nous parlions de la situation, en russe. Quand trois Russes se sont assises à la table d'à côté, Maria m'a invitée à choisir une nouvelle table. Elle ne voulait pas que nos voisins entendent de quoi nous parlions.

Après le 21 septembre, le fils d'un de ses amis moscovites a fui en Géorgie. Elle l'a aidé, même si ses parents soutiennent la politique de Poutine et estiment que leur fils est un traître à la patrie. “Comment aurais-je pu le laisser tomber ?” dit-elle. “Je n'ai pas pu le prendre sous mon toit. J'ai deux enfants et une mère à charge, qui souffre d'une maladie oncologique. On vit difficilement, et les prix ont sacrément augmenté. Les fins de mois sont difficiles.”

Selon l'office géorgien des statistiques, le salaire moyen s'élève à 1 541 laris, soit 564 euros. Mais en dehors de la capitale, rares sont ceux qui touchent autant. Les retraites s'élèvent à 280

### Les loyers ont augmenté de 200 % depuis l'escalade du conflit et l'afflux massif de Russes.

laris, soit environ 102 euros. [Le montant des retraites augmentant en fonction de l'âge,] seuls les centenaires peuvent espérer vivre, avec 183 euros par mois. Et les prix montent. Le diesel a pris 45 % par rapport à l'an dernier, l'alimentation 20 % à 30 %. Les frigos de ceux que je connais sont vides. Mais le pire, ce sont les loyers. Ils ont augmenté de 200 % depuis

l'escalade du conflit et l'afflux massif de Russes. Un deux-pièces coûte désormais entre 800 et 1 000 dollars. Les étudiants ne s'en sortent pas : il n'y a pas de cité universitaire.

“Les Géorgiens se font de l'argent sur le dos des Russes”, me dit Marta Adarachelia. “Ce n'est peut-être pas très gentil, mais nous n'avons pas de dilemme moral là-dessus. Au contraire, ce sont eux qui devraient avoir honte de nous occuper. Puisque le gouvernement les traite comme des touristes, on profite d'eux comme des touristes.”

**Passeiro.** Les “touristes” russes s'arrêtent tout de même longtemps en Géorgie. Sova.news avance que, entre le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> octobre 2022, 13 000 compagnies ont été ouvertes par des Russes. Le gouvernement n'a rien contre, expliquant que chaque entrepreneur rapporte des impôts au Trésor public. “Sauf que les autoentreprises ne paient que 1 % d'impôt, explique Maria Ekser, et c'est ce type de sociétés qui est le plus souvent créé. Bien sûr, le montant augmente en fonction des profits, mais il ne saurait dépasser 20 % d'impôt.” Les plus grandes entreprises paient également 18 % de TVA. Mais il est aussi possible de ne payer aucun impôt car tout peut être considéré comme des frais : équipement, voitures, immobilier.

Et Maria de faire remarquer qu’“en Géorgie, il n'y a aucune obligation de s'enregistrer. Nous ne savons pas qui sont ces gens et ce qu'ils font dans la vie. Pour notre gouvernement, ils ne sont que des touristes.” “Nous n'avons aucune certitude sur le fait que les forces de l'ordre et le gouvernement

vérifient qui franchit la frontière. Nous ne savons pas exactement combien de personnes sont restées ou reparties.”

Stas Gaïvoronski ne cache pas non plus son inquiétude. “Ils sont venus comme dans leur datcha, rejoindre ‘la plus grande khinkalnaïa au sud’ [lieu où l'on déguste des khinkali, spécialité géorgienne] : c'est ainsi qu'on évoque familièrement la Géorgie en Russie. Ceux qui sont venus ce printemps étaient des militants et des journalistes, des gens qui travaillent à distance, nous savons qui ils sont. Mais maintenant, tant de gens d'horizons divers sont arrivés. Je suis persuadé que parmi eux on retrouve des agents du GRU [services de renseignements de l'armée russe] ou des saboteurs. Ça fait froid dans le dos rien que d'y penser.”

Stas disparaît derrière sa fumée de cigarette et lance : “Je suis impressionné par les Géorgiens qui doivent subir tout ça. Si, à Moscou, quelqu'un se comportait comme nous ici, en criant la nuit, se promenant constamment ivre et fumant n'importe où, il s'exposerait à de grossières remarques.”

Pendant ce temps, Tbilissi ressemble à une théière où l'eau commence à bouillir. “Ça sera bouillant quand on comprendra qu'en Géorgie seuls les Russes peuvent bien vivre”, dit Marta Adarachelia.

À la Maison, Andreï termine la rencontre avec les nouveaux venus avec ces mots : “Nous sommes dans le rôle d'exilés et d'occupants. Nous, les Russes, ne devons pas énerver les Géorgiens.”

— Stasia Budzisz  
Publié le 23 octobre



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

**Le lointain rêve européen de la Géorgie.** “Début mars, après l'invasion russe de l'Ukraine, le gouvernement géorgien a demandé aux chefs d'État et de gouvernement européens d'adhérer à l'Union européenne. Fin juin, contrairement à l'Ukraine et à la Moldavie, elle n'a pas obtenu le statut de candidat. Que l'Ukraine ait eu cet honneur n'a surpris personne à Tbilissi, la capitale géorgienne. Mais que la Moldavie soit ainsi accueillie à bras ouverts en a choqué plus d'un.” Dans un long reportage, l'hebdomadaire **Knack** dresse le portrait de la Géorgie, pays du Caucase du Sud dont la population serait en majorité favorable à l'adhésion à l'Union européenne, comme en ont témoigné les manifestations dans la capitale, Tbilissi, en faveur du projet cet été. Souffrant d'une forte corruption et de la mainmise du parti au pouvoir, et ne partageant aucune frontière maritime ou terrestre avec les 27 États membres, qu'est-ce qui fait de la Géorgie un pays européen ? s'interroge le titre belge.

**SOURCE**



**OKO.PRESS**

Varsovie, Pologne  
oko.press

Fondé en 2016, quelques mois après l'arrivée des nationaux conservateurs du PiS au pouvoir, OKO.press est un site d'information centré sur la vérification de l'information et l'investigation, et se veut “un outil citoyen de contrôle du pouvoir”. Ses articles visant à vérifier les propos de politiciens en distinguant le vrai du faux sont devenus sa marque de fabrique. Régi par une fondation, ce média vit des dons de ses lecteurs et de diverses bourses.

\*L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, dont la capitale est Tskhinvali, sont deux régions géorgiennes qui ont fait sécession de Tbilissi au moment de la chute de l'URSS et proclamé leur indépendance. En août 2008, la Russie a envoyé son armée en Ossétie du Sud, attaquée par l'armée géorgienne. Depuis cette guerre éclair de cinq jours, Moscou reconnaît l'indépendance des deux régions, dont les habitants se sont largement dotés de passeports russes au fil des années. Il y aurait 20 000 personnes expulsées d'Ossétie du Sud par l'armée russe et les forces séparatistes, et le conflit aurait déplacé environ 158 600 personnes en Ossétie du Sud et à l'intérieur de la Géorgie.

## ITALIE

# Galliano, village déconnecté malgré lui

Ce petit bourg toscan a une spécificité : il possède le plus mauvais réseau de toute l'Italie. Il est décrit par les touristes comme un havre de paix. Les riverains apprécient moins.

—Specchio Turin

Village du xvi<sup>e</sup> siècle enchâssé dans un décor de collines et de bosquets, Galliano réunit tous les ingrédients qui ont conduit des générations d'Américains à tomber amoureux de la *Tuscany*. Une des voies d'accès au village est un ruban d'asphalte ondoyant ourlé de deux rangées de cyprès. Si caractéristique qu'il est devenu le décor de carte postale de diverses publicités. En 2012, Madonna en personne a choisi d'y tourner un de ses clips.

Mais si ce bourg est aussi célèbre à l'étranger aujourd'hui, c'est surtout parce que c'est ici que se trouve la zone la plus blanche d'Italie. À Galliano, il n'y a pas de réseau. À l'heure où la 5G approche à grands pas dans le reste de la péninsule, dans les ruelles muettes et propres du village, le smartphone ne reçoit aucun signal. La preuve : 98% des 1300 habitants ont encore le téléphone fixe à la maison.

**Sourciers 2.0.** "Et pourtant, on paie ! lâche Stefania, yeux clairs et sourire contagieux, à la retraite après une vie passée dans les services sociaux. La facture de 60 euros arrive à la fin du mois. Ça nous donne la ligne fixe et le wifi, mais seulement à l'intérieur, évidemment." Impossible par contre d'envoyer un SMS ou de passer un coup de fil. Pour ce faire, les Gallianesi doivent quitter le village et se jucher sur la colline.

C'est ainsi qu'on voit des âmes solitaires errer en voiture comme des sourciers 2.0 ou s'arrêter au beau milieu des champs pour compulser leur téléphone et repartir ensuite en trombe, direction la maison. Parce que, quand vous recevez un code à usage unique, c'est toujours la course, raconte



Stefania : "Il faut se dépêcher de rentrer pour terminer la procédure en ligne en espérant que l'écran n'affiche pas déjà le message 'Votre session a expiré'."

Pendant la pandémie, la vaccination était un vrai casse-tête. Autour du village, la campagne fourmillait de gens cherchant du réseau pour recevoir le SMS de confirmation du rendez-vous. Bon nombre de Gallianesi vont faire leurs démarches sur le parking du supermarché de Barberino del Mugello, à 12 kilomètres en voiture.

Entre les ordonnances en ligne, les formalités administratives et autres cours à distance, le réseau est devenu désormais un service de base, et son absence, ici, est devenue un sujet de plaisanterie.

Orazio se flatte de vivre dans une des maisons les plus en hauteur du village. "Moi, j'ai un poste fixe, mais en trente ans ils n'ont pas été foutus d'installer une antenne, c'est une honte ! Mes enfants grimpent sur le toit avec leur portable mais ça ne capte pas toujours. Et moi, je fais quoi, je vais dans la volière ?"

Le village le moins connecté de la péninsule a piqué la curiosité des

télévisions étrangères. Et certains sites Web en font la destination idéale de ceux qui veulent justement se déconnecter de la vie moderne. "Je vois rouge quand j'entends dire que c'est ce qui rend la qualité de vie meilleure ici, commente Emilio, 24 ans, en deuxième année d'économie, écornant soudain le tableau idyllique. Cette hostilité latente à l'égard des nouvelles technologies, c'est de l'hypocrisie."

Il resonge aux deux années d'études qu'il vient de passer pendant la pandémie, obligé comme tout le monde de tout faire à distance, les cours, les travaux de groupe et les réunions sur Meet. Mais avec le handicap d'une connexion qui plante à tout bout de champ : "Souvent, tu n'arrives même pas à suivre un cours ni à finir une intervention." La solution serait alors de quitter le village, ce que beaucoup d'autres jeunes ont déjà fait, confie-t-il, "parce que rester ici, ça devient un acte de résistance".

Luca, 42 ans, consultant informatique, a décidé à l'inverse de s'installer ici voilà sept ans de ça, par amour, laissant derrière lui la fibre milanaise, ultrarapide : "On est devenu une attraction touristique, mais l'éloge de la vie hors réseau ne doit pas être un prétexte pour glisser le problème sous le tapis, il ne faut pas confondre choix et obligation", assène-t-il. Travaillant à domicile, Luca se débrouille en transférant les appels de son téléphone portable vers son fixe. "Le problème, c'est quand ma femme ou ma fille répondent aux clients qui appellent."

Chaque message ou coup de fil qui n'est pas reçu ou qui ne passe pas peut être synonyme

d'occasion manquée. "Dans mon secteur, il faut pouvoir être joignable en permanence, et j'ai déjà raté plusieurs contrats parce que je ne l'étais pas", soupire Beatrice, 24 ans, qui travaille dans le cinéma. Après avoir vécu à Rome, lassée du rythme frénétique de la ville, elle est rentrée à Galliano, où tout est plus lent, "le téléphone aussi, malheureusement. C'est à la fois difficile et gênant de devoir expliquer aux gens de me contacter uniquement sur le fixe ou sur WhatsApp. Et encore, il ne faut pas avoir à sortir pour une course urgente."

Beaucoup de familles sont revenues vivre au pays, en quête d'une tranquillité qu'on ne trouve plus dans les grandes villes, mais on ne voit guère de jeunes en vadrouille dans le village. L'absence de réseau les oblige à passer

le plus clair de leur temps chez eux, connectés à leur communauté virtuelle.

Il y a deux ans de ça, même la fibre a fini par arriver au village, mais ça n'a pas changé grand-chose. La faute à la configuration des lieux qui crée des cônes d'ombre dans le signal des antennes-relais de téléphonie mobile.

**Rentabilité.** Si vous allez toquer à la porte des opérateurs pour leur demander d'en installer d'autres, comme l'a fait le maire de Barberino [commune dont Galliano dépend], Giampiero Mongatti, on vous répond que l'implantation d'une antenne coûte dans les 200 000 euros et que ça n'est pas rentable. D'autant qu'au village tous les habitants ont déjà un contrat de téléphonie mobile, et donc qu'ils ne représentent même pas un vivier d'abonnés potentiels.

"C'est compliqué comme situation, c'est une concession publique soumise à un régime de libre concurrence", admet, un brin découragé, Giampiero Mongatti qui, face à des exigences du marché incompatibles avec le droit à la connexion, réclame avec la région une intervention directe de l'État.

Il cite l'exemple de l'application Immuni [l'équivalent italien de TousAntiCovid], lancée en pleine pandémie. Un service public essentiel en période de confinement auquel il était impossible d'accéder : "Même si elle avait fonctionné, ici on ne s'en serait pas rendu compte."

Si l'État a fini par investir pour faire arriver la fibre, aujourd'hui, on attend qu'il fasse de même pour la téléphonie mobile : "Parce que, quand on libéralise certains services en octroyant les concessions au privé, l'État devrait pouvoir dicter quelques règles et exercer un contrôle public fort."

D'où la demande adressée à l'État d'une intervention sur les concessions et sur les opérateurs au moyen de compensations financières. Pour l'heure, l'objectif semble lointain. Beatrice sourit, montrant le ciel du doigt : "On va finir par appeler Elon Musk pour qu'il nous donne un de ses satellites Starlink."

—Giorgio Stamatopoulos  
Publié le 9 octobre

↳ Dessin de Martirena, Cuba.



Carac est une mutuelle d'épargne, de retraite et de prévoyance accessible à tous.

# La Carac donne un coup de pouce à votre pouvoir d'achat

**0% de frais  
sur versement\*  
sur toute la gamme**

**Une épargne  
sécurisée  
sur le fonds en euros**

**Un placement  
disponible  
en cas de coups durs**



**Contactez  
un conseiller Carac**

**www.carac.fr**

**N° Cristal 0 969 32 32 52**

APPEL NON SURTAXÉ

\* Les contrats Carac Épargne Génération, Carac Épargne Patrimoine, Carac Épargne Protection, Carac Épargne Solidaire et le PER Individuel Carac bénéficient de 0% de frais sur versement. Les frais de gestion appliqués sur l'épargne gérée sur le support Sécurité libellé en euros et sur les supports libellés en unités de compte : 0,90 % prélevés annuellement.

Les montants investis sur les supports en unités de compte ne sont pas garantis mais sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers. La Carac s'engage sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur. Le risque financier de moins-value est donc supporté par l'adhérent.

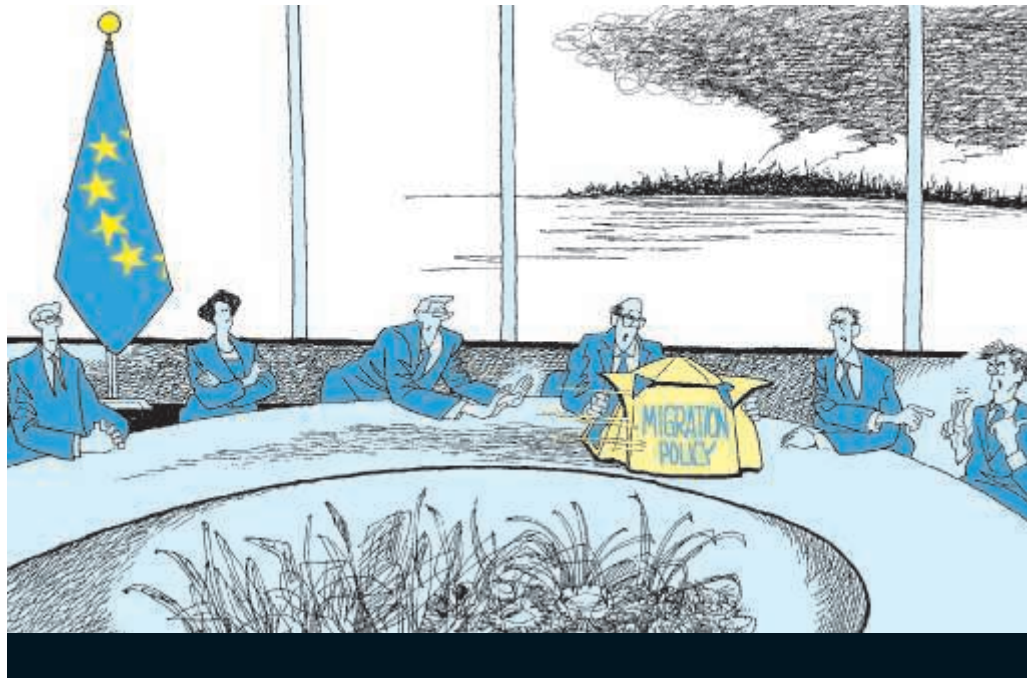


**Carac** - Mutuelle d'Épargne, de Retraite et de Prévoyance  
Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité - SIREN : 775 691 165  
Siège : 159, Avenue Achille Peretti - CS 40091 - 92577 Neuilly-sur-Seine cedex  
Numéro Cristal : 0 969 32 50 50 (Appel non surtaxé) - www.carac.fr

## UNION EUROPÉENNE

# Migrants, l'éternel recommencement

L'Italie et la France viennent de s'affronter au sujet de l'accueil d'un navire humanitaire et le règlement de Dublin n'a jamais fonctionné. Selon ce site allemand, il est urgent que l'Europe avance sur la répartition des réfugiés.



—Deutsche Welle Bonn

Le nouveau gouvernement d'extrême droite en Italie fait exactement ce qu'il a promis pendant sa campagne électorale. Il complique, voire empêche dans certains cas, le débarquement des migrants rescapés d'un naufrage. La présidente du Conseil, Giorgia Meloni, a même fantasmé un "blocus maritime".

Nous vivons le même drame révoltant qu'en 2018, quand le ministre de l'Intérieur d'alors, Matteo Salvini – aujourd'hui ministre des Transports –, railant la politique migratoire de l'Union européenne, fermait les ports [de la péninsule]. Comme à l'époque, les autres États membres de l'Union réagissent en détournant le regard, en temporisant ou en jetant en l'air des promesses de solidarité européenne ou de solutions européennes.

Depuis 2015 – sous la pression des gouvernements nationalistes, mais pas que –, la politique migratoire de l'Union européenne vise avant tout à se prémunir contre les demandeurs d'asile qui tentent de franchir les frontières terrestres et maritimes de l'Union.

Aucune stratégie cohérente à ce jour ne permet de répartir ceux qui parviennent à entrer malgré tout dans l'UE et à déposer une demande d'asile. On parle ici de 540 000 personnes sur l'année 2021. Et la tendance est à la hausse. En dépit de ses efforts répétés, la Commission européenne n'est pas parvenue à s'accorder sur un régime contraignant. L'accord fondé sur le principe du volontariat qui régissait l'accueil de petits contingents, conclu en juin de cette année par quelques grands pays membres, vient de voler en éclats ce jeudi. La France en est sortie, l'Italie n'honorant plus ses engagements en matière d'accueil des rescapés.

**Déjà en 2018.** La règle qui veut que ce soit le pays d'entrée – à savoir l'Italie, la Grèce, l'Espagne, la Croatie, la Pologne, la Hongrie, Malte ou Chypre – qui soit responsable des demandes d'asile et de l'hébergement des migrants, reste donc de la théorie. Ce règlement dit "de Dublin" n'a jamais fonctionné. Les statistiques des autorités européennes montrent ainsi que, sur les 80 000 personnes qui ont débarqué cette

année en Italie, à peine plus de la moitié ont déposé une demande d'asile en Italie. Les autres se sont évanouis dans la nature dans la péninsule ou ont poursuivi leur route vers le nord, profitant de l'indulgence des autorités italiennes.

**Pourtant honteuse, cette politique migratoire ne décourage pas les traversées périlleuses.**

On retrouve ce même schéma en Grèce, sur la route des Balkans, en Espagne. C'est la seule manière d'expliquer que ce soit l'Allemagne qui enregistre actuellement le plus grand nombre de demandes d'asile. Du fait de sa situation géographique, l'Allemagne, comme sa voisine l'Autriche, ne peut de toute évidence pas être un point d'entrée en Europe. Résultat, les États membres tentent de refouler les migrants dans le pays d'entrée, conformément à ce que prévoit le règlement de Dublin. Seulement voilà, cela ne fonctionne pas ou peu.

Le gouvernement italien n'a aucune raison d'invoquer une "saturation" à grands cris – dans le droit fil de ses promesses populistes. Un simple coup d'œil sur les chiffres nous apprend que les autres pays de l'UE accueillent bien plus de demandeurs d'asile que l'Italie. En valeur absolue, l'Allemagne, la France et l'Espagne sont devant l'Italie. En proportion de la population locale, ce sont Chypre, la Slovénie et l'Autriche qui totalisent le plus de demandes d'asile, et non l'Italie. Le refoulement des navires de sauvetage ou les tracasseries administratives dans les ports italiens offrent – outre la détresse des personnes concernées – un triste spectacle, du nanan pour la politique. Tout comme il y a quatre ans.

**Chiffres en hausse.** La vérité, c'est pourtant que la plupart des personnes qui débarquent en Italie ne sont pas des rescapés mais sont arrivées sur des bateaux envoyés par les passeurs sur des plages de Sicile ou de Calabre. Ce que cette politique migratoire a de honteux, au fond, c'est qu'elle ne parvient pas à dissuader ces gens d'entreprendre une traversée périlleuse. Toutes les tentatives de créer des camps en Libye, d'instituer des centres de débarquement en Europe, de délocaliser en Afrique du Nord les procédures d'asile, de collaborer avec les pays d'origine ou de torpiller le modèle économique des passeurs ont jusqu'à présent fait long feu. Au contraire, les chiffres repartent à la hausse.

Les ministres de l'Intérieur de l'UE doivent se réunir d'urgence et rediscuter de la répartition des demandeurs d'asile. Jusque-là, c'est un jeu inhumain qui prévaudra, le "loto des réfugiés", comme le surnomment les fonctionnaires de Bruxelles, qui multiplient les téléconférences pour essayer de trouver des places – dans les pays européens qui y consentent – pour les migrants en provenance d'Italie, qui se retrouvent sinon à croupir sur les navires de sauvetage. C'est ce qui s'est passé en 2018 et 2019, et c'est ce qui va se reproduire aujourd'hui. Quelle tristesse.

—Bernd Riegert  
Publié le 12 novembre

✓ Politique migratoire.  
Dessin d'Oliver paru dans  
Der Standard, Vienne.

## L'“Ocean Viking”, Toulon et la polémique

●●● L'Ocean Viking aura été le symbole du premier incident diplomatique entre la France et l'Italie depuis la prise de pouvoir de Giorgia Meloni. Après un bras de fer avec Rome, Paris avait accepté d'accueillir le navire humanitaire avec ses 234 migrants secourus au large de la Libye. L'errance de vingt jours, à la suite des refus répétés de l'Italie de leur offrir un port d'accostage, a pris fin à Toulon. La France a accepté mais "à titre exceptionnel", a précisé le gouvernement. Tout en qualifiant l'attitude du gouvernement italien d'"inacceptable" et en suspendant en réponse, "et ce à effet immédiat", l'accueil prévu d'ici à l'été 2023 de 3 500 réfugiés en Italie actuellement. L'enjeu dépasse les deux pays, avait analysé **La Repubblica**. "La décision de la France pourrait être un signal politique fort envoyé à l'Italie et à toute l'Europe", écrit le quotidien de centre gauche. Mais "le chef de l'État français devra gérer le contre-coup politique dans son pays", où un incident au sujet du sort des migrants secourus en Méditerranée venait d'avoir lieu. D'où la fermeté affichée de Paris, observe **Il Foglio** : "Le président Macron tente à la fois de combattre l'opposition de droite du Rassemblement national et de maintenir une position ferme sur la question migratoire pour des raisons de consensus." Comme en Italie, conclut le quotidien libéral, "en France aussi, les réfugiés sont un terrain de bataille politique".



La chaîne  
de l'espoir

POUR SON OPÉRATION  
À CŒUR OUVERT,  
IL N'AURA PAS À ATTENDRE

912  
JOURS

Objectif 0 jour

**DONNEZ  
AUJOURD'HUI**

**Ensemble, sauvons de toute urgence  
les enfants malades.**

Soigner et opérer, former des médecins locaux,  
bâtir et équiper des hôpitaux, dépister et sensibiliser...  
Nous intervenons partout dans le monde  
auprès des enfants et des femmes,  
pour améliorer leurs conditions de vie.



**Soigner - Former - Bâtir - Dépister**

**Donnez sur [chainedelespoir.org](https://chainedelespoir.org) - 01 44 12 66 66\***

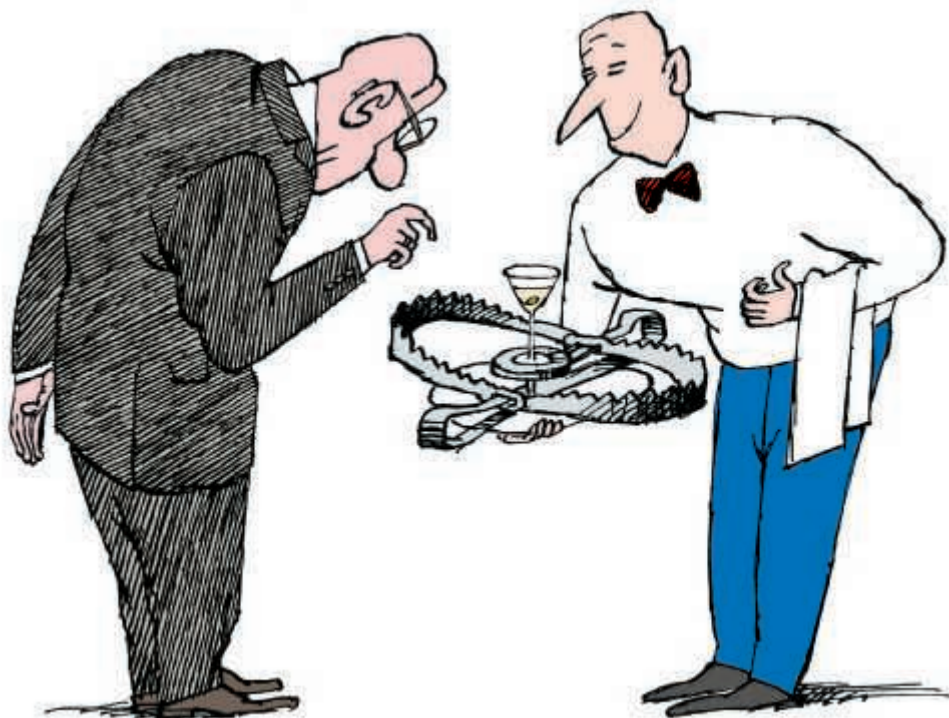
\* Prix d'un appel local depuis un poste fixe. La Chaîne de l'Espoir, Association d'intérêt général à but non lucratif immatriculée sous le SIREN 399818418, située au 56 rue des Morillons - 75015 PARIS. Crédit photo : Pascal Stelletta / La Chaîne de l'Espoir. Conception : OSWALDORB - Octobre 2022



france

# Société. Poli comme un serveur français

Les restaurants français et les serveurs parisiens, une véritable épreuve ? Plutôt un cliché, selon ce journaliste francophile, pour qui les Anglo-Saxons devraient accorder un peu plus de crédit au service à la française.



—The Daily Telegraph  
(extraits) Londres

Un touriste américain en visite à Paris raconte sur Twitter sa mésaventure lorsqu'il a demandé s'il pouvait avoir un latte au lait d'avoine : "Le serveur a dit : non !" Nul réel besoin pour notre homme de formuler son indignation tant la détresse exprimée par ces quelques mots est grande. Les faits parlaient d'eux-mêmes, et on pouvait s'attendre à ce qu'ils se nourrissent des clichés sur la France et son arrogant secteur du service, tout en les alimentant, et que les soutiens affluent.

C'est exactement ce qui s'est passé. Le réseau est devenu fou, avec des gens qui n'ont rien d'autre à faire que de se bousculer pour partager à qui mieux mieux d'horribles histoires sur les serveurs français. C'est réconfortant, d'une certaine manière, car cela

montre que le régime quotidien de messages sur l'inflation, les prêts immobiliers impossibles à rembourser, les hostilités en Ukraine, les pannes de courant cet hiver, la cacophonie gouvernementale ou encore l'extinction des guêpes n'est pas si dévorant qu'on pourrait le penser.

**Sérieux.** Néanmoins, c'est aussi agaçant... Si je travaillais dans un bar parisien et qu'un ou une Américain(e) entrerait pour commander – en anglais, bien sûr – un latte au lait d'avoine, je ne me contenterais pas de lui dire non, je l'enverrais valdinguer dans la rue, où il verrait les risques qu'il court avec les automobilistes français.

En tout cas, une chose est sûre : on peut trouver du lait d'avoine partout en France, ainsi que beaucoup d'autres choses qui, pour une personne de plus de 55 ans, ne s'apparentent pas à de la nourriture... Le végétarisme et

le végétalisme ont explosé un peu partout. Récemment, je n'ai eu d'autre choix que de manger un cookie végétalien à Clermont-Ferrand, ville viandarde par excellence. Les produits alimentaires d'origine non animale sont donc largement disponibles. C'est juste qu'on ne les trouve pas dans un café français traditionnel, comme on ne trouve pas de tourte à la viande et aux pommes de terre chez le poissonnier.

Ces derniers temps, il m'est arrivé d'entendre des gens se plaindre en particulier que les Français mangent trop tard, ne servent pas de beurre avec le pain, vous regardent de travers si vous demandez du thé (ou, pis, du lait !) pour accompagner un repas et ne proposent pas de pâte à tartiner Marmite au buffet du petit déjeuner.

Et puis, il y a la traditionnelle accusation concernant le personnel chargé du service en salle en

France, qui serait – surtout dans la capitale – désagréable. Eh oui, encore ! Selon moi, ce reproche est fondé sur une fausse approche de la notion de courtoisie. En l'occurrence, le Royaume-Uni et les États-Unis seraient bien avisés de jeter un coup d'œil à leurs propres prestations en matière d'hôtellerie et de restauration avant de jeter la pierre aux étrangers.

On pourrait très bien considérer que se montrer désagréable, c'est servir un seul café expresso dans un gobelet en plastique de 45 litres (oui, c'est à toi que je pense, St Pancras !), ou, comme récemment au pays de Galles, un vin à la pression si infect que la plante en pot l'a recraché.

Par ailleurs, il y a quelque temps de cela, à New York, je n'ai pas beaucoup apprécié d'être poursuivi sur le trottoir par un serveur à qui je n'avais laissé qu'un pourboire de 1 dollar. La nourriture avait été médiocre, et le service épouvantable, notre petit groupe ayant été ignoré au profit d'une tablée avec tous les copains du serveur.

À vrai dire, je pense que le monde anglophone ne prend

**Il est conscient d'être le gardien de la réputation française en matière de gastronomie.**

pas assez au sérieux le secteur de la restauration en général, et le service à table en particulier. Le métier de serveur semble être quelque chose que nos jeunes font entre des posts sur TikTok, Minecraft et des auditions pour *The Voice*. Ils ont même besoin de porter des badges à leur nom pour leur rappeler qui ils sont, ce qui montre bien qu'ils ne sont pas entièrement concentrés sur leur travail.

En France, en revanche, le métier de serveur est une profession à part entière, qui exige le respect. Les serveurs et les serveuses sont conscients d'être les gardiens de la réputation française en matière de gastronomie, qui est aussi essentielle à l'image de soi nationale que le rock'n'roll, la crème caillée et la famille royale pour la Grande-Bretagne. Ce sont des pros portant une tenue adéquate, en particulier un tablier, et non

↳ Dessin de Tiounine paru dans *Kommersant*, Moscou.

des adolescents qui attendent de percer ailleurs dans la vie. Ils sont capables, quasiment en même temps, de prendre la commande d'une douzaine de boissons et de les distribuer aux bonnes personnes à table, de héler un taxi, de vous reprocher en plaisantant d'être responsable du Brexit ou de Boris, d'indiquer le chemin du Louvre à un passant et de vous rendre la monnaie sans erreur.

**Jouer le jeu.** Ce sont, en somme, des gens très affairés, qui font un travail important, avec la solennité informelle ("Bonjour mes-sieurs dames") qui caractérise le discours public en français. Pour que cela fonctionne, il faut cependant que le client joue lui aussi correctement son rôle, en se montrant respectueux.

Cela implique de ne pas lancer un "Garçon" pour appeler le serveur, sauf si vous faites de même dans votre pays avec un avocat ou un marchand de fruits et légumes, et sauf si vous êtes prêt à affronter une longue attente et que vous portez des vêtements imperméables. Il est bon de se rappeler aussi que les serveurs et serveuses français sont français. Si vous entrez dans un bar et que vous lancez tout de go en anglais : "Four beers, two glasses of your best dry white, a pot of tea for three – with oat milk – and what have you got in the sandwich line ?" ["Quatre bières, deux verres de votre meilleur blanc sec, une théière de thé pour trois personnes, avec du lait d'avoine, et qu'est-ce que vous avez comme sandwiches ?"], vous pouvez vous attendre à une réponse cinglante.

Disons-le carrément : plutôt que de débarquer en France (ou dans tout autre pays latin d'ailleurs) en comptant dîner à 17h30, avoir du beurre, du lait, une bouilloire dans la chambre, de la pâte à tartiner Marmite, des boissons à base d'avoine, des chaînes de télévision en langue anglaise, des gens qui comprennent l'anglais dans tout le pays, et de s'énerver quand la France se révèle... euh... française, mieux vaut suivre l'exemple des serveurs de ce pays. Ils perpétuent des standards auxquels nous devrions tous aspirer. Je suis convaincu que tout le monde serait bien d'accord.

—Anthony Peregrine  
Publié le 19 octobre





afrique

—Twala (extraits) Alger

C'est un nouveau rebondissement de la "guerre des langues" qui secoue l'actualité algérienne. L'apprentissage de l'anglais, jusqu'ici enseigné à partir du collège, a été introduit dès la troisième année du cycle primaire [CE2].

La décision présidentielle a été appliquée en moins de trois mois, avec recrutement des profs et conception en toute hâte de manuels scolaires. Mais si la décision n'a pas suscité un vrai débat dans la société, elle n'a pas su taire la dimension affective dans le rapport de l'Algérien à la langue.

Dans une récente vidéo postée sur les réseaux sociaux, mettant en avant plutôt des enfants qui s'expriment en anglais, l'un d'eux tance : "I speak English because I don't like French". ("Je parle l'anglais parce que je n'aime pas le français.")

C'est que l'anglais jouit d'une image de langue neutre, dépourvue d'une connotation hégémonique et de domination due au manque de proximité avec les pays anglophones. Elle est "l'autre langue" au lieu d'être la "langue de l'autre".

En creux se dresse la rivalité qui oppose le français à l'anglais sur notre territoire depuis plusieurs décennies, sur fond d'affrontement des élites arabophones et francophones et de compétition des ambassades française et américaine pour [la possession] du monopole linguistique – et par-là même de l'influence politique – dans notre pays.

**Inédite polyglossie.** La crise des langues remonte à l'indépendance du pays – voire à la crise berbériste de 1949, diront certains sociolinguistes [crise provoquée au sein du mouvement nationaliste algérien autour de la définition d'une Algérie arabe et musulmane au détriment de la dimension berbère du pays]. La question était de savoir ce qu'il fallait faire de la "langue du colonisateur", vecteur selon une partie des élites de "l'emprise linguistique française".

Elle connaîtra son paroxysme lors de la réforme de l'enseignement primaire opérée en 1976 par



## Algérie. Langues tendues

L'anglais va-t-il détrôner le français comme langue d'enseignement ? L'introduction dès le primaire de la langue de Shakespeare, au lieu du collège jusqu'ici, réveille de profondes questions identitaires et historiques.

décret présidentiel, qui contribua à la généralisation de la langue arabe dans l'enseignement primaire et relégua le français au rang de langue seconde [ou étrangère].

Il en fut rapidement de même dans l'enseignement secondaire. L'enseignement de la langue française fut alors introduit en quatrième année [équivalent du CM1] et celui de l'anglais en neuvième année [équivalent de la troisième]. Cela a été soutenu par la promulgation le 16 janvier 1991 de la loi portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe, et dont l'article 4 dispose que "les administrations publiques, les institutions, les entreprises et les associations, quelle que soit leur nature, sont tenues

d'utiliser la seule langue arabe dans l'ensemble de leurs activités telles que la communication, la gestion administrative, financière, technique et artistique".

Pour autant, et contre toute attente, le français est resté répandu dans la société algérienne, et même majoritaire dans les secteurs scientifique, économique et industriel.

Un phénomène de polyglossie quasi inédit apparaît ainsi dans notre pays, opposant le français à l'arabe scolaire, l'arabe scolaire

**L'anglais a une valeur fonctionnelle supérieure à celle du français, d'après un rapport de 2005.**

à l'arabe algérien, l'arabe algérien et l'arabe scolaire au tamazight [ou berbère, devenu langue officielle en 2016] et, plus récemment, le français à l'anglais.

Cela donne lieu ainsi à une cacophonie linguistique, charriant des crises identitaires, des rancœurs historiques et des batailles idéologiques. Ainsi, l'Algérie a toujours refusé d'adhérer à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), et le statut officiel du français reste, jusqu'à ce jour, à définir : s'agit-il d'une langue seconde ou d'une langue étrangère ?

Une première tentative de mettre en compétition le français [et] l'anglais (avec peut-être la volonté de substituer une langue à l'autre) a été initiée dès le début

des années 1990, où il a été donné aux parents le choix entre l'anglais et le français comme première langue étrangère dans le cursus scolaire de leurs enfants.

L'opération s'est soldée par un échec, dans la mesure où l'option de l'anglais a été peu sollicitée. Lorsqu'il s'est agi de l'avenir de leurs enfants, les parents ont fait le choix du pragmatisme, du fait que le français était déjà bien installé dans le pays.

Dans un rapport ministériel élaboré en 2005 par la direction de l'enseignement secondaire et de la commission nationale des programmes, il a été admis que l'anglais était "la langue de la science, de la technologie et de la culture universelle tout en évitant l'écueil de l'acculturation" [processus par lequel une personne ou un groupe assimile une culture étrangère à la sienne].

Le ministère avait alors convié un groupe d'experts venus des États-Unis, mais aussi de Jordanie et d'Inde afin de leur exposer l'état des lieux de l'enseignement de l'anglais en Algérie. Le rapport laisse entendre, en substance, que l'anglais possède une valeur fonctionnelle supérieure à celle du français.

**Polémiques.** Pourtant, les années Bouteflika, marquées dans les premiers mandats par un réchauffement des relations algéro-françaises et une redynamisation des échanges économiques entre les deux pays, ont initié un rapport assez décomplexé à la langue française. La réforme du système éducatif, lancée en avril 2002 et mise en place dès la rentrée scolaire 2003, a introduit la langue de Molière dès la deuxième année de primaire [CE1] (elle a ensuite été retardée à la troisième année de primaire [CE2]).

Néanmoins, la question des langues fait sporadiquement l'objet de polémiques. En 2019 et en pleine crise politique liée au mouvement populaire (Hirak) [soulèvement populaire contre l'hypothèse d'un cinquième mandat du président Bouteflika débuté en février 2019], l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Bouzid Tayeb avait notamment annoncé œuvrer "à mettre en place les mécanismes nécessaires pour consolider

↳ Dessin de Dilem, Algérie.

*l'utilisation de l'anglais à l'université et dans la recherche*, estimant que *"le français ne mène nulle part"*.

Plus récemment, tandis qu'une grave crise diplomatique déchirait Alger et Paris (provoquée, notamment, par les propos indélicats du président Macron sur

### De par l'évolution du marché du travail algérien et sa primauté dans les sciences, l'anglais progresse.

l'histoire de l'Algérie et le régime algérien), une campagne a été menée afin de remplacer les écrits et les en-têtes des correspondances officielles rédigés en français (et en arabe) par l'anglais.

Cette guerre des langues a donné lieu à un regain d'intérêt des ambassades étrangères, notamment française et américaine, désirant prendre le monopole linguistique. Les deux chancelleries ont travaillé en coulisses, pendant de nombreuses années, afin de promouvoir leur langue.

D'un côté, l'ambassade des États-Unis et, dans une moindre mesure, [celle de] la Grande-Bretagne ont élaboré des programmes et des partenariats avec le gouvernement algérien pour développer l'enseignement de l'anglais dans le pays afin de répondre aux demandes du

marché de l'emploi. Le service culturel de l'ambassade américaine offre, assez discrètement, des formations aux administrateurs de l'enseignement supérieur et propose des échanges culturels aux universités.

*"L'intérêt constant de l'Algérie pour l'esprit d'entreprise et les formations en langue anglaise sont des domaines clés dans lesquels nous travaillons déjà ensemble. Nous avons eu le plaisir de lancer au début de ce mois (mars 2022, ndlr) deux nouveaux programmes qui renforceront la coopération entre les États-Unis et l'Algérie"*, a affirmé Antony Blinken lors de sa dernière visite à Alger.

De l'autre côté, l'ambassade de France en Algérie s'efforce également de promouvoir la langue française à travers les antennes de l'Institut français ainsi qu'à travers le don d'ouvrages aux bibliothèques universitaires. Lors de sa récente visite à Alger [fin août 2022], Emmanuel Macron a signé des accords pour la mise en place d'un partenariat renforcé algéro-français pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

Le fait est que dans le domaine scientifique ainsi que dans certaines catégories socioprofessionnelles, l'avancée de la langue anglaise est aujourd'hui bien réelle. Les chercheurs algériens se voient confrontés à la nécessité d'apprendre l'anglais dans la mesure où la majorité des textes scientifiques sont publiés dans

cette langue. La formule est désormais consacrée : *"Publish in English or perish."*

L'évolution du marché du travail – jusque-là dominé par le français – en Algérie penche également en faveur d'une meilleure maîtrise de la langue anglaise.

Dans les faits, l'Algérie a été classée à la [75<sup>e</sup>] place, sur 100 pays, de l'indice de maîtrise de l'anglais par une étude établie par EF Education First, qui analyse les résultats de 2,3 millions de personnes ayant passé des tests d'anglais.

Verra-t-on un jour une génération qui se détacherait émotionnellement de cet affrontement linguistique, ne cherchant pas à maîtriser exclusivement le français ou l'anglais, mais les deux langues de façon complémentaire ?—

Publié le 26 septembre

#### SOURCE

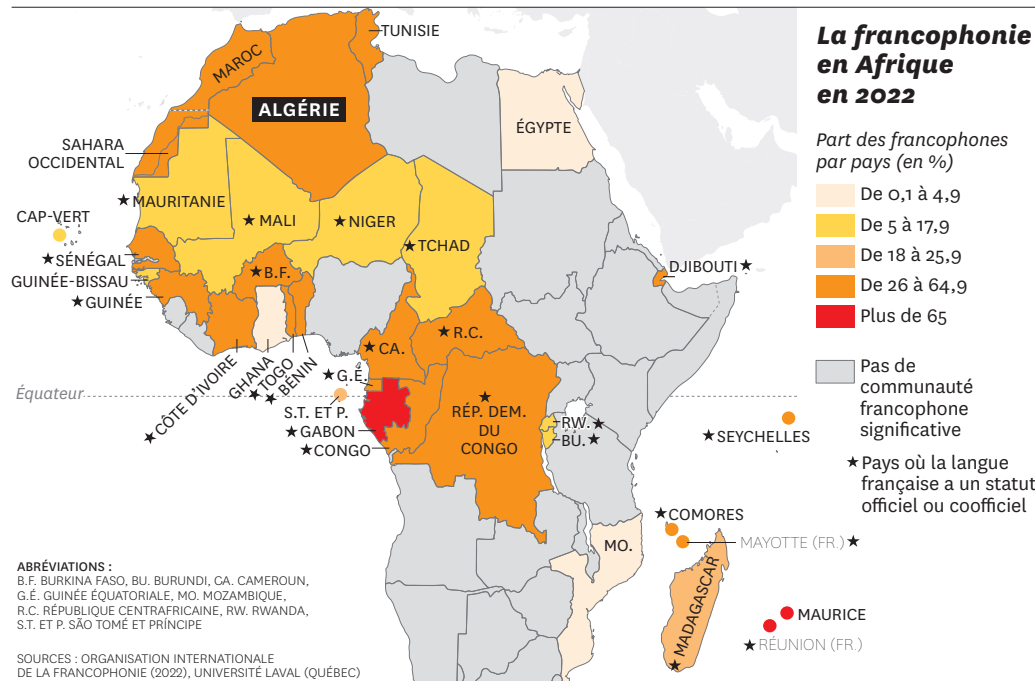


#### TWALA

Alger, Algérie

[twala.info/fr](http://twala.info/fr)

C'est en pleine campagne de répression contre les médias, en 2020, que *Twala* a été créé par des journalistes algériens aguerris et reconnus. Ce site d'information indépendant ambitionne de revenir à un journalisme *"des faits, de la rigueur et de l'enquête"*.



## SUR LA BOUTIQUE DE COURRIER INTERNATIONAL

Coffret 10 DVD Télérama volume 12 des "Films à voir et à revoir de 2021"

Offre spéciale réservée à nos abonnés



45€\*

### Les dix films marquants de 2021 :

- *Julie (en 12 chapitres)* de Joachim Trier
- *Les Olympiades* de Jacques Audiard
- *Drive My Car* de Ryusuke Hamaguchi
- *Madres Paralelas* de Pedro Almodóvar
- *Compartiment n° 6* de Juho Kuosmanen
- *Les Intranquilles* de Joachim Lafosse
- *Illusions perdues* de Xavier Giannoli
- *Annette* de Leos Carax
- *La Fracture* de Catherine Corsini
- *La Loi de Téhéran* de Saeed Roustayi

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site : <https://boutiquepc.courrierinternational.com/>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2022  
\* Frais de port en sus en fonction du produit. Réception environ une semaine après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site internet : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

à la une

# COUPE DU MONDE AU QATAR, L'EFFET BOOMERANG



En obtenant l'organisation de la Coupe du monde de football en 2010, le Qatar avait espéré une consécration internationale. Mais cette surexposition soudaine a son revers : le petit émirat du Golfe s'est attiré toutes les critiques, notamment occidentales. S'il a dû concéder de timides avancées sur la question des travailleurs migrants et les droits des personnes LGBTQI, la compétition sera l'épreuve de vérité pour le Qatar, estime la presse étrangère.

**D**ans les derniers préparatifs du Mondial comme dans la gestion à venir de l'événement, le Qatar joue son va-tout. Des uns et de l'autre dépendront en effet les retombées de la Coupe sur le pouvoir d'influence et de persuasion du Qatar. La gestion de l'événement et les couacs et cris d'orfraie éventuels façonneront l'image du Mondial et le souvenir qu'il laissera dans les mémoires.

En fin de compte, la première épreuve de vérité sera la manière dont le Qatar s'y prendra pour gérer certains problèmes, comme la tentation de certains activistes de sauter sur l'occasion pour passer leur message, les débordements éventuels des supporters et autres sujets culturellement sensibles comme l'ébriété, les effusions en public et la diversité sexuelle.

Interrogé dans une interview à un mois à peine du coup d'envoi sur la question de savoir si les couples homosexuels seraient autorisés à se tenir la main en public, Nasser Al-Khater, le

directeur général du comité chargé de l'organisation, a répondu d'un "oui" sans détour, ce qui était la première déclaration dans ce sens en douze années de polémiques.

Le Qatar a par ailleurs fait savoir que les supporters qui se rendraient coupables d'infractions mineures, en étant pris par exemple en état d'ébriété sur la voie publique ou torse nu dans les stades, échapperaient aux poursuites, selon des modalités en cours d'élaboration par les pouvoirs publics.

Suivant l'exemple de plusieurs villes britanniques, le Qatar aurait également l'intention d'installer des "tentes de dégrisement", où les supporters éméchés pourraient cuver avant d'être relâchés, avec un avertissement mais sans amende ni sanction.

Plus récemment, des commentaires de l'ancien pilote de course qatari Hamad Al-Suwaidi, selon lequel les supporters israéliens seraient traités comme des "frères" au Qatar, qui est "aussi



leur pays”, ont suscité un tollé sur les réseaux sociaux et soulevé des inquiétudes sur l'accueil auquel devaient s'attendre les Israéliens.

Si les grands événements sportifs laissent souvent derrière eux des dettes et des infrastructures aussi pharaoniques qu'inutiles, le Mondial devrait léguer un autre héritage.

**Tyrannie.** C'est vrai même si la candidature du Qatar, qui a été un succès pour le pays, est aussi l'exemple type de l'événement qui tombe au mauvais endroit et au mauvais moment. Le pays du Golfe s'est vu confier l'organisation du Mondial au moment où la Fifa était aux prises avec la pire affaire de corruption de son histoire.

Le Qatar n'a jamais effacé les soupçons malgré ses démentis répétés, l'absence de preuve et une enquête de la commission d'éthique de la Fifa, qui, en deux ans, n'a soulevé aucun lièvre.

Parallèlement, le pays était sur la sellette pour ses liens avec des islamistes et des djihadistes.

Que l'on juge ou non les réformes suffisantes, l'attribution de la Coupe au Qatar a permis d'accélérer sinon d'induire des changements sociaux, notamment sur les droits et les conditions de travail des travailleurs migrants, un sujet qui était au cœur de la polémique depuis une dizaine d'années.

L'organisation du Mondial a aussi, par moments, suscité de brefs débats sur des sujets tabous, comme la question de la nationalité et les droits des LGBTQI.

En outre, en nouant le dialogue avec ses détracteurs et en répondant aux critiques, le Qatar prenait de grands risques. De fait, un débat sur de vrais sujets s'est retrouvé noyé sous un flot de préjugés, de partis pris, de jalousies et de querelles géopolitiques qui ont donné lieu à des campagnes de désinformation massives de la part de ses détracteurs géopolitiques.

Les partis pris et les préjugés de certains arguments étaient manifestes. Quand on affirmait,

### L'auteur

#### JAMES M. DORSEY

Considéré comme un fin connaisseur du Moyen-Orient, cet universitaire et journaliste américain de 71 ans est aussi l'un des meilleurs spécialistes de la place du football dans cette région, dans ses dimensions politique, sociale et économique. Correspondant pendant des années à l'étranger pour des journaux anglo-saxons, dont *The Christian Science Monitor* et *The Wall Street Journal*, James M. Dorsey est aujourd'hui chercheur à l'Institut du Moyen-Orient de l'Université nationale de Singapour et codirecteur de l'Institut de la culture des supporters à l'université allemande de Würzburg. Cet auteur prolifique continue de publier des chroniques dans divers médias et est l'auteur du livre *The Turbulent World of Middle East Soccer* (2016, non traduit), dont le titre est également le nom de son blog.

✎ Dessin de Hachfeld, Allemagne.

par exemple, que le Qatar était un pays trop petit et trop chaud pour accueillir un événement de cette envergure ou ne pouvait s'appuyer sur aucune tradition footballistique.

De la même manière, l'argument du “cagnard qatari” servait en fait à dissimuler la réticence du football européen à adapter ses programmes à un événement qui allait avoir lieu l'hiver et non durant les traditionnels mois d'été – alors qu'il avait eu douze ans pour s'y préparer.

Certains ont décrété que les investissements qataris dans la Coupe étaient de l'argent jeté par la fenêtre, puisque le Qatar serait ensuite incapable de remplir ces stades qui ont été construits sur commande pour l'événement.

Si ces personnes oublient que le Qatar a le droit de faire ce que bon lui semble de son argent, elles font la distinction entre ce qui est le mieux pour améliorer l'image et assoier l'influence de l'État du Golfe, et ce qui est le plus sensé d'un point de vue économique.

Ajoutez à cela que le débat sur le Qatar porte tout autant sur les droits humains que sur l'influence internationale démesurée de pays du Golfe qui sont assis sur des fortunes et d'immenses ressources.

### Un débat sur de vrais sujets s'est retrouvé noyé sous un flot de préjugés, de partis pris, de jalousies et de querelles géopolitiques.

Dans un commentaire rageur qui illustre bien les partis pris et les préjugés de l'Occident, le chroniqueur sportif du *Guardian*, Jonathan Liew, affirme que “d'une certaine manière, ce n'est pas après une petite enclave lointaine du Golfe que nous en avons, mais après nous-mêmes. Nous sommes furieux de la manière dont nous avons autorisé cette tyrannie néfaste et cannibalesque à prendre pied dans nos institutions, nos villes, nos politiques et notre monarchie, jusqu'à notre sport favori... L'existence même de [la Coupe du monde au Qatar] jette l'opprobre sur toutes les personnes mêlées à sa conception et sur toutes celles qui auraient pu l'empêcher”

Le commentaire de Jonathan Liew, dans un sens, explique le ton de beaucoup de critiques récurrentes (et souvent justifiées) à l'égard du Qatar de la part d'associations de défense des droits humains et d'équipes et de fédérations nationales du football européen. Autant dire que les polémiques devraient aller bon train sur les terrains du Mondial.

L'équipe nationale danoise a ainsi choisi de porter un maillot noir en mémoire des travailleurs qui ont perdu la vie pendant la construction des sites de la Coupe. “Si nous assurons l'équipe nationale du Danemark de notre soutien le plus total, cela ne veut pas dire que nous approuvons le choix du pays organisateur”, cingle sur Twitter [la marque] Hummel [qui a dessiné le maillot].

Des observateurs rappellent que la fédération danoise et ses diverses homologues européennes

n'ont eu aucun scrupule à disputer la Coupe du monde 2018 en Russie, quatre ans après l'annexion de la Crimée, au moment même où le Kremlin réprimait les minorités de genre et soutenait militairement le président syrien, Bachar El-Assad.

“Pendant la Coupe du monde 2018, il n’y a pas eu non plus de soutien concerté en faveur de la communauté LGBTQI, malgré la position claire et nette de la Russie sur le sujet”, fait remarquer l’artiste qatarie Ghada Al-Khater.

Paris et d’autres villes françaises ont fait savoir qu’elles ne retransmettraient pas les rencontres sur écran géant en raison du sort des travailleurs migrants et de l’empreinte écologique de la climatisation dans les stades qatariens. Paris a pris sa décision alors que le premier club de la ville, le Paris Saint-Germain (PSG), est aux mains de [la société qatarie] Qatar Sports Investments.

**Virulents pays voisins.** Des employés de la société qatarie Al Sulaiteen Agricultural and Industrial Complex (SAIC) ont jeté de l’huile sur le feu en déclarant au *Guardian* en septembre que les réformes n’avaient pas été mises en œuvre – il était notamment question de supprimer l’obligation pour les travailleurs d’obtenir l’autorisation de leur employeur pour quitter l’entreprise.

Dans la même veine, un documentaire français levait le voile récemment sur les logements insalubres des employés de la société de sécurité privée travaillant pour l’hôtel où logera l’équipe tricolore, et d’un autre prestataire de la chaîne hôtelière française Accor.

Les lits superposés étaient infestés d’insectes, les salles de bains crasseuses, et les murs auréolés de taches d’humidité. Le coin cuisine se résu-mait à un évier et deux feux de gaz, ajoutait le documentaire.

Pour compléter le tableau, les conditions d’ac-créditation des médias interdisent aux télévisions étrangères d’interviewer les gens chez eux ou de filmer les logements, comme ceux qui hébergent les travailleurs migrants.

Les équipes seront uniquement autorisées à filmer l’espace public dans trois lieux de Doha, dont la corniche, sur le front de mer et le quartier cosu de West Bay.

Au vu de la mise en œuvre fragmentaire de ses réformes, le pays du Golfe a de bonnes chances de rester dans le collimateur des associations de défense des droits humains après la Coupe.

Les détracteurs du Qatar pourraient également profiter de l’attribution au pays de la Coupe d’Asie 2023. Et l’Arabie saoudite pourrait être leur prochaine cible depuis qu’elle fait partie des organisateurs pressentis de la Coupe d’Asie 2027.

Pour contrecarrer ces critiques, le Qatar va devoir maintenir le dialogue avec ses accusateurs.

Tout le défi pour les associations de défense des droits humains et pour les syndicats sera d’élargir leur champ d’action afin de ne pas rester focalisés sur le Qatar.

Fervent défenseur des droits humains et des droits des travailleurs, Nicholas McGeehan, connu pour avoir la dent très dure avec le Qatar,

le reconnaît d’ailleurs dans un tweet : “Les journalistes et commentateurs qui dénoncent le traitement des travailleurs pour le Mondial 2022 au Qatar pourraient faire avancer la cause des travailleurs migrants en rappelant que le même système et les mêmes abus existent en Arabie saoudite (candidate à la Coupe 2023), aux ÉAU [Émirats arabes unis] (qui possèdent Manchester [City]), à Bahreïn (pour la Fi) et dans d’autres pays du Golfe.”

Après ce Mondial, les centrales syndicales et les associations qui défendent les droits humains et ceux des travailleurs se focaliseront sans doute sur l’Arabie saoudite, l’Égypte et les ÉAU.

L’Arabie saoudite a créé la surprise en décrochant l’organisation des Jeux asiatiques d’hiver de 2029. Comme la Grèce et l’Égypte, l’Arabie caresse l’idée de briguer la Coupe du monde 2030, tandis que l’Égypte envisage également de postuler pour les Jeux olympiques de 2036. À côté de ces candidatures, soumises par deux des pays les moins respectueux des droits humains, l’expérience qatarie fera sans doute l’effet d’une promenade de santé.

Les ÉAU ont rejoint l’Arabie saoudite et l’Égypte dans la mêlée pour arracher au Qatar le titre de Mecque sportive du Moyen-Orient. Les Émirats ont organisé deux championnats de la National Basketball Association (NBA) et fait de l’île de Yas un lieu incontournable – l’île a par exemple accueilli divers championnats d’arts martiaux ces dernières années. En outre, le MENA Tour de Dubaï a annoncé un partenariat avec le LIV Golf, la ligue de golf “renégate” financée par les Saoudiens.

## Tout le défi pour les syndicats et associations de défense des droits humains sera d’élargir leur champ d’action afin de ne pas rester focalisés sur le Qatar.

En engageant le dialogue avec ses détracteurs, le Qatar, qui est une autocratie (quoique éclairée), crée un précédent. C’est le premier pays du Golfe, sinon le premier pays arabe, à le faire.

Ce dialogue a ouvert les portes du pays aux associations de défense des droits humains et aux syndicats, qui sont libres d’y exercer leurs activités et d’y tenir des conférences de presse, et de s’associer à l’élaboration des réformes et des modèles de contrats de travail du Mondial – une ouverture sans précédent dans une région où les militants locaux sont derrière les barreaux, ou pire, et où les étrangers critiques à l’égard du régime se voient empêchés de quitter le pays.

L’organisation du Mondial a également contraint le Qatar à s’atteler (timidement, toutefois) à des sujets comme les droits des LGBTQI – lesquels ne sont pas simplement contraires aux lois du pays mais également contraires à ses valeurs – afin de créer un événement inclusif.

La défense des droits des LGBTQI et d’autres droits socialement controversés au Qatar obligera les militants et les associations de défense des droits humains et LGBTQI à désoccidentaliser

### À la une



### “LE JEU DANGEREUX”

La Coupe du monde débute le 20 novembre, “cinq mois plus tard que d’habitude, pour épargner aux joueurs et aux fans le pire de l’été, extrêmement chaud de la région”, note le magazine *Time*, qui a consacré sa une au Qatar le 3 novembre. Mais la main-d’œuvre étrangère venue du Népal, d’Inde ou du Bangladesh sur les chantiers de l’émirat n’a pas bénéficié de ces faveurs.

Lors de la dernière décennie, “des milliers de travailleurs migrants sont morts au Qatar”, beaucoup “à cause de mauvaises conditions de travail, rendues plus périlleuses à cause de la chaleur excessive”, déplore le journal américain. Ces morts tragiques ont conduit l’émirat, qui avait déjà interdit en 2007 les travaux extérieurs entre 11 h 30 et 15 heures pendant l’été, à modifier le droit du travail. Jusqu’à devenir, souligne le magazine, le “leader mondial de la protection contre la chaleur et un laboratoire utile [...] à l’ère du changement climatique”.



la posture souvent affichée pendant leurs campagnes visant à réformer le droit du travail qatari.

Ce que n’a pas fait Dario Minden, représentant [d’un club de supporters allemand], en s’adressant à l’ambassadeur du Qatar en Allemagne, Abdullah ben Mohammed ben Saud Al-Thani, membre de la famille régnante du Qatar, à l’occasion d’une conférence organisée par la Fédération allemande de football (DFB). “Je suis un homme et j’aime les hommes. J’ai – ne soyez pas choqué – des rapports sexuels avec d’autres hommes. C’est normal. Donc, s’il vous plaît, faites-vous-y ou restez en dehors du football”, a-t-il déclaré. La tirade de Dario Minden témoignait d’un raidissement des deux côtés du fossé, ce qui n’a pas arrangé les affaires du Qatar.

Alors que le pays du Golfe prévoyait de se montrer accommodant pendant la durée de la Coupe, ses voisins et d’autres pays musulmans redoublaient de virulence sur la question de la diversité sexuelle et de genre.

Des militants et des médias parlent de 6500 morts liées à l’organisation de la Coupe au Qatar, un chiffre que Sharan Burrow [secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, qui avait contribué à convaincre le Qatar de mettre en œuvre des réformes historiques] qualifie de “fantaisiste”.

Spécialiste des réseaux sociaux, de la désinformation et de la désinformation, Marc Owen Jones rappelait dans un fil Twitter que ce chiffre de 6500 avait pour origine un titre trompeur du *Guardian* de février 2021, que le journal avait corrigé depuis. Le correctif précisait que ce chiffre



Les autorités népalaises, dont l'ambassade du pays à Doha et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, estiment que, sur les 400 000 Népalais installés au Qatar, entre 100 et 150 meurent chaque année sur leur lieu de travail.

Lors d'une séance de questions au Parlement, le gouvernement indien a fait savoir que, sur les 691 000 ressortissants installés au Qatar, 420 étaient morts en 2021 [le ministère des Affaires étrangères avance le chiffre de 3 313 Indiens morts au Qatar entre 2011 et mai 2022].

Le Qatar a tout intérêt à prendre les devants en renvoyant l'image d'un leader en matière de réformes plutôt que celle d'un suiveur rétif, les sondages montrant que les supporters se préoccupent des questions soulevées.

Un sondage de 2022 révèle que 41 % des Américains, 51 % des amateurs de sport américains et 61 % des irréductibles estiment que les violations des droits humains commises au Qatar ont amoindri leur intérêt pour la Coupe.

Un sondage YouGov commandé par Amnesty International établit que 67 % des 17 477 sondés – originaires d'Europe, d'Amérique centrale et

### Le Qatar a intérêt à renvoyer l'image d'un leader réformiste plutôt que celle d'un suiveur rétif : les supporters sont soucieux des droits humains.

couvrait une période de dix ans depuis l'attribution des droits d'organisation, et que tous ces décès n'étaient pas liés à la Coupe.

Or les recherches de Marc Owen Jones révèlent aussi qu'il s'agit de l'article de langue anglaise le plus retweeté sur la Coupe du monde.

**Des morts, pas d'enquêtes.** Un rapport de FairSquare, le cabinet de conseil des travailleurs migrants de Nicholas McGeehan, et des associations de la société civile de cinq pays fournisseurs de main-d'œuvre – le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Pakistan et les Philippines – estiment à 10 000 le nombre de travailleurs morts entre 2015 et 2019 dans les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, l'organisation régionale [qui regroupe l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Koweït et Oman].

Le rapport reconnaît implicitement qu'il est difficile, sinon impossible, de chiffrer le nombre de travailleurs morts sur les chantiers du Mondial, étant donné qu'un décès sur deux ne fait l'objet d'aucune enquête sur ses causes.

“Il s'avère que pas moins de 10 000 travailleurs migrants originaires de l'Asie du Sud et du Sud-Est meurent dans le Golfe chaque année... et que plus d'une mort sur deux reste inexplicée, les certificats de décès n'indiquant aucune cause, au lieu de mentionner une cause naturelle ou un arrêt cardiaque”, relève le rapport.

Si tant est que le nombre de travailleurs népalais – le deuxième contingent de travailleurs au Qatar – permet de se faire une opinion, la mortalité sur le lieu de travail est relativement faible.

latine, des États-Unis et du Kenya – souhaitent que leurs fédérations nationales respectives s'expriment publiquement sur la question des droits humains liés au Mondial au Qatar.

Si l'on en juge par ces sondages, le Qatar n'a pas su convaincre les supporters des États-Unis et d'Europe, ni peut-être non plus ceux des pays fournisseurs de main-d'œuvre, même si l'on manque de données sur ces pays – de la même manière, on connaît mal l'opinion des supporters d'une bonne partie de l'Afrique et de l'Asie à l'endroit du Qatar.

Étant donné que la Coupe du monde se tient au carrefour du Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Afrique, la désaffection [des supporters européens] laisse présager une évolution démographique des tribunes de ce Mondial, qui pourraient voir une surreprésentation des supporters originaires du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique.

L'opinion des supporters et l'image générale du pays n'auraient pas compté autant aux yeux du Qatar si le pays avait eu une image de marque ordinaire. S'il veut soigner l'image de la Coupe, le Qatar va devoir donner un coup d'accélérateur à ses réformes sociales, économiques et politiques, et ce même une fois que les militants seront passés à autre chose.

La capacité et la disposition du Qatar à donner suite à ses réformes au-delà du Mondial pourraient bien être une épreuve de vérité dans sa stratégie protéiforme visant à accroître son pouvoir d'influence et de persuasion.

—James M. Dorsey  
Publié le 19 octobre

### Le chiffre

17

**MILLIARDS DE DOLLARS DE RECETTES**

C'est la somme que le Qatar devrait engranger au terme de la compétition. Une manne qui provient du tourisme notamment, selon le président du comité d'organisation de la Coupe du monde 2022, Nasser Al-Khater. À ce montant il faut retrancher “le coût des projets et des dépenses liés à la Coupe du monde”, qu'il a estimé à 8 milliards de dollars. “Un chiffre normal”, selon lui, “moins élevé que pour certains tournois précédents”, par exemple les deux derniers Mondiaux, en Russie et au Brésil.

↳ Dessin de Rhonald Blommestijn paru dans *De Volkskrant*, Amsterdam.

### Repères

## Doha aurait dû anticiper les critiques et agir plus vite

●●● “Le Qatar est en mode réactif plutôt que proactif”, juge le site **Arab Digest** après le discours de l'émir Tamim ben Hamad Al-Thani devant la chambre consultative du pays, le 25 octobre, dans lequel il dénonçait “une campagne de dénigrement sans précédent” comme “*acun autre pays hôte d'un Mondial de foot n'en a subi*”. “Nous avons considéré que la critique constructive pouvait nous aider à faire évoluer certains aspects qui en avaient besoin”, avait-il concédé. Désormais, “tout le monde se demande ce que sont les véritables motivations et raisons derrière cette campagne”. Or, souligne le site spécialisé dans les affaires moyen-orientales, “les Qataris auraient pu et dû anticiper les critiques et développer une stratégie pour y répondre. Et plus important encore, ils auraient dû agir beaucoup plus tôt et de manière plus transparente sur la question brûlante des droits des travailleurs immigrés.”

En 2013, le gouvernement qatari lui-même avait commandé un rapport sur la question à un cabinet de juristes de Londres. Ce rapport avait listé de “sombres statistiques” de décès parmi les travailleurs népalais, indiens et bangladais, soulignant la prévalence de morts pour “cause inconnue”.

Parmi un total de 130 recommandations de réformes, le rapport appelait également à abolir le système de la *kafala*, qui mettait les travailleurs à la merci de leurs employeurs.

Il aurait fallu “agir dans l'urgence”, estime le site. Mais c'est seulement en 2017 que les autorités ont légiféré pour en finir avec ce système. Pire, “trois ans plus tard, il était toujours en place, et c'est seulement maintenant qu'il a effectivement été supprimé”.

Il en va de même pour les droits des LGBTQI. Le Qatar essaie de rassurer les opinions occidentales, alors que, dans les faits, et encore dans la période récente de 2019 à 2022, Human Rights Watch a recensé des violences contre au moins six personnes durant leur détention par la police.

# Le petit émirat qui se rêve en grand de ce monde

Indépendant depuis un peu plus de cinquante ans, assis sur une immense bulle de gaz, le Qatar a patiemment accru son influence internationale, tout en maintenant un contrôle ferme sur sa société.

## Une monarchie absolue

●●● Le Qatar est une monarchie absolue. L'émir avait promis d'organiser des élections dès 2011, mais cette promesse n'a été réalisée que dix ans plus tard, en 2021. Et le Parlement - en réalité une simple chambre consultative - n'a guère de poids face la famille régnante des Al Thani. Celle-ci occupe la plupart des postes à responsabilités et les principaux portefeuilles ministériels. Elle gouverne par cooptation avec les représentants de quelques grandes familles et les tribus du pays. L'actuel émir, Tamim ben Hamad Al Thani, né en 1980, a accédé au trône en 2013 à la faveur de l'abdication de son père, Hamad ben Khalifa Al Thani, pour des raisons de santé et pour assurer une transition en douceur du pouvoir. Hamad ben Khalifa était arrivé au pouvoir par une révolution de palais contre son propre père, en 1995.



⚽ Les huit stades de la Coupe du monde 2022 (dont quatre à Doha)

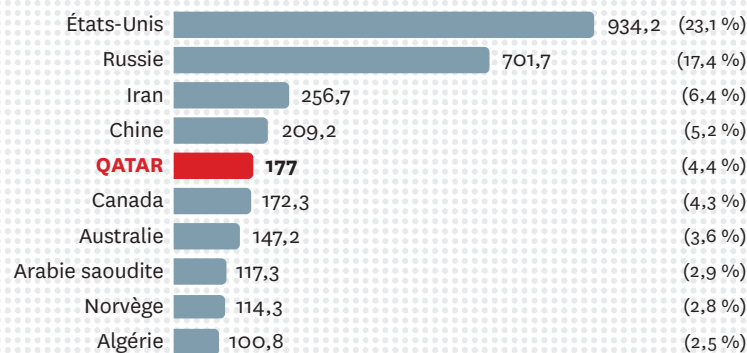
**Superficie** : 11 571 km<sup>2</sup> (= 2 départements français) • **Population** : 2,9 millions d'habitants, dont 330 000 Qataris (estimations) • **Classement selon l'IDH** (indice de développement humain, 2021) : 42<sup>e</sup> sur 191 États • **PIB par habitant** (en parité de pouvoir d'achat, 2022) : 113 675 dollars (France : 56 200)

## Le premier exportateur mondial de gaz liquéfié

●●● Détenteur des deuxièmes réserves de gaz naturel du monde, ce n'est qu'à partir de 1996 que le Qatar lance un ambitieux programme pour le gaz naturel liquéfié (GNL), dont il devient rapidement le premier exportateur mondial. La guerre en Ukraine a encore renforcé la position du pays sur le marché mondial. Le Qatar a en effet opté pour une politique énergétique accommodante vis-à-vis de l'Occident, ce qui lui a permis de convertir notamment l'Allemagne à la technique du gaz naturel liquéfié pour compenser

### L'un des géants du gaz

Les dix premiers pays producteurs de gaz naturel (2021, en milliards de mètres cubes et en pourcentage de la production mondiale)



SOURCE : "BP STATISTICAL REVIEW OF WORLD ENERGY 2022"

la perte des fournitures russes. L'émirat prévoit d'augmenter sa production de plus de 50 % d'ici à 2027, alors que ce secteur constitue déjà plus de 90 % de ses exportations et lui permet d'afficher l'un des revenus par tête d'habitant les plus élevés du monde. L'actuel émir, Tamim ben Hamad Al-Thani, cherche à diversifier l'économie du pays, en s'inspirant du modèle des Émirats arabes unis voisins, qui ont réussi à devenir une destination touristique et une importante plateforme logistique pour le transport maritime et aérien. L'organisation de la Coupe du monde de football, et plus généralement les investissements dans le secteur sportif, s'inscrit dans cette volonté de réduire la forte dépendance au gaz du Qatar.

### Le Qatar en neuf dates

**1971** Sous protectorat britannique depuis 1916, le Qatar proclame son indépendance.

**1989** Début de l'exploitation du gisement offshore de North Dome, qui représente à lui seul environ 10 % des réserves de gaz naturel connues dans le monde. La première livraison de gaz naturel liquéfié a lieu sept ans plus tard.

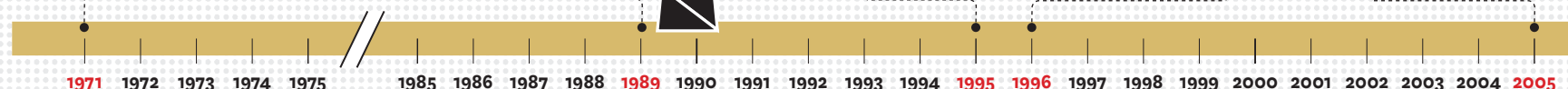


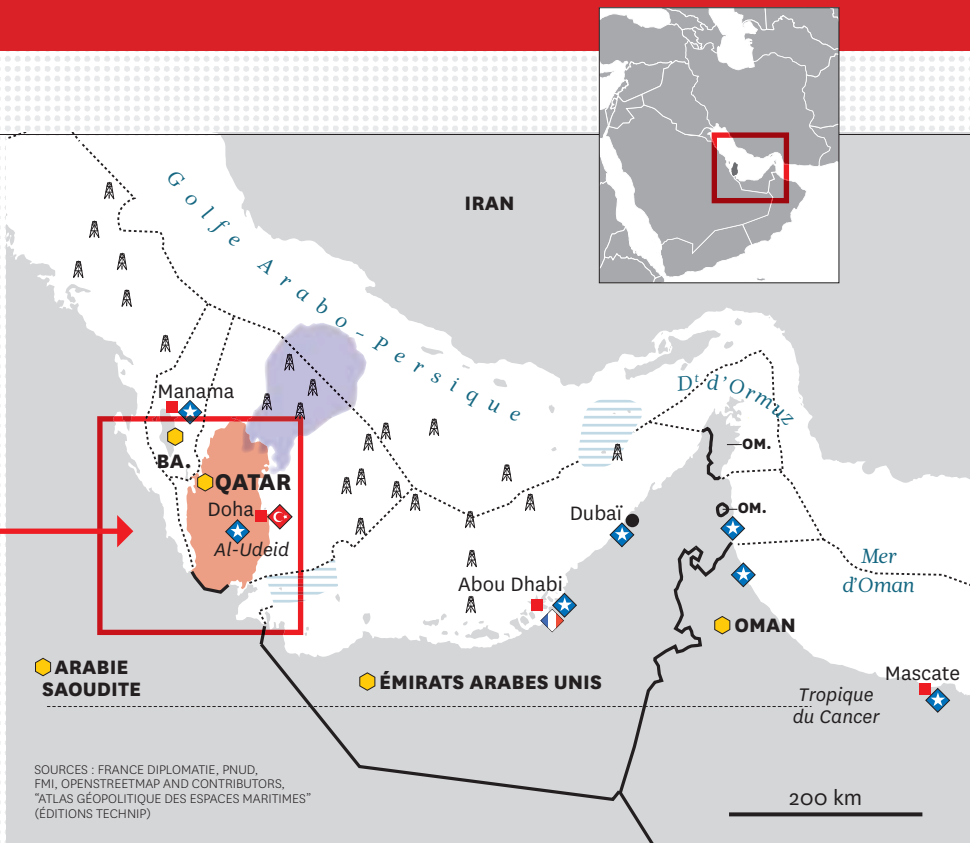
**1995** Le père de l'actuel émir, Hamad ben Khalifa, destitue son propre père et lance une politique économique et diplomatique très ambitieuse.



**1996** Lancement de la chaîne de télévision satellitaire d'information en continu Al-Jazeera.

**2005** Création du fonds souverain Qatar Investment Authority (QIA) qui investit massivement à l'international, y compris en France.





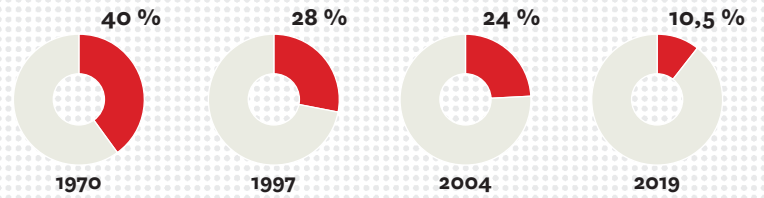
- ..... Limites maritimes des États (résultat d'accord bilatéraux ou ligne d'équidistance)
  - ◆ Base américaine (Al-Udeid, une des plus grandes bases militaires américaine du monde)
  - ◆ Énorme gisement de gaz naturel (appelé South Pars en Iran et North Dome au Qatar)
  - Membre du Conseil de coopération du Golfe (+ le Koweït hors cadrage)
  - ▲ Gisements d'hydrocarbures en exploitation
  - ▬ Zones contestées
  - ◆ Base française
  - ◆ Base turque
- Abréviations : BA. Bahreïn, OM. Oman

## Les étrangers majoritaires

●●● Après des années de recrutement massif de travailleurs immigrés pour construire infrastructures, tours de bureaux et nouveaux quartiers à Doha, les citoyens qataris ne représentent aujourd'hui plus qu'environ 10 % de la population. Le Qatar cherche à y remédier par une politique nataliste (avec de généreuses primes de mariage, par exemple). En revanche, il n'a pas renoncé à compter presque exclusivement sur des étrangers pour plusieurs métiers, notamment les plus ingrats. Ainsi, il n'est pas rare que la population de certaines communautés dépasse en nombre celle des citoyens qataris, comme les Népalais en 2013 ou les Bangladais en 2017. Les préparatifs de la Coupe du monde auraient provoqué un nouvel afflux de quelque 370 000 travailleurs étrangers rien que sur l'année 2022.

## Des Qataris toujours plus minoritaires

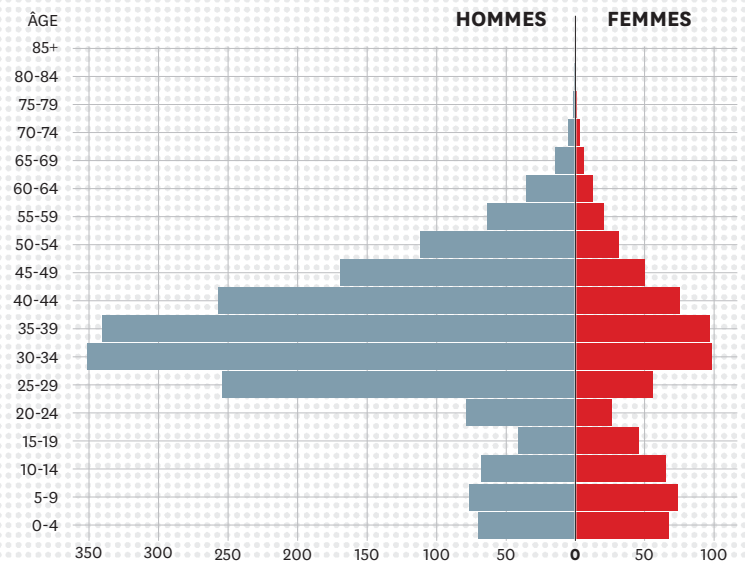
Part de Qataris dans la population du pays



SOURCE : PRIYADSOUZA.COM (1970-2004 DATA : HTTP://GULFMIGRATION.EU ; 2019 DATA : HTTPS://WWW.PSA.GOV.QA)

## Un pays d'hommes

Population par tranches d'âge et par sexe (2022, en milliers de personnes)



SOURCE : ONU, POPULATION DIVISION, "WORLD POPULATION PROSPECTS 2022"

## International : parler à tout le monde

●●● Plus petit que l'Île-de-France et situé dans une région marquée par de fortes tensions géopolitiques, le Qatar a longtemps fait profil bas, avant de changer drastiquement sa politique étrangère et de multiplier ses relations extérieures en vue de s'imposer sur la carte mondiale comme "le pays qui réussit à parler à tout le monde". Il peut ainsi à la fois entretenir de bonnes relations avec l'Iran, avec lequel il partage le plus grand champ gazier du monde, et abriter la plus grande base militaire américaine du Moyen-Orient. Il se targue aussi de ses médiations internationales, comme entre le Hamas palestinien et Israël, qu'il ne reconnaît pas officiellement.

## Des libertés publiques sous contrôle

●●● Au Qatar, il n'existe ni partis politiques ni syndicats. Les manifestations sont impensables, même si la Constitution accorde – en théorie – la liberté de se rassembler. Les grands médias à destination panarabe tels que la chaîne Al-Jazeera ou le site d'information *Al-Araby Al-Jadid* peuvent se montrer critiques, sauf pour ce qui est de la situation intérieure du Qatar. Si le pays partage avec l'Arabie saoudite la doctrine wahhabite de l'islam sunnite, il n'en a jamais fait une application aussi stricte. Selon l'indice de liberté de l'ONG Freedom House, le pays affiche un score de 25/100 en 2022 et appartient à la catégorie des pays "non libres".



**2010** Le Qatar obtient l'organisation de la Coupe du monde de football 2022.



**2011** Qatar Sports Investments (QSI), filiale du QIA, rachète 70 % des parts du club de football du Paris Saint-Germain, avant d'acquérir les 30 % restants en 2012.



**2017** L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte rompent leurs relations politiques et commerciales avec le Qatar, lui reprochant son soutien aux Frères musulmans ainsi qu'aux opposants à ces pouvoirs et ses bonnes relations avec l'Iran.

**2021** Levée du blocus imposé au Qatar par ses voisins du Golfe après une médiation du Koweït et des États-Unis.

# UNE VICTIME DU REGARD ORIENTALISTE DE L'OCCIDENT

Les critiques sur l'organisation de la Coupe du monde sont fondées sur des arguments souffrant du deux poids, deux mesures, et une vision biaisée d'un Orient musulman et arriéré. Ce qui masque de fait les avancées enregistrées, se désole ce journaliste égyptien.

—Noon Post Istanbul

Depuis qu'il a été désigné, il y a plus de douze ans, pays hôte de la Coupe du monde 2022, le Qatar fait l'objet d'une couverture médiatique qui porte toutes les marques d'une vision orientaliste. Les médias occidentaux se focalisent sur les questions des droits humains, la situation des travailleurs immigrés, le climat, les accusations de corruption... Mais ils passent sous silence les possibles réussites du premier pays musulman à accueillir la compétition.

Ils s'interrogent pour savoir comment ce pays sans passé footballistique a pu réussir à être choisi. Comme s'il était forcément suspect qu'un petit pays, musulman de surcroît, ait été désigné pour organiser un grand événement sportif. Cela n'est que le prolongement de la propension du "Nord" à envisager le monde à travers le prisme de la centralité de l'Europe. Aussi les Occidentaux sont-ils convaincus d'avoir le droit d'organiser et de régenter tout événement auquel ils participent.

Au lieu de s'interroger sur la façon dont un grand événement sportif international peut avoir un effet social et politique sur une société conservatrice comme celle du Qatar, on semble vouloir interdire aux pays musulmans la possibilité d'en organiser.

Il n'y avait pas meilleure occasion que la Coupe du monde pour ressusciter une mémoire collective chez les Occidentaux, selon laquelle le monde arabe – et plus particulièrement les pays du Golfe – serait à peine plus qu'un désert de poussière dont les habitants s'opposeraient en tout point à la clarté, à la sincérité et à la noblesse des Anglo-Saxons.

Parmi les critiques concernant le choix du Qatar, on parle régulièrement de la crainte

d'une chaleur étouffante. Ce thème évocateur de la chaleur et du désert fait partie de la vision orientaliste héritée de l'époque coloniale. Pour répondre à ces craintes, le Qatar organise la Coupe du monde aux mois de novembre et décembre. Mais là encore, on le lui reproche, puisque cela provoquerait des "perturbations" dans la saison du championnat européen.

Par ailleurs, on part du principe que le Qatar a obtenu la Coupe du monde par des moyens inavouables. Autrement dit, un petit pays comme cela ne peut avoir réussi que par le recours à la corruption. Or on n'a pas fait autant de bruit autour des Jeux olympiques d'hiver à Salt Lake City, aux États-Unis,

en 2002, eux aussi entourés de forts soupçons de corruption. Il ne s'agit pas de justifier la corruption, mais le Qatar n'a pas fait autre chose que n'importe quel pays du Nord à l'habitude de faire dans ce domaine. La corruption dans le football [et l'attribution des grands événements sportifs mondiaux] n'est pas l'apanage des pays non occidentaux.

Nous savons bien que la question de l'homosexualité signifie beaucoup pour l'Occident capitaliste. Mais on peut se demander pourquoi toutes ces attaques contre le Qatar, qui avait simplement dit qu'il n'autoriserait pas que l'on brandisse le drapeau arc-en-ciel dans les stades [avant de revenir sur cette interdiction, et d'inviter simplement à la retenue hors des stades]. Et cela simplement pour éviter des confrontations avec la société qatarie

**Les Occidentaux sont convaincus d'avoir le droit d'organiser et de régenter tout événement auquel ils participent.**

SOURCE



NOON POST

Istanbul, Turquie  
noonpost.com

Créé par des Égyptiens en 2013, après le coup d'État du maréchal Abdel Fattah Al-Sissi, Noon Post se présente comme une véritable plateforme panarabe reposant sur "un réseau de journalistes des différentes parties du monde arabe" et qui "encourage le dialogue et la liberté d'expression".



conservatrice, hostile à cette idée, étant donné que les supporteurs étrangers seront là en invités, et non pas comme s'ils étaient chez eux, sur leur propre territoire.

Pourtant, la Coupe du monde à venir est un bel exemple d'événement susceptible d'engendrer un héritage sociologique. En réalité, il a d'ores et déjà provoqué des changements sans précédent dans la société qatarie au sujet du système de la *kafala* [qui régissait le statut des travailleurs immigrés, en les maintenant à la merci de leur employeur], ainsi que des femmes dans le sport. Ces changements sont désormais le nouveau standard dans les pays du Golfe. Et il sera extrêmement difficile de revenir en arrière, du fait des valeurs et pratiques transfrontalières que le Qatar a dû adopter en prévision de la compétition. Il s'agira sans doute d'un héritage qui perdurera au-delà de 2022.

En se portant candidat pour la Coupe du monde, le but du Qatar était de défier les stéréotypes liés aux sociétés arabes. Il voulait aussi se positionner comme membre légitime de la communauté internationale, tout en rappelant qu'il fait également partie de la communauté des pays arabes et musulmans. Mais les médias occidentaux ne cherchent pas à rendre compte de cet aspect des choses, ni à montrer à quel point le Qatar a su s'adapter aux changements sociétaux imposés par l'accueil du tournoi.

Pour finir, rassurons le joueur écossais Andrew Robertson, qui s'était ému de la sécurité de sa famille [prise dans les incidents autour du Stade de France en mai 2022]. Qu'il soit rassuré : la société qatarie n'est pas connue pour des accès de violence comme il y en a régulièrement dans les stades de la vieille Europe, et plus particulièrement de la part de hooligans britanniques.

➤ Dessin de Willis, Tunisie.

—Mustafa Aly  
Publié le 1<sup>er</sup> octobre



## Pour la presse qatarie, la coupe est pleine

Les appels au boycott et les critiques vis-à-vis du Qatar sont vécus par la presse locale comme des campagnes de dénigrement "racistes" et "hypocrites".

Chaque jour qui passe nous rapproche "de l'heure de vérité où les peuples du monde verront la vérité après que les médias occidentaux n'ont eu de cesse de présenter des stéréotypes sur le Qatar et la région, au point de les faire apparaître comme l'incarnation de l'arriération, de l'ignorance, des guerres et des conflits", commente le quotidien qatari **Al-Sharq**. Faisant fi des "campagnes de dénigrement racistes, le Qatar s'est focalisé sur la préparation de cet événement mondial, première édition de la Coupe du monde organisée dans le monde arabe, pour en faire la meilleure coupe de l'histoire", ajoute le journal.

"Le Mondial triomphe des campagnes de diffamation", titrait encore **Al-Raya**, autre quotidien

du pays, dès le 2 octobre. Il dénonçait "des campagnes de désinformation à la solde de gens qui veulent ternir" la réputation du pays. Toujours selon le journal, leur but consisterait à mettre en échec "le rêve d'organiser pour la première fois un Mondial sur un territoire arabe" et qui fera la fierté non seulement du Qatar, mais aussi "de tous les Arabes".

Le 9 novembre, le même journal se félicitait de la bonne organisation de l'événement à quelques jours du rendez-vous malgré l'enchaînement de "provocations et de mensonges destinés à embarrasser les Qataris pour qu'ils trébuchent et échouent à préparer l'événement".

Grâce à "ses sages dirigeants", le Qatar "a été à la hauteur de ses engagements", se gargarisait également **Al-Arab**. "Ne rentrons pas dans les détails, ajoute le quatrième grand quotidien arabophone du pays, mais notre cher pays est devenu un tableau qui ravit les regards. Il peut se vanter de la réalisation de projets incroyables dans un laps de temps record et qui nous éblouissent par leur beauté."

En réalité, écrit pour sa part **Al-Watan**, "ceux qui soutiennent le Qatar forment clairement la majorité, face à une minorité mue par un racisme odieux". L'appel au boycott par certains responsables, ONG ou villes est totalement "hypocrite", s'est plus globalement insurgé la presse arabe.

"Soudainement, à quelques semaines du début du Mondial, il y a eu un sursaut de conscience chez certains élus locaux en France", a ainsi commenté le quotidien panarabe **Al-Quds Al-Arabi**.

Par ailleurs, la presse locale a mis en avant les nombreuses activités récréatives, organisées en marge de la Coupe du monde, appelant les habitants à faire de leur mieux pour renvoyer la meilleure image possible aux supporters qui afflueront des quatre coins du monde.

**Al-Watan** a ainsi évoqué la coutume des Qataris de dresser des tentes dans le désert pendant les mois d'hiver pour y passer leurs soirées. Beaucoup de jeunes affirment qu'"ils seront prêts pour accueillir tous ceux qui viendront pour le Mondial".

Même appel dans **Al-Sharq** à faire bonne impression auprès des "centaines de milliers de visiteurs que l'on attend": "Ils seront probablement éblouis par les beaux hôtels, l'organisation épatante, la prospérité de la population et les voitures modernes, et probablement aussi par le climat, l'ordre et la propreté dans nos rues."

"Mais ce qui les éblouira plus que toute autre chose, poursuit le journal, ce seront les traditions et la culture des Qataris". "À nous de montrer que nous sommes avant tout un peuple hospitalier" qui n'a pas de répugnance pour "l'étranger qui vient chez nous. C'est le moment pour nous de montrer notre vraie nature, que ni les contorsions de la mondialisation ni les artifices de la modernité n'auront altérée."

Et de conclure: "Soyons les meilleurs ambassadeurs de notre patrie, qui a besoin de ceux qui la représentent au mieux. Quelle meilleure occasion pour le faire que ce moment où le monde entier sera réuni chez nous?"

— **Courrier international**

### Contexte

## Les hôtels, des bulles de liberté

●●● "Les hôtels sont le territoire neutre du Qatar, un havre de libéralisme dans ce pays conservateur, une parenthèse en dehors du réel", écrit l'anthropologue britannique John McManus, auteur d'un livre intitulé *Inside Qatar: Hidden Stories from One of the Richest Nations on Earth* ("Au cœur du Qatar: histoires secrètes d'un des pays les plus riches du monde", Icon Books, non traduit), dans le **Financial Times**. Les plus de 150 hôtels construits dans l'émirat pour la Coupe du monde – il n'y en avait que 19 en 2000 – constituent un monde à part. Ils sont "les poumons de Doha", comme le décrit un directeur d'hôtel, cité dans l'article. Non seulement pour les étrangers, mais aussi et surtout pour les Qataris. D'abord parce qu'ils sont les seuls endroits à servir de l'alcool. Un enseignant britannique explique qu'il boit plus au Qatar qu'au Royaume-Uni, même s'il n'y a qu'un seul magasin qui en vend et qu'"un permis est nécessaire pour y faire des emplettes". Boire de l'alcool en public et être en d'état d'ébriété est interdit. Dans les hôtels, c'est différent. Pour sauvegarder les apparences, un Qatari commandera un "thé glacé", et on lui rapportera "une théière remplie de whisky". Certes, le prix de l'alcool est l'un des plus élevés du monde – plus de 11 euros pour une bouteille de bière –, notamment à cause d'une taxe "péché" de 100 % sur les boissons alcoolisées. Ensuite ces hôtels, dans lesquels on trouve des bars mais aussi des boîtes de nuit, sont "un point de rencontre discret, où les hommes et les femmes peuvent échapper aux regards indiscrets". Comme l'alcool, le sexe au Qatar est une "activité clandestine". La loi criminalise les relations sexuelles extraconjugales, tout comme les relations homosexuelles, mais cela "ne signifie pas que chaque personne non mariée vit une vie de célibat", écrit McManus. Et puis ces hôtels sont aussi un havre de liberté pour les homosexuels, explique Mustafa Qadri, fondateur d'un groupe de défense des droits humains. "Souvent, les hôtels sont des lieux où ils se rassemblent, simplement pour avoir un espace de solidarité."

### Polémique

## "LE CANARD ENCHAÎNÉ" ACCUSÉ DE RACISME

"Islamophobie flagrante", "racisme" de la France et de sa presse: une caricature décrivant les footballeurs qataris comme des terroristes, parue en octobre dans le trimestriel satirique *Les Dossiers du "Canard enchaîné"*, a suscité l'ire et l'indignation des internautes qataris et arabes sur les réseaux sociaux. Le dessin, qui fait partie d'un numéro consacré au Qatar et à la Coupe du monde, représente des joueurs courant après un ballon qui tiennent des machettes, des fusils et des lance-roquettes. L'un d'eux porte une ceinture d'explosifs. "[Cette] caricature ignoble révèle le racisme flagrant et la haine de l'islam", écrit un internaute sur Twitter, cité par **Al-Jazeera**.

"Les médias européens utilisent depuis longtemps des tropes xénophobes et orientalistes pour dépeindre les Arabes et les musulmans sous un jour négatif, déplore de son côté le site **Doha News**, et ces récits sont souvent partagés par des dirigeants."



# LE FOOTBALL DANS LA GRANDE HISTOIRE DU MOYEN-ORIENT

Importé par les puissances coloniales dans la région, le football est au cœur de l'émancipation des nations et des bouleversements populaires du monde arabe depuis plus d'un siècle, rappelle ce professeur d'histoire, spécialiste de la région.

—Middle East Eye (extraits) Londres

**D**e loin le sport le plus populaire de la planète, le football tient une place particulière au Moyen-Orient. Fort d'une longue et riche histoire dans la région, il reste aussi la seule composante culturelle capable de fédérer les familles, les villes, les nations. Les communautés de supporters ont tantôt œuvré au premier plan des révoltes populaires, tantôt été exploitées par des autocrates au profit de leur régime. Le foot est invoqué dans les relations diplomatiques, en temps de guerre comme en temps de paix. L'histoire du football au Moyen-Orient, c'est celle de la région tout entière, et celle du destin de ses peuples.

En 2007, quand se prépare la Coupe d'Asie des nations, la sélection irakienne est en piteux état : depuis l'invasion de l'Irak par les États-Unis, menée après plus de dix ans de sanctions économiques qui ont affaibli Bagdad, le pays n'a plus les moyens de nourrir de sérieuses ambitions footballistiques. Pour se mettre à l'abri des ravages de l'occupation militaire et des violences religieuses, l'équipe doit aller s'entraîner en Jordanie. À la veille de son premier match de poules, son kiné, en route pour rejoindre la compétition, meurt à Bagdad dans un attentat à la voiture piégée.

**Série d'attentats.** Contre toute attente, l'Irak finira par brandir la Coupe d'Asie à Jakarta au terme d'une finale remportée de justesse, 1-0, contre l'Arabie saoudite. Une victoire cependant assombrie par les événements dans le pays : 50 supporters irakiens venaient de mourir dans une série d'attentats, tandis qu'ils fêtaient la victoire de leur équipe en demi-finale face à la Corée du Sud.

Les médias ont largement exalté la prouesse des Irakiens dans le contexte dramatique qu'ils vivaient, célébrant l'unité d'une équipe "transcendant les fractures religieuses" et "le pouvoir souverain du sport".

Trois ans plus tard, en 2010, la Fifa, l'instance dirigeante du football mondial, annonce l'attribution de l'organisation de la coupe du monde

2022 au Qatar. La nouvelle est accueillie dans un mélange de joie et d'incrédulité : le Qatar allait être le plus petit pays organisateur de l'histoire du Mondial, et le premier au Moyen-Orient. Porté par sa richesse gazière, l'émirat a fait valoir sa candidature en se présentant comme un fleuron des nouvelles technologies.

Quelques mois plus tard, une vague de révoltes populaires ébranle le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. L'un après l'autre, les régimes autoritaires de la région tanguent, menacés d'être remplacés par des systèmes plus représentatifs, et les médias passent à la loupe les divers mouvements sociaux qui se mobilisent contre des dictatures solidement assises.

En Égypte, où des manifestations monstres vont mettre fin à trente années de règne de Hosni Moubarak, les ultras jouent un rôle clé dans la défense des opposants face aux violences d'État. Forts d'une longue histoire, certains groupes de supporters fervents, tels que les Ultras Al-Ahlawy (de l'Al-Ahly SC, le club du Caire), sont bien placés pour connaître la férocité de la répression dans leur pays. Un membre de ce groupe résume ainsi : "On ne faisait pas que soutenir un club : c'est un système, un État, qu'on combattait. Nous étions en lutte contre la police, contre le gouvernement, pour nos droits."

Leur expérience se révèle précieuse quand Moubarak envoie à la fois des policiers et des hommes en civil pour disperser la foule, sur la place Tahrir du Caire et ailleurs dans le pays. Les

**"On ne faisait pas que soutenir un club : c'est un système, un État, qu'on combattait."**

Membre des Ultras du club du Caire, Al-Ahly SC



Ultras Al-Ahlawy repoussent les assauts des forces de l'ordre, protègent les civils et font en sorte de maintenir sur le régime une pression qui finira par chasser le dictateur du pouvoir. Pendant la période de transition qui suit, ces groupes de mordus de foot restent des piliers du mouvement

qui lutte contre l'emprise de l'armée sur la vie politique. En février 2012, après un match au stade de Port-Saïd, 74 supporters de l'Al-Ahly sont tués dans des attaques menées par des voyous en armes tandis que la police regarde sans rien faire. Ces "émeutes" ont probablement été planifiées en représailles contre l'engagement des Ultras Al-Ahlawy dans la contestation.

**SOURCE**



**MIDDLE EAST EYE**

Londres, Royaume-Uni  
middleeasteye.net

Fondé en février 2014, Middle East Eye est un site d'information panarabe situé à Londres. Grâce à un large réseau de correspondants, il couvre 24 pays et aborde des sujets politiques, économiques et sociaux.

**Place centrale.** Ce massacre est le pire drame de l'histoire du football en Égypte. La tragédie de Port-Saïd, estime un observateur, "a transformé un groupe de supporters contestataires en véritable entité politique". Le nouveau régime autoritaire d'Abdel Fattah Al-Sissi, soucieux d'étouffer tout mouvement politique indépendant au sein de la société égyptienne, a par la suite interdit toutes les organisations de supporters.

[À l'époque coloniale], les nationalistes égyptiens avaient vu la participation de leur pays aux Jeux olympiques de 1920 et de 1924 comme le signe d'une entrée pleine et entière dans le concert des nations. Dans la Palestine sous mandat britannique, des matchs de football pouvaient aussi bien être organisés par les autorités coloniales "pour apaiser la colère de la population arabe

opposée à la politique sioniste des Britanniques” [citation tirée du livre *Arab Soccer in A Jewish State. The Integrative Enclave*, “Footballeurs arabes dans l’État hébreu. Une enclave d’intégration”, non traduit] que par des colons sionistes et des Palestiniens désireux de mettre en avant leurs revendications territoriales.

En Jordanie, la création d’un tournoi de football annuel, dans le milieu des années 1940, est un moyen pour la monarchie hachémite de cimenter l’identité nationale.

Au Soudan, l’affectation de jeunes diplômés du Gordon Memorial College, université d’élite, à des postes à responsabilités dans la Fédération nationale de football était considérée comme “un entraînement précoce à la politique et aux affaires publiques” [citation tirée du livre *Living with Colonialism. Nationalism and Culture in the Anglo-Egyptian Sudan*, “Vivre avec le colonialisme. Nationalisme et culture dans le Soudan anglo-égyptien”, non traduit]. Le football, qui jouit d’une place centrale dans

## Dans son combat pour l’indépendance de l’Algérie, le FLN avait formé une équipe pour porter ses couleurs à l’international.

la vie publique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, reste ensuite un instrument de prédilection pour les mouvements anticoloniaux. Dans son combat pour l’indépendance de l’Algérie, le Front de libération nationale (FLN) avait ainsi formé une équipe de football pour porter ses couleurs à l’international.

Dans l’Égypte des années 1950, Gamal Abdel Nasser lutte pour le renversement par l’armée de la monarchie égyptienne et se démène dans ce but pour rallier à sa cause la Fédération égyptienne de football : il s’agit ainsi de mobiliser le soutien du plus grand nombre pour la nouvelle république [proclamée en 1953], et d’asseoir le pouvoir des forces armées et le rôle prédominant qu’elles allaient jouer dans la politique égyptienne.

Mais il est arrivé aussi que le football soit passé à la trappe au profit d’impératifs politiques plus urgents. Quand l’Égypte est défaite par Israël en 1967 au terme de la guerre des Six-Jours, Nasser suspend le championnat égyptien, qu’il qualifie de “distraction” détournant le peuple du grand objectif de libération nationale.

De même, à la veille de la révolution de 1979 en Iran, les opposants au shah dénoncent, dans l’obsession des Iraniens pour le football, une manœuvre délibérée de la monarchie Pahlavi pour soumettre le peuple et le rendre aveugle à la corruption et à la répression.

À la fin des années 1990, alors que s’ébauche la réflexion sur les conséquences de la mondialisation sur les sociétés locales, le football est souvent invoqué comme un outil de compréhension des relations internationales, [et une illustration] de l’économie néolibérale et de l’uniformisation de la culture populaire. Le

football comme instrument de paix devient un leitmotiv de l’époque. En témoignent les programmes lancés par les Nations unies pour promouvoir ce sport dans la résolution des conflits et le développement économique.

Lors de la Coupe du monde 1998, la rencontre entre les États-Unis et l’Iran, en match de poules, porte tout le poids de près de vingt ans d’hostilité entre les deux États. Ce match, monté en épingle et remporté 2-1 par l’Iran, a fortement joué sur les opinions publiques mondiales et dans les messages d’apaisement envoyés par les chefs d’État des deux pays.

**Détourner l’attention.** Porté par l’ouverture politique que semblait ménager la mondialisation du football, un auteur en vue a un temps envisagé pour le Moyen-Orient une “révolution par le football”, qui y aurait repoussé les forces de l’islam politique et de l’antiaméricanisme.

Avec le rachat de plusieurs clubs européens prestigieux par des groupes multinationaux, combiné à la marchandisation croissante du football mondialisé, le Moyen-Orient est devenu l’un des marchés les plus prometteurs pour cette industrie au XXI<sup>e</sup> siècle. La loi du marché et l’individualisme qui règnent en maîtres dans le néolibéralisme sont, aux yeux de certains, des menaces directes contre les “valeurs collectives” qui ont historiquement animé le football, ses compétitions et ses supporters.

C’est à partir de 2008 et du rachat de Manchester City par un fonds d’investissement émirati que les pays du Golfe ont commencé leur démonstration de force économique dans le monde du football, venant au passage relancer plusieurs grands clubs européens.

Bien souvent, les rivalités entre certaines sélections nationales et leurs supporters sont le reflet d’antagonismes politiques entre États, quand elles ne sont pas instrumentalisées par des dirigeants autoritaires pour mieux détourner l’attention de leurs propres faillites. Le duel entre l’Égypte et l’Algérie en 2009 pour une place au Mondial de l’année suivante en fut une parfaite illustration : les matchs de qualification furent l’occasion d’un déferlement de rhétorique hypernationaliste dans les médias des deux pays, et d’une flambée de violence chez les supporters.

Le vécu des amateurs de football au Moyen-Orient est bien souvent le reflet des réalités politiques et socio-économiques de leur pays, qu’il s’agisse de combattre une dictature ou de lutter contre la corruption et les discriminations.

Cette Coupe du monde 2022 au Qatar ne fait pas exception : cette opération à 200 milliards de dollars est moins le reflet des ambitions sportives d’un pays qu’une façon pour lui d’utiliser sa force de frappe financière sans égale pour œuvrer en faveur de ses intérêts nationaux.

—**Abdullah Al-Arian\***  
Publié le 11 octobre

\* **Abdullah Al-Arian** est professeur agrégé d’histoire à l’Université de Georgetown et à la School of Foreign Service au Qatar. Cet article est extrait de son livre *Football in the Middle East: State, Society, and the Beautiful Game* (Hurst/Oxford University Press, non traduit).

### Contexte

#### RESTRICTIONS SUR LA COUVERTURE MÉDIATIQUE

Des “restrictions très larges” pourraient avoir un “effet fortement dissuasif” pour les équipes de télévision étrangères qui s’apprêtent à couvrir le Mondial de football, a mis en garde en octobre **The Guardian**. Selon le quotidien britannique, le permis de tournage délivré par les autorités locales stipule qu’il sera interdit de filmer dans les bâtiments gouvernementaux, les universités, les lieux de culte, les hôpitaux, ainsi que les lieux d’habitation et les entreprises privées. Mais c’est surtout l’interdiction de filmer dans les maisons, appartements et autres lieux d’hébergement sans autorisation explicite du propriétaire qui retient l’attention. Car cela englobe les camps des travailleurs migrants, souligne **The Guardian**. Ces règles s’appliqueront également aux photographes, mais pas explicitement aux journalistes de la presse écrite.

✎ Dessin de Hajo paru dans **As-Safir**, Beyrouth.



SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

## Si vous avez raté le début

L’organisation par le Qatar de la prochaine Coupe du monde de football a suscité de nombreux débats dans la presse étrangère, que **Courrier international** suit avec attention dans son édition papier et sur son site Internet. Voici quelques articles à lire sur notre site.

Le petit émirat s’est vu attribuer, le 2 décembre 2010, le privilège d’accueillir l’une des plus grandes compétitions sportives de la planète. Une journée fatidique sur laquelle est récemment revenu le chef du service des sports du **Guardian**, qui dresse une liste impressionnante des pontes de la Fifa inquiétés, depuis, par la justice pour corruption.

Les critiques visant le Qatar ont été légion dès l’instant où le quotidien britannique a révélé le chiffre – contesté – de 6500 travailleurs étrangers morts entre 2010 et 2021.

Le quotidien **The Indian Express** raconte la détresse de familles d’ouvriers indiens morts sur les chantiers de construction des stades. Outre le sujet – plus vaste – des droits humains, les critiques se concentrent également sur la question environnementale. En 2019, **The Washington Post** alertait déjà sur le recours massif à la climatisation (et pas seulement des stades) du Qatar, qui promet, toutefois, la neutralité carbone pour la compétition.

Sans oublier les récentes révélations sur les soupçons d’espionnage de personnalités critiques du Qatar, sur l’invitation de supporters étrangers à condition qu’ils ne disent pas de mal du pays et sur les restrictions qui seront appliquées aux médias sur place. Autant de sujets polémiques qui posent la question du boycott de la compétition. Cette question divise le journal allemand **Die Zeit**, partagé entre le refus d’être complice de l’“énorme opération de communication” qu’est la Coupe du monde pour le Qatar et l’occasion qu’elle représente de parler de l’émirat. En tout cas, en banlieue parisienne, il ne sera pas question de boycott, peut-on lire dans un reportage du quotidien suisse **Le Temps**.

trans-  
versales.

techno

Environnement . 42

Signaux ..... 43

# La leçon de guerre hybride d'Audrey Tang

**Cybersécurité.** Pour la ministre des Affaires numériques de Taïwan, des “technologies ouvertes sur le monde” peuvent lutter contre la désinformation.



—Asahi Shimbun  
(extraits) Tokyo

**S**il les craintes d'une invasion de Taïwan par la Chine augmentent avec la détérioration des relations sino-américaines, les menaces les plus sérieuses auxquelles l'île est confrontée au quotidien sont les cyberattaques et les *fake news*. Audrey Tang [Tang Feng de son nom chinois] a été nommée [le 27 août] à la tête du nouveau ministère des Affaires numériques [elle suivait en tant que ministre sans portefeuille, depuis octobre 2016, le développement numérique]. Dans cette interview depuis Taipei se dégagent également des pistes pour contrer l'autoritarisme.

**ASAHI SHIMBUN :** Lors de la venue à Taïwan [en août] de Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, nombre de *fake news* ont été diffusées, comme celle évoquant une attaque de l'aéroport de Taïwan par la Chine.

**AUDREY TANG :** L'objectif est clair : effrayer et diviser la société taïwanaise. Ceux qui répandent des *fake news* cherchent à influencer sur la capacité de discernement des gens. C'est ce qu'on appelle la “guerre cognitive”, ou “guerre hybride” si elle est associée à une action militaire.

**Les institutions publiques de Taïwan ont subi [pendant la visite de Nancy Pelosi] un nombre de cyberattaques 23 fois supérieur au précédent record. La présidente Tsai Ing-wen a conclu à l'implication de la Chine.**

Taïwan accorde une grande importance à l'origine – locale ou étrangère – des attaques. Dans ce cas précis, elles ont été lancées de l'étranger, en passant par de nombreux relais. Selon les résultats d'une étude internationale menée par un institut suédois [le Digital Society Project, du Varieties of Democracy Institute, à Göteborg], cela fait neuf ans d'affilée que Taïwan est la première victime mondiale d'attaques étrangères de désinformation depuis 2013 [devant la Lettonie et la Palestine, en 2022]. Ces dernières années, l'écart s'est creusé entre l'île et le pays classé en deuxième position.

**En juin, vous étiez en Italie pour discuter avec des ministres européens de la “guerre hybride” qui sévit en Ukraine.**

À part moi, qui représentais Taïwan, 17 personnalités du monde entier ont participé à cette rencontre à huis clos. La

“guerre hybride” ne concerne pas que l'Ukraine et Taïwan. Pour faire front, les camps démocratiques doivent coopérer.

**Comment ?**

En matière de mesures contre les cyberattaques, l'exemple de l'Estonie (en proie aux menaces russes) est particulièrement intéressant. Ce pays, connu pour être à la pointe dans le domaine numérique, partage ses données administratives avec la Finlande et l'Islande au moyen du système X-Road [une plateforme garantissant la confidentialité, l'intégrité et l'interopérabilité des données]. En cas de cyberattaques, ses données sont ainsi protégées.

**Taïwan pourrait également utiliser ce système...**

Le ministère des Affaires numériques nouvellement créé a adopté le protocole [pair à pair] IPFS (InterPlanetary File System, ou système de fichiers interplanétaire), qui permet une gestion décentralisée des données. Les données ne sont pas stockées en un seul endroit, mais réparties sur les serveurs de multiples partenaires. Lors des dernières cyberattaques, des centaines de milliers d'ordinateurs situés

dans une centaine de pays nous ont aidés à protéger nos sites Internet officiels.

**Je suppose que vous vous efforcez de coopérer avec les pays démocratiques ?**

Internet relie les gens du monde entier. Nous ne cherchons pas uniquement à travailler avec les démocraties. Dans les pays non démocratiques, des personnes et des médias indépendants se battent également pour la démocratie et les droits humains. L'IPFS empêche notamment que des articles de médias ne disparaissent, censurés par les régimes. Nous entendons investir dans ces technologies et les ouvrir au monde.

**Peut-on utiliser l'IPFS dans un État autoritaire qui exerce un contrôle strict sur Internet ?**

La recherche sur les techniques de cryptage des informations est essentielle : il faut faire en sorte que les contenus ne puissent être lus à aucun des points de connexion. Et si les États autoritaires désirent se développer technologiquement et économiquement, ils ne peuvent pas totalement bloquer l'accès aux sites étrangers. Des articles de médias indépendants et des documents émanant de militants pour la démocratie sont, par exemple, publiés sur des sites Internet où

sont stockés les derniers programmes informatiques ainsi que les résultats des recherches sur l'intelligence artificielle (IA). Ces sites, même les États autoritaires sont obligés d'en autoriser l'accès à leurs citoyens. Leur blocage aurait immédiatement des effets négatifs.

**Face à l'invasion militaire russe, certains doutent néanmoins de l'efficacité de la coopération.**

Dans le cas de l'Ukraine, même avant la réaction du gouvernement de Volodymyr Zelensky, des gens du monde entier ont soutenu les Ukrainiens en envoyant des cryptoactifs, et des informations utiles ont été partagées entre l'Ukraine et l'étranger via les réseaux sociaux. Je crois que c'est en agissant que nous pouvons surmonter le sentiment d'impuissance.

**Quelles mesures envisagez-vous pour la société taïwanaise ?**

À la mi-août, j'ai participé à une réunion avec des acteurs taïwanais du secteur informatique pour discuter des récentes cyberattaques. Heureusement, les industries de l'électricité, de l'énergie et des technologies de pointe n'ont pas été touchées de manière significative. Mais tout le monde s'accorde à dire



INTERVIEW

✎ Audrey Tang.

Photo Audrey Tang

Trend Micro et l'ONG Taiwan FactCheck Center identifient aujourd'hui les désinformations à fort potentiel de diffusion et donnent l'alerte. Les citoyens signalent également à ce genre d'organisations les informations suspectes qu'ils trouvent sur Line [une application sud-coréenne de messagerie instantanée et d'appels vocaux et vidéo populaire en Asie] ou ailleurs.

### Des mesures excessives contre la désinformation n'empiètent-elles pas sur la liberté d'expression? Comment trouver l'équilibre?

Je pense que la liberté d'expression est ce qu'il y a de plus précieux; on ne doit pas l'entraver ni la sacrifier au nom de la lutte contre les *fake news*. La liberté de la presse symbolise le mieux la liberté d'expression. Il est important de montrer aux gens comment les journalistes professionnels, formés au métier, recueillent les informations et écrivent leurs articles. Sensibilisé au travail de journaliste, le public pourra employer les mêmes méthodes pour enquêter sur l'authenticité des contenus publiés. On élève ainsi la littératie médiatique [l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information] du public au niveau des journalistes.

De la même manière, pour empêcher la transmission du Covid, nous devons disposer des connaissances nécessaires en matière de santé publique. Publier des contenus humoristiques au potentiel de diffusion supérieur aux *fake news* est aussi un moyen efficace. Les gens résisteront davantage en renforçant leurs "anticorps mentaux".

—Koichiro Ishida

Publié le 1<sup>er</sup> septembre

### SOURCE

ASAHI SHIMBUN

Tokyo, Japon

Quotidien, 6 410 000 ex.

asahi.com

Fondé en 1879, chantre du pacifisme nippon depuis la Seconde Guerre mondiale, le "Journal du Soleil-Levant" est une véritable institution. Trois mille journalistes veillent à la récolte de l'information.



que les répercussions seraient énormes si les infrastructures clés étaient paralysées. Pour se défendre contre les cyberattaques, il est fondamental que le public et le privé travaillent ensemble. Des spécialistes de la cybersécurité jouent déjà le rôle d'intermédiaires, non seulement pour le gouvernement, mais aussi pour les entreprises et les autres parties prenantes, afin de renforcer les échanges d'informations.

### Et quelles mesures contre les *fake news*?

Le plus important est de repérer parmi la masse de désinformations qui circulent les contenus à fort potentiel de diffusion. C'est comme identifier parmi les variants du Covid qui apparaissent sans cesse ceux qui sont le plus contagieux. Une fois la source et les canaux de diffusion identifiés, des contre-mesures efficaces peuvent être prises.

### Qui peut s'occuper de ce travail d'enquête?

Il est important de créer l'environnement propice pour que les acteurs privés et les ONG puissent s'engager dans ce domaine, de sorte que les organismes publics ne soient pas les seuls à faire ce travail d'enquête. À Taiwan, le géant [japonais] de la sécurité [informatique]

## LA LETTRE TECH



PHILIPPE COSTE, à New York

# Schmitz contre Joe Biden, les blousés de la Silicon Valley et la fin de FTX

Mais qui est donc "Schmitz"? Selon Bloomberg, ce mystérieux dessinateur a surgi sur Internet à l'approche des élections de mi-mandat du 8 novembre, produisant au moins six dessins incendiaires. L'un d'eux, d'un racisme grotesque, représentait Raphael Warnock, le sénateur noir de Géorgie, en train de menacer, mine de gangster et revolver à la main, les électeurs blancs pour qu'ils embrassent la cause de Black Lives Matter. Une autre de ses œuvres assurait que Tim Ryan, candidat démocrate dans l'Ohio, libérerait les trafiquants de drogue des prisons de l'État. Du lourd.

La firme Graphika, spécialiste de l'analyse de la désinformation en ligne, n'a pu établir si Schmitz est un humain ou le pseudo d'une opération d'intox, mais elle a réussi à déterminer l'origine de l'opération : la Russie. Une fois encore, la très facétieuse Internet Research Agency, le bras techno des services de renseignements de Vladimir Poutine, a redoublé d'efforts pour tenter de faire élire des partisans de Donald Trump, ou tout au moins semer la zizanie dans l'électorat à l'approche d'un scrutin que Moscou jugeait décisif pour la poursuite de l'aide américaine à l'Ukraine. Sans grand succès cette fois, comparé à l'offensive durant les élections de 2016.

### Y a pas que le boulot...

"Vous vous êtes donnés corps et âme à cette entreprise", susurrant, pétri d'émotion et de reconnaissance, Mark Zuckerberg, patron de Meta-Facebook, le mercredi 9 novembre, juste avant de virer 11 000 de ses employés, victimes avant tout – il l'admet bien volontiers – du ratage stratégique de son mégaprojet de métavers, un réseau social en réalité virtuelle qui n'emballe encore personne. Cette purge massive se déroule dans des

conditions jugées décentes aux États-Unis, puisque les nouveaux chômeurs auront droit à six mois d'assurance médicale, à comparer au saccage social perpétré par Elon Musk chez Twitter.

Recode rappelle que les vagues de licenciements dans la tech – 118 000 postes supprimés en un an, notamment chez Netflix, Microsoft, Snapchat ou Stripe – ont surtout eu raison du mythe fondateur de la Silicon Valley : la confiance touchante et aveugle de milliers de salariés en leur bienveillant employeur prêt à toutes les largesses – blanchisserie gratuite, buffets généreux – pour maintenir sa main-d'œuvre dans les locaux jusqu'à des heures indues. Avec ménagement et compassion, une nouvelle foison de consultants éduqué désormais les masses laborieuses au "work-life balance", l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, et à l'existence insoupçonnée d'une vie à côté du boulot, pour mieux les préparer psychologiquement à la fin brutale de leur emploi. "En fin de compte, une entreprise reste un business, rappelle, à Recode, Brooks Scott, l'un de ces coachs. Même s'ils jurent mettre l'humain au premier plan." On tombe des nues.

### Un amour de SBF

Lundi 7 novembre, sa fortune s'élevait encore à 17 milliards de dollars. Depuis vendredi, les estimations, bien plus réalistes, évaluent ses avoirs à... zéro. Sam Bankman-Fried, alias SBF, né le 6 mars 1992, avait fait irruption il y a moins de cinq ans dans l'univers abscons des cryptomonnaies et réussi à bâtir, avant l'âge de 30 ans, deux bastions de la nouvelle finance : Alameda Research et FTX. Des institutions respectées – non, glorifiées, adulées, sanctifiées, révérees par le gotha de l'investissement mondial. Il a pourtant suffi

Tous les quinze jours,  
l'actualité de la Silicon  
Valley vue des États-Unis

d'une semaine, après le premier article un peu sceptique sur Coindesk, un site spécialisé dans les cryptos, pour que le château de cartes s'effondre dans une faillite retentissante, laissant des milliers d'investisseurs sous les décombres.

Forbes, mieux que les autres, dresse moins la chronique d'une arnaque d'ampleur planétaire qu'un réquisitoire contre l'effarante crédulité des partenaires financiers de SBF. Avec ses shorts et ses chaussettes blanches, sa toison d'ado coiffée avec un pétard, celui-ci s'était vu comparé au légendaire banquier J. P. Morgan, parce que le potache amateur de jeux vidéo incarnait la raison dans le négoce des cryptomonnaies et promettait 8 % de retour sur investissement à ses bailleurs de fonds même quand les marchés périllicitaient. Il se voulait aussi la bonne conscience du capitalisme, puisque ses profits étaient destinés, au nom de la philosophie de "l'altruisme efficace", à financer d'énormes dépenses philanthropiques. L'argent, on s'en rend compte maintenant, servait surtout à financer de puissantes opérations de relations publiques, des publicités et des campagnes électorales qui asseyaient sa réputation. L'affaire va se poursuivre pendant des semaines, et ce énième fiasco va refroidir quelque temps le marché des cryptos. En attendant pire...—



SUR NOTRE SITE  
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi  
La lettre tech.

## ENVIRONNEMENT



# Bhoutan, le bon élève

**Climat.** Le recours aux énergies renouvelables et l'interdiction de la déforestation à des fins commerciales ont permis au petit pays himalayen d'afficher un bilan carbone négatif.



—Nihon Keizai Shimbun  
Tokyo

Trois pays absorbent plus de gaz à effet de serre qu'ils n'en émettent : le Panama (en Amérique centrale), le Suriname (en Amérique du Sud) et le Bhoutan (dans la

chaîne de l'Himalaya, en Asie). Ce dernier s'avère même prêt à sacrifier son économie pour privilégier l'utilisation des énergies renouvelables, qui limitent les émissions de gaz à effet de serre. Ces trois États, de petite taille, sont comparables à un département du

Japon en matière de population ou de superficie. Une empreinte carbone négative se révèle par conséquent un objectif atteignable à l'échelle d'un gouvernement local.

La principale industrie du Bhoutan est le tourisme. Pourtant, alors qu'il a mis fin à la fermeture de ses frontières (mise en place en raison de la pandémie de Covid-19) et qu'il accueille de nouveau des voyageurs depuis le 23 septembre, le gouvernement a fixé à environ 200 dollars par nuitée [contre 65 dollars auparavant] la taxe de "développement durable" qui s'applique aux visiteurs étrangers. Le forfait journalier en vigueur jusqu'à présent pour les touristes était de 200 à 250 dollars et incluait les frais d'hébergement, les repas et cette taxe. Près du double sera désormais nécessaire pour couvrir l'ensemble des frais.

Cette augmentation a pour objectif la préservation de l'environnement. En dépit de l'inquiétude de certains professionnels du tourisme face à une éventuelle réduction du nombre de visiteurs, le ministre des Affaires économiques, Loknath Sharma, a affirmé au *Nihon Keizai Shimbun* : "La protection de l'environnement à long terme est plus importante que l'économie."

En novembre 2021, lors de la 26<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP26), qui s'est tenue en Écosse, le Bhoutan et les deux autres pays absorbants de CO<sub>2</sub> ont fait une déclaration commune : "Nous, les seules nations à avoir atteint un bilan carbone négatif, reconnaissons avoir la responsabilité unique de partager avec la communauté internationale nos mesures visant la lutte contre le dérèglement climatique."

Ils souhaitent transmettre au monde entier l'expérience qu'ils ont acquise, dont les points clés sont l'usage des énergies renouvelables et une protection rigoureuse de leurs forêts.

"Cela fait cinquante ans que notre État est engagé dans la voie d'un bilan carbone négatif, depuis l'entrée en fonction du quatrième roi du Bhoutan", souligne Sonam Phuntsho Wangdi, secrétaire de la Commission nationale pour l'environnement. Ce roi, arrivé à la tête du pays en 1972, avait interdit toute déforestation à des fins commerciales. En outre, la Constitution, établie en 2008, exige que les forêts couvrent au moins 60 % du territoire.

**Emplois et touristes.** Le royaume, enclavé entre l'Inde et la Chine, compte environ 800 000 habitants, soit l'équivalent de la population de la préfecture de Yamanashi [à l'ouest de Tokyo]. Quant à sa superficie, elle est proche de celle de Kyushu.

Dans la première moitié des années 1990, à cause de l'abattage d'arbres qui permettait d'obtenir des devises, les forêts ne couvraient plus que 50 % de la surface du Bhoutan. Ces dix dernières années, grâce à des drones et aux images satellite, l'utilisation des nouvelles technologies a permis de détecter la déforestation illégale. Par ailleurs, l'électricité du pays est issue de l'énergie hydraulique, qui n'émet pas de gaz à effet de serre, et des actions sont en cours pour favoriser l'agriculture biologique. En 2020, la forêt avait réinvesti jusqu'à 71 % du territoire.

Selon des données officielles publiées en 2020, les forêts bhoutanaises ont absorbé, en 2015, environ 7,75 millions de tonnes de gaz à effet de serre, soit une quantité éminemment supérieure aux 2,18 millions de tonnes rejetées par le pays.

Au Japon, la ville de Kunisaki, dans la préfecture d'Oita [à Kyushu], a déclaré, en janvier dernier, se fixer aussi comme objectif un bilan carbone négatif d'ici à 2050. Depuis le début de l'année, elle plante dans ses montagnes des essences d'arbres capables d'absorber une grande quantité de carbone. Elle prévoit également de recourir au système d'échange de quotas d'émission. Ces mesures de lutte contre le dérèglement climatique vont au demeurant de pair avec la création d'emplois, notamment pour l'entretien des forêts. De plus, la préservation de la nature constitue un facteur essentiel pour attirer davantage les touristes.

En cette année où d'intenses vagues de chaleur ont frappé la planète, alors que des catastrophes naturelles telles que feux de forêt et inondations menacent de plus en plus l'économie, l'heure est venue de nous imprégner de l'expérience de ces "pays développés" à empreinte carbone négative.

—Moyuru Baba

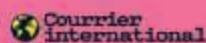
Publié le 30 septembre



## SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

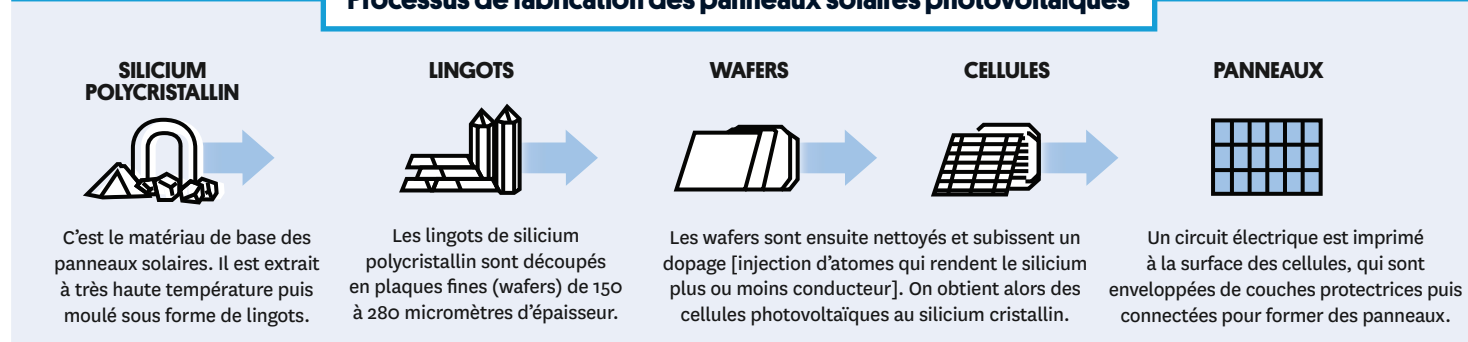


Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

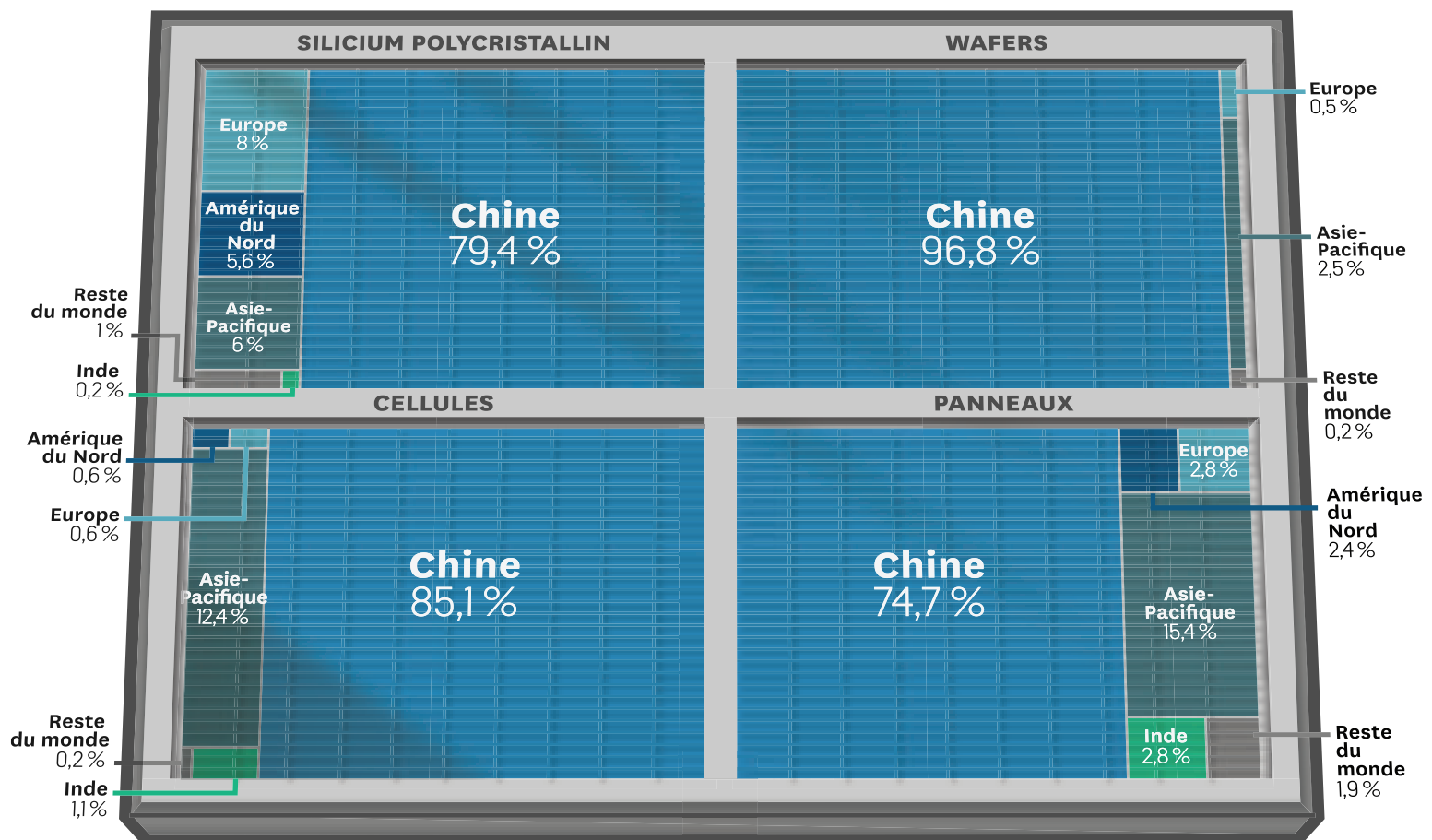
# La Chine, pays du solaire

Loin derrière, l'Inde occupe la deuxième place dans la fabrication de panneaux photovoltaïques.

## Processus de fabrication des panneaux solaires photovoltaïques



## Part des capacités de production par pays/région du monde en 2021



En 2010, la Chine assurait 55 % de la chaîne de fabrication mondiale. En 2021, cette part est passée à 84 %.



Le montant total des échanges commerciaux liés aux panneaux solaires s'élevait à plus de 40 milliards de dollars en 2021, en hausse de 70 % par rapport à l'année précédente.

Source



**VISUAL CAPITALIST.** Ce site canadien créé en 2011 propose des infographies sur des sujets tels que la technologie ou l'économie mondiale. Celle-ci, publiée le 30 août, s'appuie sur des données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

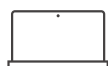
Elle montre que c'est la Chine qui bénéficie le plus de l'envolée des installations de panneaux solaires photovoltaïques. Il faut dire aussi qu'elle est le principal acteur du solaire, représentant près des deux tiers des investissements mondiaux.



# **CHAQUE JOUR, RETROUVEZ *L'HISTOIRE* AVEC UN GRAND F.**

**9h et 14h**

**FRANCK FERRAND RACONTE...**



Écoutez Radio Classique en direct ou replay sur [radioclassique.fr](http://radioclassique.fr),  
l'application mobile Radio Classique et en DAB+



*Carnet*

# SPÉCIAL COCKTAIL



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

RÉALISÉ PAR L'AGENCE COURRIER INTERNATIONAL INDÉPENDAMMENT DE LA RÉDACTION

## À MADRID, DES COCKTAILS INSPIRÉS DE COMÉDIES MUSICALES

En plein centre de la capitale espagnole, le bar à cocktails Zafyro recrée chaque soir la magie des meilleures comédies musicales de l'histoire.

Le Fantôme de l'Opéra, le Magicien d'Oz, Aladdin, la Belle et la Bête, Coco, le Roi lion... Plus d'une dizaine de cocktails "musicaux" inspirés des plus grands shows de Broadway sont à la carte du bar Zafyro, situé dans le quartier de Chueca.

Les propriétaires des lieux ont choisi de transformer leur passion pour les comédies musicales, et plus particulièrement pour les films Disney, en cocktails signatures.

José Luis Hurtado et Hernando Guerrero ont vu tous les shows à New York puis ont recréé une scène de chacun de ces spectacles pour leurs cocktails. Ils ont ensuite imaginé un décor, l'ont fabriqué à la main et sur imprimante 3D. En parallèle, les deux Madrilènes ont choisi une saveur et une odeur pour chaque boisson permettant d'identifier la comédie musicale.

L'arrivée du cocktail est accompagnée d'une expérience immersive avec des senteurs,

des couleurs, des lumières, du feu ou encore de la fumée. Le cocktail Aladdin arrive, par exemple, avec une lampe magique d'où sort un gros nuage de barbe à papa. Le cocktail La Belle et la Bête est présenté à l'intérieur d'un dôme dans lequel seule la fumée est visible. Quand on soulève la cloche, la boisson est inondée d'une odeur de résines, puis on voit apparaître le verre et un pétale de rose. Les clients paient 10 euros pour cette expérience de cocktails "musicaux".



recette

### LE FLUFFLY RUGGLES UN COCKTAIL MUSICAL

#### INGRÉDIENTS

50% de rhum Saint James  
50% de vermouth rouge

Le nom de ce cocktail est tiré d'une comédie musicale de Hattie Williams lancée au *Criterion Théâtre* de New York en 1908.

#### PRÉPARATION

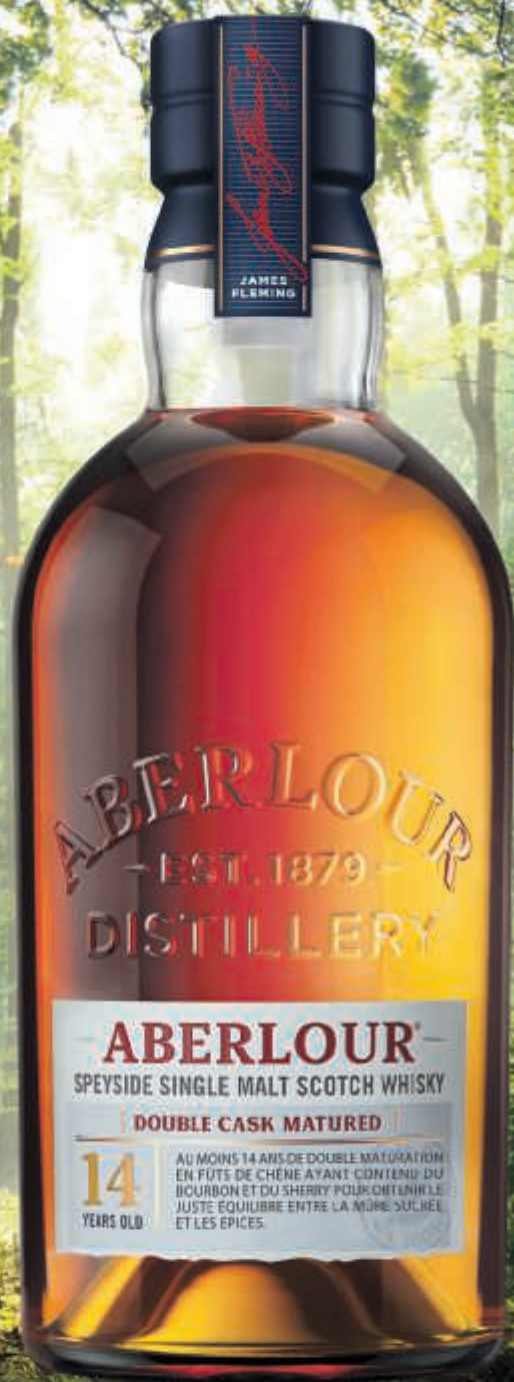
Technique : au shaker / Verre : verre à cocktail  
Type : short drink (7cl) / Temps : 3 mn

- Mélanger au shaker le rhum et le vermouth rouge.
- Verser dans un verre à cocktail en filtrant la glace du shaker.
- Insérer un zeste de citron.



© LOUIS HANSEL/UNSPLASH

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



## SANS ÉTUI, ON AGIT

**En supprimant progressivement  
les étuis non recyclables d'Aberlour,**

nous économiserons plus  
de 1,4 million de litres d'eau  
par an, faisant un pas de plus  
dans l'engagement d'Aberlour  
en faveur de la nature.

Cette démarche s'inscrit dans  
la continuité des actions menées  
avec Aberlour pour contribuer  
à la préservation des eaux  
du Speyside et de leur biodiversité.

Car c'est à ces eaux, qui entrent  
dans l'élaboration de nos whiskies,  
et à ce terroir écossais que nous  
devons le caractère généreux  
des single malts Aberlour.

**Pour en savoir plus  
sur nos engagements**



**ABERLOUR®**  
- EST.  1879 -  
**DISTILLERY**

**ABERLOUR, DE NATURE GÉNÉREUSE  
DEPUIS 1879**

**L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.**

## RECETTE : QUATRE COCKTAILS D'AUTOMNE À TESTER CHEZ SOI

À chaque saison ses cocktails ! Rien de plus rafraîchissant qu'un mojito en été, un gin tonic aux touches d'agrumes au printemps et un Christmas Eggnog en hiver. Découvrez les cocktails à déguster cet automne.

L'automne est la saison des pommes et des citrouilles, des desserts parfumés à la cannelle, et ce sont ces éléments qui inspirent les cocktails de la saison.

### AUTOMN FIZZ

#### INGRÉDIENTS

2 doses de gin  
1 cl de jus de citron  
Nectar d'agave  
Cidre de pomme pétillant  
Thym  
Pomme

#### PRÉPARATION

- Verser le gin, le jus de citron et le nectar d'agave dans un shaker.
- Secouer puis servir dans un verre.
- Arroser de cidre pétillant.
- Décorer avec du thym frais et une tranche de pomme.

### POMME CARAMEL MULE

#### INGRÉDIENTS

1,5 dose de vodka  
1,5 cl de caramel  
3 cl de cidre de pomme  
Ginger beer

#### PRÉPARATION

- Agiter tous les ingrédients avec de la glace.
- Verser dans une tasse.
- Ajouter le Ginger beer.
- Décorer avec une tranche de pomme.

### RUM OLD FASHIONED

#### INGRÉDIENTS

4,5 cl de rhum  
Quelques gouttes d'Angostura  
1 morceau de sucre  
Un filet d'eau  
Un zeste d'orange

#### PRÉPARATION

- Placer un morceau de sucre dans un verre
- Verser quelques gouttes d'Angostura et un filet d'eau plate
- Mélanger jusqu'à ce que le sucre soit dissous.
- Remplir le verre d'un gros glaçon et ajouter le bourbon.
- Décorer avec le zeste d'orange.

### CAMPFIRE SLING

#### INGRÉDIENTS

2 doses de whisky Aberlour  
1 cl de sirop d'érable pur  
Une touche de chocolat  
Quelques tranches d'orange

#### PRÉPARATION

- Ajouter tous les ingrédients dans un verre avec un gros morceau de glace.
- Bien mélanger.
- Libérer les huiles du zeste d'orange à travers un bâton en bois brûlant sur la surface de la boisson et servir.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



*La Distillerie Saint James élabore à Sainte-Marie en Martinique, sur des parcelles sélectionnées, un Rhum agricole Biologique dont la canne à sucre est cultivée sans engrais chimiques ni pesticides et récoltée à pleine maturité.*

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

## 360



## MAGAZINE

Le pari de Netflix	• Plein écran	.....	54
Gdansk, la perle de la Baltique	• Voyage	.....	56
Un Mondial parmi les escadrons de la mort	• Histoire	.....	58

# La mélodie de la terre

L'écologie sonore est une discipline scientifique en plein essor. Elle consiste à enregistrer et à étudier les paysages acoustiques de la planète pour évaluer la façon dont ils sont touchés par le brouhaha humain et la crise climatique. Mais sommes-nous prêts à écouter ? —*Canadian Geographic* [extraits] Ottawa

**N**otre planète a une bande-son. Elle est bien sûr interprétée par les oiseaux, qui rivalisent de trilles, pépiements, gazouillis, sifflements et clics dans le chœur de l'aube, mais les mammifères aussi jouent dans l'orchestre de la terre. Les lions rugissent. Les élans brament.

Les insectes, on le sait, sont bavards : n'importe quelle cigale vous le confirmera. Les poissons glougloutent. Des récifs coralliens s'élèvent des symphonies sous-marines dans lesquelles les crevettes marquent le rythme.

Les plantes aussi émettent des ondes sonores. Les jeunes petits pois écoutent attentivement le ruissellement de l'eau. Même les champignons parlent : d'après les scientifiques, le réseau mycorrhizien, qui relie les racines des arbres d'une forêt entre elles, est aussi babillard qu'une cour d'école à la récréation.

Le vent siffle. L'eau fait ploc ploc. Le tonnerre gronde. Les glaciers grincent et la croûte terrestre craque.

Ensemble, ces sons racontent une histoire que les scientifiques commencent tout juste à déchiffrer. "Le son est une chose vraiment merveilleuse qui nous entoure et que nous avons tout simplement ignorée, non seulement en tant que société mondiale, mais aussi en tant que communauté scientifique", déclare Bryan Pijanowski, directeur du Centre pour les paysages sonores mondiaux de l'université Purdue, dans l'Indiana [aux États-Unis]. En 2011, il a créé une nouvelle discipline avec quelques collègues : l'écologie du paysage sonore.

L'idée que les sons sont des indices de la santé de notre monde a commencé à être examinée il y a environ soixante ans, lorsque la biologiste américaine Rachel Carson a publié son livre choc sur les oiseaux décimés par les pesticides, *Printemps silencieux* [dont une édition augmentée vient d'être publiée en français, aux éditions Wildproject].

Au cours des décennies qui ont suivi, les nouvelles générations de scientifiques ont de plus en plus pris la mesure de l'importance de l'écosystème sonore planétaire pour les animaux qui communiquent par le son. "Nous sommes une espèce tellement visuelle que nous avons disqualifié le son comme moyen d'évaluer et de mesurer les changements qui se produisent sur notre planète", relève Bryan Pijanowski.

## SOURCE



## CANADIAN GEOGRAPHIC

Ottawa, Canada

Bimestriel

[canadiangeographic.ca](http://canadiangeographic.ca)

Lancé en 1930, c'est le magazine de la Société géographique royale du Canada, un organisme à but non lucratif. Comme la revue l'explique sur son site Internet, son objectif est de mettre en valeur le pays, "son passé, son présent et ses futurs possibles". Elle ne se restreint pas à la géographie et traite aussi de sciences, de voyage et de culture.



ENVIRONNEMENT

↓ Dessin d'Ale+Ale, Italie,  
pour Courrier international.



50 ← La vérité est que la terre chante un air étrange, et troublant. La biophonie de la planète – l'ensemble des sons émis par les organismes vivants – est de moins en moins vibrante. Les humains abattent les forêts, retournent la terre, vident les mers, tuent les animaux sauvages et introduisent des espèces envahissantes.

Le bioacousticien et musicien [américain] Bernie Krause a rassemblé la première collection du monde de sons de la nature. À la fin des années 1960, il a commencé à enregistrer tous les sons qui habitaient les forêts tropicales d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique, s'écartant de la pratique habituelle consistant à chasser des voix en particulier. Il voulait savoir ce que les animaux entendaient dans le monde qui les entourait, si chaque partie de la planète avait un paysage sonore spécifique dans une tonalité particulière, et ce qui se passait la nuit.

Le résultat a été 4500 heures de bandes audio. *“Écouter en ouvrant grand les oreilles a suscité en moi un sentiment d'humilité extraordinaire et m'a offert un cadeau sacré : le souvenir d'un son vivant dans un endroit et à un moment précis”*, écrit-il dans son livre *Le Grand Orchestre des animaux* [éd. Flammarion, coll. “Champs”, 2018].

Aujourd'hui, près de la moitié de ces paysages sonores n'existe plus que dans sa bibliothèque. Ce sont des fossiles acoustiques. Et ceux qui restent sont très appauvris et en concurrence avec tous les sons produits par l'homme : l'anthropophonie. Ce ne sont pas seulement nos voix, toujours plus nombreuses, qui font du bruit, mais aussi ce que nous faisons. Nos usines, nos voitures, nos bateaux, nos avions à réaction, nos bombes, nos bulldozers et nos climatiseurs.

Plus sinistre encore, nous sommes en train de changer l'un des principaux supports de propagation du son. La concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère rend l'air plus chaud et plus humide, ou plus chaud et plus sec, ce qui désaccorde les instruments de la planète. L'océan aussi devient plus chaud et moins salé, ce qui accélère la vitesse de déplacement des ondes sonores. La terre parle. L'écoutons-nous? *“Pas du tout”*, constate Pijanowski.

Pour les baleines et autres animaux marins, le son est bien plus important que la vision. Les ondes sonores se propagent dans l'eau presque cinq fois plus vite que dans l'air, ce qui en fait un milieu idéal pour la communication par sonar. De plus, une partie de la vie des animaux marins se passe dans des eaux trop profondes pour que la lumière parvienne jusqu'à eux, ce qui réduit les occasions de recourir à la vue. Et dans l'océan Arctique et l'océan Austral, les mammifères marins vivent sans lumière du soleil pendant la moitié de l'année, ce qui les rend entièrement dépendants de ce qu'ils entendent.

*“Ils évoluent dans un monde de sons. Chaque bruit leur donne une information*, souligne Valeria Vergara, codirectrice du programme de recherche sur les cétacés à la Fondation Raincoast pour la conservation, en Colombie-Britannique [au Canada]. *Il leur indique où ils se trouvent par rapport aux autres membres de leur groupe, à quelle distance est leur petit, dans quelle direction aller, ou bien l'emplacement d'un trou ou d'un chenal dans la glace où ils pourront chasser.”*

Il reste encore beaucoup à apprendre sur la façon dont les animaux utilisent le son. On sait par exemple que les



grenouilles et les crapauds se servent de leur voix pour attirer les partenaires, que les oiseaux chantent pour donner l'alerte, défendre leur territoire et faire savoir aux autres qu'ils sont là. Les chauves-souris ont recours à l'écholocation pour trouver leurs proies, et les poissons pour migrer et synchroniser leur reproduction.

Il semblerait que les animaux communiquent également entre espèces en se créant une niche acoustique dans un paysage sonore global, à la façon des harmonies d'un chœur. Grâce à cela, les scientifiques peuvent déterminer ce que Pijanowski appelle le *“patrimoine sonore”* d'un écosystème : mesurer l'éventail des sons dans une zone donnée permet de déduire comment et quand les différents animaux y sont apparus. On *“entend”* littéralement l'évolution.

Mais, précise Pijanowski, il n'existe pas encore de catalogue recensant tous les sons émis par un animal donné, sauf pour la plupart des oiseaux. Lorsqu'il s'agit d'écouter un écosystème entier plutôt que les individus qui le composent, les informations les plus élémentaires font souvent défaut.

### Qu'arrive-t-il à un paysage sonore lorsqu'une espèce disparaît? Une autre espèce vient-elle prendre sa place, ou celle-ci reste-t-elle vide?

C'est pourquoi il s'est donné pour mission d'enregistrer les paysages sonores les plus vierges possibles dans les différents biomes recensés sur terre. Pour l'instant, il en a immortalisé 27, dont certains dans les régions les plus isolées de la planète, comme les steppes orientales de Mongolie. Il s'agit de la première base de référence de ce type, et Pijanowski voudrait la confronter aux recherches sur le dérèglement climatique et sur la disparition des espèces. Ce qu'il veut aussi savoir, c'est comment les humains réagissent aux changements acoustiques.

Sa tâche est moins ardue que lorsqu'il a débuté. Les technologies permettant de collecter les sons ont énormément progressé ces dernières années. Presque du jour au lendemain, une pratique qui était laborieuse et sujette aux défaillances techniques (un risque bien réel lorsqu'on travaille avec des microphones reliés à un ordinateur dans une valise) est devenue beaucoup plus aisée : de nos jours, il est possible d'installer des dispositifs d'enregistrement passif et d'écouter des flux satellites. Les progrès de l'intelligence artificielle facilitent également de plus en plus l'analyse des enregistrements.

Qui exactement, ou quoi, produit les sons? Qu'arrive-t-il à un paysage sonore lorsqu'une espèce disparaît? Une autre espèce vient-elle prendre sa place, ou celle-ci reste-t-elle vide? Les outils d'exploration des données sont aujourd'hui si performants qu'ils peuvent donner un début de réponse à ces questions, en recherchant des schémas ou des motifs dans les enregistrements.

Mais les progrès technologiques n'expliquent pas à eux seuls l'intérêt grandissant pour la bioacoustique, qui suscite une véritable passion. Le nombre d'articles scientifiques publiés dans ce domaine est passé d'une poignée par an au début des années 1990 à plusieurs centaines

aujourd'hui. Un pas immense a été franchi depuis 1977, lorsque le musicien canadien Raymond Murray Schafer a popularisé l'expression *“paysage sonore”* dans un livre qui a fait date, *Le Paysage sonore : le monde comme musique* [traduit en français par les éditions Wildproject]. Il s'agissait autant d'un essai sur le son qu'une exhortation lyrique aux futurs chercheurs et musiciens à devenir les *“témoins auditifs”* de la planète. Il a dit un jour : *“Le monde est une immense composition musicale qui se déploie en permanence devant nous, sans début et vraisemblablement sans fin.”*

La Bibliothèque mondiale de la biophonie sous-marine (Global Library of Underwater Biological Sounds, ou Glubs) insiste également sur la nécessité d'ouvrir nos oreilles. Fruit de la collaboration de dix-sept scientifiques de neuf pays, la Glubs a annoncé au début de l'année son objectif de rassembler toutes les banques de sons sous-marins dans une seule plateforme accessible par Internet. Ce projet est né de la prise de conscience croissante du fait que les humains ne se sont pas contentés de réchauffer la planète, modifier ses paysages, pousser un million d'espèces au bord de l'extinction et bouleverser le régime des pluies, des vents et des saisons, mais que nous nous sommes également immiscés dans les voies immémoriales et secrètes empruntées par les animaux sauvages pour communiquer et survivre.

*“Ce n'est pas tout à fait un sentiment de perte*, confie Pijanowski en parlant de ce qu'il ressent à devoir courir contre la montre pour enregistrer la voix de la planète. *Je me dis que nous ne savons pas ce que nous faisons, que nous n'y pensons même pas, et cela m'effraie.”*

Pendant la première semaine de sa vie, un bébé béluga a du mal à lancer ce que les biologistes appellent son *“appel de contact”*. Les bélugas, ces célèbres baleines blanches à l'allure comique, émettent des centaines de sons différents, mais l'appel de contact est particulièrement important : il sert à maintenir la cohésion du groupe et permet à une mère et son petit de toujours savoir où l'autre se trouve. Mais dans les jours qui suivent

sa naissance, le petit béluga n'a pas beaucoup de voix et son appel de contact est faible.

Valeria Vergara a commencé à se demander si la vague de bruits d'origine humaine dans l'océan affectait la capacité de la mère à entendre son petit. Ses collègues et elle étaient particulièrement inquiets pour les 900 bélugas qui vivent dans l'estuaire du Saint-Laurent, au cœur d'une région [québécoise] fortement industrialisée. Un nombre anormalement élevé de leurs nouveau-nés sont morts depuis 2008.

Les recherches de Vergara et ses collègues, publiées l'année dernière dans la revue *Polar Research*, ont montré qu'en présence d'un bruit de bateau les appels de contact de bélugas âgés de quelques jours sont deux fois moins forts que lorsque l'estuaire est calme. Si l'on ajoute à cela les menaces que représentent les déversements de substances toxiques, la prolifération d'algues nocives, le risque d'être pris au piège dans des cordes ou des filets et la diminution de la nourriture disponible, le tableau

## Les hommes se sont immiscés dans les voies immémoriales empruntées par les animaux sauvages pour communiquer et survivre.

est sombre. "Si quelque chose vient séparer une mère de son petit, elle risque de ne pas le retrouver parce qu'elle ne l'entendra pas", insiste la scientifique.

Si les répercussions du bruit généré par les activités humaines sont un sujet de recherche évident pour les scientifiques, des études sont également en cours sur les effets plus subtils du réchauffement climatique. "On insiste beaucoup sur le bruit anthropique et la façon dont il modifie le paysage sonore, déclare Ashlee Lillis, une biologiste marine canadienne qui a fondé l'institut de recherche indépendant Sound Ocean Science. Mais un jour, je me suis demandé si les sons biologiques déjà existants subissaient également des modifications."

Prenons la crevette pistolet. Les scientifiques aperçoivent rarement l'une des quelque 600 espèces tropicales de ces crevettes qui vivent dans les récifs coralliens, mais ils peuvent les entendre. Elles sont à l'origine de certains des sons les plus répandus dans l'océan. Ashlee Lillis a découvert que la voix des crevettes change avec le réchauffement de l'eau, lié à l'augmentation de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Non seulement les crevettes pistolets colonisent d'autres parties de l'océan, mais elles font également plus de bruit et plus souvent à mesure que la température de l'eau monte. "Si vous êtes une larve d'huître, vous allez trouver ça génial", dit-elle, faisant allusion à sa découverte selon laquelle les larves d'huîtres pourraient choisir le récif sur lequel elles vont s'installer parce qu'elles sont attirées par les sons émis par les autres espèces qui y vivent. "Mais si vous êtes un poisson qui a besoin de parler aux autres poissons, ou d'utiliser la communication acoustique pour vous accoupler ou pour autre chose, vous n'allez pas apprécier du tout d'entendre soudain beaucoup de crevettes faire beaucoup de bruit et masquer les autres sons", explique-t-elle.

Sur la terre ferme, le réchauffement climatique modifie le rythme du paysage sonore. Dans

un écosystème sain, décrit Pijanowski, les insectes et les amphibiens sont les "batteurs" qui marquent le rythme. Leur activité varie en fonction des saisons et de la température de l'air ou du sol. Comme les hivers et les printemps sont de plus en plus chauds, ils deviennent actifs et se reproduisent plus tôt. Mais ce qui détermine à la base le cycle de vie des oiseaux et des mammifères, c'est la quantité de lumière et non la température. Or la quantité de lumière ne change pas. C'est comme si toutes les parties d'un orchestre jouaient la même partition à des moments différents.

De plus, rapportent Bernie Krause et ses collègues dans un article paru récemment dans *Trends in Ecology & Evolution*, la température a un effet direct sur l'activité des neurones et des muscles impliqués dans la production du son chez toutes sortes d'animaux terrestres et aquatiques. Elle modifie la tonalité et le volume des voix ainsi que le taux de répétition. Tous ces paramètres sont altérés par le réchauffement de la planète.

Les phénomènes météorologiques inhabituels, comme les fortes pluies, les canicules, les incendies de forêt, les sécheresses, les inondations et les cyclones – qui sont tous en augmentation –, peuvent également perturber la symphonie de la terre. Ces événements modifient la forme des ondes sonores, car celles-ci réagissent à la température ou au taux d'humidité, mais peuvent aussi noyer les vocalisations des animaux qui essaient de se connecter les uns aux autres.

Par exemple, selon une étude publiée cette année dans *Proceedings of the National Academy of Sciences*, les bandes-son des forêts amazoniennes qui ont subi plusieurs incendies font entendre une gamme de voix beaucoup plus restreinte que celles des forêts qui n'ont brûlé qu'une seule fois ou qui ont été exploitées puis laissées à l'abandon.

Beaucoup d'altérations de l'empreinte sonore de la planète seront amplifiées par l'augmentation de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. L'acidification des océans, causée par la dissolution du dioxyde de carbone atmosphérique dans l'eau, empêche déjà certains animaux marins d'utiliser les sons, même s'ils peuvent en émettre.

Une étude publiée l'année dernière dans *Proceedings of the Royal Society B : Biological Sciences* portant sur des vivaneaux sauvages capturés à Ruakaka, en Nouvelle-Zélande, a montré que les otolithes, des os minuscules situés dans l'oreille interne des poissons, devenaient à la fois plus gros et plus asymétriques dans une eau plus acide. Avec de tels otolithes, les vivaneaux ne peuvent pas entendre les fréquences basses, les plus importantes pour eux. L'acidité perturbe également le fonctionnement de leur cerveau et rend la prise de décision difficile. C'est une bien mauvaise donne pour survivre dans l'océan du futur.

Une autre mélodie s'élève cependant dans cette course pour déchiffrer le code musical de la terre. C'est un chant d'espoir.

**P**lutôt que d'immortaliser des paysages sonores ou d'essayer de comprendre comment et pourquoi ils changent, certains scientifiques ont décidé d'utiliser ce que dit notre planète afin de la protéger. Une équipe de chercheurs dirigée par Sarab Sethi, de l'université de Cambridge [au Royaume-Uni], est en train de mettre au point des systèmes de surveillance alimentés par énergie solaire qui signalent en temps réel les chasses ou les abattages d'arbres illégaux dans des zones protégées. Ils sont capables d'identifier le grondement des tronçonneuses, les coups de hache et les claquements des fusils.

Pour Simon Butler, biologiste spécialiste de la conservation à l'université d'East Anglia, au Royaume-Uni, le plus important est de ressusciter les paysages sonores disparus. Il a récemment utilisé les recensements annuels d'oiseaux effectués par des "scientifiques citoyens" pour reconstituer plus de 200 000 paysages sonores d'Amérique du Nord et d'Europe tels qu'ils étaient il y a un quart de siècle, lorsque les oiseaux étaient beaucoup plus nombreux. Dans un podcast de la revue *Nature* consacré à ses travaux, il envisage la possibilité de représenter ces paysages sonores tels qu'ils seront à l'avenir, lorsque le réchauffement climatique aura poussé les espèces à se déplacer vers d'autres lieux. Alerter sur les pertes à venir pourrait être un autre moyen de nous faire prendre conscience de l'importance de la nature et de sa protection.

D'autres études, comme celles menées par Ashlee Lillis au large de la Caroline du Nord, vont encore plus loin. Elles montrent que diffuser la symphonie jouée par des paysages sonores en bonne santé dans des écosystèmes marins dégradés peut contribuer à les restaurer. Les sons fantômes d'écosystèmes disparus diffusés par des haut-parleurs au fond de la mer sont entendus par les larves d'huîtres. Ils les encouragent à se fixer sur les coquilles abandonnées par leurs ancêtres et à reconstruire leur habitat.

Mais ce n'est pas une solution miracle, s'empresse de noter Ashlee Lillis. Il ne sert à rien d'attirer les larves bâtisseuses de récifs dans des endroits si dégradés qu'elles ne pourront pas survivre. Il faut en même temps s'attaquer aux grands problèmes environnementaux auxquels le monde est confronté.

Mais chaque pas, même le plus petit, est déjà un acte de réparation.

—Alanna Mitchell  
Publié le 12 août



plein écran. 

↓ Le jeu *Oxenfree*, publié par Netflix, est plébiscité par la critique. © Netflix



—Los Angeles Times (extraits)  
Los Angeles

Dans une sombre caverne située sur une île lugubre, une adolescente tripote le bouton de sa radio. Des sons étranges se font entendre. En changeant la fréquence, la jeune femme ouvre un portail sur une autre dimension, et met ses amis en péril. Bienvenue dans *Oxenfree*, un thriller surnaturel qui approfondit les thèmes du deuil et du passage à l'âge adulte.

*Oxenfree* n'est ni une série télé ni un film : c'est un jeu auquel on peut jouer pendant des heures sur un téléphone portable [il en existe aussi des versions pour consoles et ordinateurs]. Et c'est l'un des 35 jeux que Netflix met gratuitement à disposition de ses abonnés via son application mobile. Le géant du streaming prévoit d'augmenter ce nombre à 50 d'ici la fin de l'année.

“Le jeu allie créativité et technologie, et il est donc tout naturel que Netflix, une entreprise qui mise aussi sur un équilibre entre la créativité et la technologie, l'art et la science, s'y intéresse”, explique Mike Verdu, un ancien cadre de Facebook et d'Electronic Arts [éditeur de licences telles que *Les Sims* ou *Fifa*] qui, depuis l'an dernier, occupe le poste de vice-président chargé

## Netflix tente sa chance dans le jeu vidéo

Pour faire face à la concurrence dans le streaming et consolider sa base d'abonnés, Netflix mise sur les jeux mobiles. Les débuts, quoique discrets, sont prometteurs.

du développement des jeux vidéo chez Netflix. “On veut offrir les meilleures expériences de divertissement à nos [223 millions d'] abonnés, et ça inclut des jeux intéressants.”

L'offensive de Netflix dans le secteur des jeux vidéo s'inscrit dans les efforts déployés par le groupe pour diversifier ses activités et élargir sa clientèle. L'entreprise de Los Gatos, en Californie, doit en effet résister à la concurrence de plus en plus féroce de

rioux comme Disney+ et HBO Max. La baisse de son nombre d'abonnés a poussé Netflix à licencier des centaines d'employés plus tôt cette année. Le groupe a aussi mis de côté ses réticences de longue date à diffuser des publicités sur la plateforme. À la mi-octobre, toutefois, les perspectives étaient plus encourageantes : Netflix a annoncé avoir gagné 2,4 millions d'abonnés au cours du précédent trimestre.

L'expansion de l'offre de Netflix au-delà des films et des séries télévisées pourrait, en définitive, aider le service de streaming à attirer une clientèle plus jeune, et à garder les abonnés qu'il a déjà. “À mon avis, plus une plateforme offre des services de divertissement, plus elle est attrayante et moins elle risque de perdre des abonnés”, explique Kevin Westcott, qui dirige aux États-Unis la filiale technologie, médias et télécommunications de Deloitte [un grand cabinet de conseil et d'audit britannique].

**Achats à bas bruit.** Depuis qu'elle a annoncé son intention de développer des jeux mobiles, l'an dernier, la plateforme a discrètement mis la main sur plusieurs studios de petite ou moyenne taille, dont Boss Fight Entertainment, un développeur de jeux mobiles basé au Texas, Next Games, un studio finlandais, et Night School, un studio californien dont une des créations, *Oxenfree*, s'est progressivement révélée être un succès multiplateforme. Le jeu, d'abord sorti en 2016, a été réédité par Netflix cet automne avec de nouveaux contenus et dans plusieurs langues.

Netflix, qui possède déjà un studio de production de jeux vidéo en Finlande, est en train d'en implanter un autre dans le

sud de la Californie. Ce dernier studio sera dirigé par Chacko Sonny, qui a supervisé la production de *God of War : Ascension*, puis a été producteur exécutif de la franchise *Overwatch*.

À la mi-octobre, à l'occasion de l'événement TechCrunch Disrupt, qui s'est tenu à San Francisco, Mike Verdu a [par ailleurs] révélé que la plateforme de streaming "envisageait très sérieusement d'offrir un service de cloud gaming pour atteindre [sa] clientèle sur la télé et l'ordinateur".

Après les séries et les films, il semble tout naturel que Netflix tente une incursion dans le jeu vidéo. Le groupe souhaite exploiter un vaste marché (plus de 3 milliards de personnes dans le monde jouent à des jeux vidéo) et tirer profit des changements qui se produisent dans l'industrie. De nombreux consommateurs préfèrent en effet ne pas payer pour des jeux mobiles, et optent pour des titres gratuits qui contiennent des publicités ou offrent des options supplémentaires payantes [par des microtransactions]. Il peut être difficile de financer le développement de jeux mobiles plus complexes dans un tel contexte. Signalons qu'il n'y a pas de publicités, ni d'achats intégrés, dans les applications de jeu que propose Netflix [dans le cadre de son abonnement].

L'offre vidéoludique de Netflix est aussi éclectique que ce à quoi nous a habitués la plateforme. Parmi les titres les plus populaires se trouve *Asphalt Xtreme*, un jeu de course tout-terrain. Il y a aussi *Knittens*, un jeu dans lequel il faut résoudre des énigmes et recueillir de la laine pour "tricoter" des tenues pour chat, et le mystérieux *Before Your Eyes*, un jeu encensé par la critique dans lequel un jeune garçon décédé se remémore sa vie. Le joueur contrôle la progression du récit en cliquant des yeux devant l'écran.

"Il n'est pas viable d'offrir des jeux comme les nôtres au prix auquel sont habitués les utilisateurs d'applications mobiles, explique Oliver Lewin, le directeur du jeu *Before Your Eyes*. On ne savait pas trop comment faire pour régler le problème. Le fait d'intégrer le jeu à une formule d'abonnement plus large est une bonne solution."

Le moment venu, Netflix espère développer des jeux vidéo autour de ses créations originales, comme le programme de télé-réalité *Séduction haute tension*. La plateforme s'est déjà associée avec des entreprises ayant créé des marques populaires, dont *Exploding Kittens*, connu pour son jeu de cartes du même nom.

Mais la stratégie comporte aussi des risques. De nombreux autres acteurs de l'industrie ont tenté, en vain, de prendre pied sur le marché du divertissement interactif. Récemment, Google, géant de la tech, a annoncé l'arrêt de son service de *cloud gaming*, Stadia, qui n'a pas réussi à s'imposer auprès des utilisateurs.

## Repères

### Des "pépites" bien cachées

"Netflix a quelques excellents jeux" dans son catalogue, "de vraies pépites", s'enthousiasme **Kotaku.au**. L'édition australienne du site spécialisé dans la culture geek applaudit particulièrement *Before Your Eyes*, "dont la narration prend aux tripes", ou *Poinpy*, "un petit jeu irrésistible dès la première minute". Mais il déplore la difficulté d'accéder

à ces titres, qui ne sont pas disponibles sur les téléconnectées, ni sur les consoles disposant d'une appli Netflix. Même sur smartphone, il n'est pas possible d'y jouer sur l'application de la plateforme. Il est nécessaire d'effectuer un téléchargement à part puis de fournir les identifiants de son compte Netflix.

Le groupe Walt Disney, dont les propriétés intellectuelles sont les plus connues du monde et qui propose un catalogue de jeux appréciés du public, comme *Epic Mickey* et *Disney Infinity*, n'a pas réussi à faire sa place dans le secteur et a fini par opter pour un modèle axé sur l'octroi de licences à des médias interactifs.

Amazon cherche aussi depuis longtemps à faire décoller sa branche vidéo-

d'échec des applications est élevé : si l'on se fie aux données d'Apptopia, la plupart des jeux mobiles n'atteignent jamais le million de téléchargements.

On ignore encore si l'offre attirera de nouveaux abonnés ou si elle permettra d'empêcher certains usagers de la plateforme de se désabonner. Les dirigeants de Netflix sont conscients des obstacles qu'ils devront surmonter, mais ils insistent sur le fait qu'ils s'engagent sur la durée.

Sean Krankel et Adam Hines, les deux cousins qui ont fondé le studio Night School, situé à Glendale [dans le comté de Los Angeles], savent à quel point il peut être difficile de tirer son épingle du jeu dans le milieu du jeu vidéo. "Pour les studios indépendants, c'est soit le festin, soit la famine, explique Sean Krankel, un ancien de chez Disney Interactive, un studio qui a disparu depuis. Quand on sort un jeu et qu'il n'obtient pas le succès escompté, on doit décider s'il vaut mieux passer rapidement à autre chose ou revoir le jeu et régler les problèmes."

**Accueil chaleureux.** Il ajoute cependant que Netflix a appuyé l'expansion du studio (l'équipe, qui a doublé, compte maintenant près de 40 employés) et de sa franchise *Oxenfree*, qui est désormais disponible dans plus de 30 langues et 100 territoires. Une suite devrait sortir l'an prochain. "Au cœur de cette aventure hallucinante qui relève de la science-fiction et du surnaturel, il y a une histoire de passage à l'âge adulte à laquelle, en principe, tout le monde peut s'identifier, explique-t-il. Je pense qu'en offrant des versions dans toutes ces autres langues, on pourra savoir si c'est un récit qui trouve un écho partout dans le monde."

"C'est un véritable soulagement de faire partie de Netflix, car on n'a pas de échéances précises qu'il nous faut absolument tenir", ajoute-t-il.

Les contenus vidéoludiques de Netflix, qui ont environ une année au compteur, reçoivent un accueil chaleureux, en particulier de la part de ceux qui s'intéressent

aux jeux d'aventure un peu alternatifs comme *Before Your Eyes* ou *Poinpy*, qui, avec ses graphismes typés cartoon, alterne entre bondissements frénétiques et résolution de puzzles complexes. *Immortality*, un jeu qui laisse entrevoir les possibilités infinies qu'offre le cinéma interactif, sera bientôt ajouté au catalogue.

"Je trouve ça génial de voir certains des choix judicieux que fait Netflix lorsqu'il s'agit de sélectionner les jeux à offrir en version mobile", affirme Graham Parkes, scénariste et directeur créatif du jeu *Before Your Eyes*, développé par GoodbyeWorld Games, un studio installé à Los Angeles.

Jusqu'à présent, Netflix n'a pas hésité à miser aussi sur des titres plus risqués, des titres de niche comme *This Is a True Story*, un jeu convivial magnifiquement dessiné qui se déroule sur le continent africain et dans lequel les joueurs doivent gérer les ressources en énergie d'un personnage.

Selon le fondateur de Frosty Pop, Faisal Sethi, le jeu, qui vise à sensibiliser le public à la crise mondiale de l'eau, est né d'une passion et a bénéficié du plein appui de Netflix. "Quand on regarde les choses dans une perspective globale, on peut voir les liens entre l'histoire, l'art, les données et les contenus traditionnels. C'est un jeu transmédia."

On trouve aussi sur la plateforme le titre *Desta*, une création du studio londonien Ustwo Games. Il s'agit d'un jeu de stratégie unique dans lequel les joueurs doivent surmonter des traumatismes passés et se soumettre à des épreuves inspirées du jeu de la balle au prisonnier.

"Netflix s'efforce de développer progressivement son offre de jeux et fait donc preuve d'une certaine discrétion, explique Daniel Gray, directeur de la création chez Ustwo. Mais quand on sait que la plateforme compte plus de 200 millions d'abonnés, on comprend qu'il suffit de convaincre une fraction de la clientèle de jouer à *Desta* pour atteindre un grand nombre de personnes."

— Todd Martens et Wendy Lee

Publié le 24 octobre



**SUR NOTRE SITE**

**courrierinternational.com**

Retrouvez toute l'actualité des jeux vidéo.

Et notamment les commentaires de la presse étrangère sur *Scorn*, *God of War : Ragnarök*, et les jeux *Pokémon Scarlet* et *Violet*.

voyage. 



—Magyar Nemzet (extraits) Budapest

**L**e temps est un peu venteux aujourd'hui. Mettez une écharpe", me conseille la guide, Eliza, avant que nous nous dirigeons vers le centre de Gdansk. La fraîcheur s'explique par l'arrivée de l'automne et le fait que nous sommes au bord de la mer Baltique, dans la plus importante ville portuaire de Pologne.

Au cours de l'histoire, Gdansk a été sous administration prussienne et allemande, mais également deux fois ville libre. D'abord entre 1807 et 1815, puis entre 1920 et 1939. La Seconde Guerre mondiale a éclaté sur la presqu'île de Westerplatte, le 1<sup>er</sup> septembre 1939. Après l'occupation allemande, la ville a été détruite à 80 % par les Soviétiques. Néanmoins, les bâtiments colorés situés de chaque côté de la rue Longue, le secteur le plus visité de Gdansk, semblent nous clamer que les blessures passées de la ville sont derrière elle.

**Rues pavées.** Après la reconstruction du cœur de la ville, dans les années 1950 et 1960, Gdansk est devenu l'un des principaux centres navals et industriels de la Pologne communiste. L'URSS y a érigé trois grands complexes navals afin de renforcer son influence dans la région. En 1980, les chantiers navals Lénine ont accédé à la notoriété avec l'émergence sur place de Solidarnosc, le premier syndicat indépendant du bloc de l'Est. Son dirigeant, Lech Walesa, présidera la Pologne de 1990 à 1995.

Depuis quelques années, les chantiers navals de Gdansk hébergent un centre culturel, où les visiteurs peuvent notamment découvrir l'histoire de Solidarnosc à travers une exposition interactive. L'industrie navale, qui employait plus de 20 000 personnes à l'époque, ne compte plus que quelques milliers de salariés aujourd'hui.

En arpentant les rues pavées du centre-ville, on se prend à penser à Amsterdam. Et pour cause : après la guerre de 1939-1945, la ville a récupéré son lustre architectural

## Gdansk, la perle de la Baltique

Reconstruite après la Seconde Guerre mondiale, la plus importante ville portuaire de Pologne, capitale mondiale de l'ambre, séduit par sa richesse historique et culturelle.

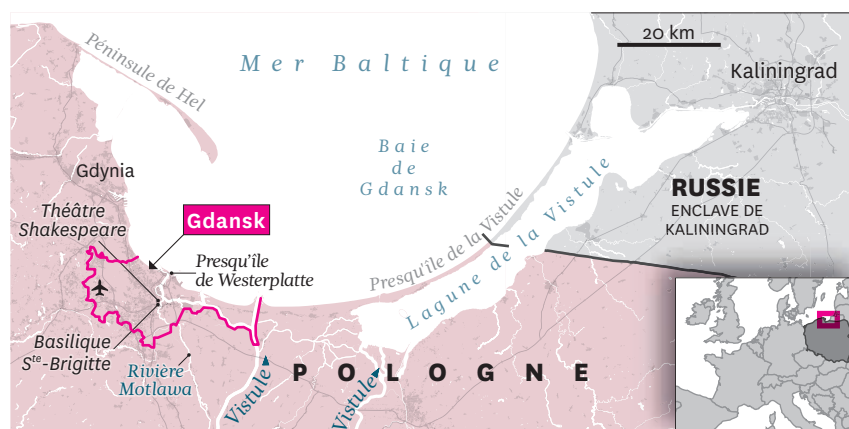
d'antan, qui, au xvi<sup>e</sup> siècle, s'inspirait largement de la Renaissance hollandaise.

Non loin des belles maisons de la rue Longue, un bâtiment moderne de brique noire abrite le Théâtre Shakespeare. Le théâtre n'existe que depuis 2014, mais l'idée de sa création est née dans les années 1990, après la découverte d'un dessin datant du xvii<sup>e</sup> siècle qui a révélé la présence, au même endroit, d'une réplique du Globe Theater de Londres. Aux xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles, des comédiens anglais venaient souvent à Gdansk afin de jouer des pièces de Shakespeare et de ses contemporains.

"Le fondateur du théâtre, le professeur Jerzy Limon, a créé cette institution avec la volonté de préserver les traditions de la ville tout en inscrivant le bâtiment dans l'époque

moderne. Selon son expression, cette institution culturelle s'enracine dans le passé, mais vit dans le présent", témoigne Krzysztof, un employé du théâtre. La salle au toit ouvrant s'inspire de son double élisabéthain et des théâtres Renaissance. Comme son ancêtre, l'institution n'a aucune troupe permanente, mais invite les artistes et les compagnies du monde entier à venir s'y produire.

Dans la rue Mariacka, des stands remplis de bijoux d'ambre occupent les devantures de chaque maison. Alors que nous admirons des boucles d'oreilles, des colliers et des bracelets, une vendeuse d'un certain âge nous raconte qu'elle fabrique ses bijoux avec son mari et son fils. Elle nous montre ensuite l'atelier aménagé au sous-sol de son domicile.



← Le long de la rivière Motława, dans la vieille ville de Gdansk.

Photo Zoonar/Alamy/ Photo12

Gdansk n'est pas la capitale mondiale de l'ambre pour rien. Secrétées il y a quarante millions d'années par des conifères, ces résines ont été acheminées dans les mers par les fleuves. La plupart proviennent de la mer Baltique. Avec l'enclave russe voisine de Kaliningrad, Gdansk est le principal centre international de transformation de l'ambre. Le musée local concentre une collection unique de bijoux modernes mais aussi de statues, de maquettes et de meubles.

**Eau dorée.** Au sein de la basilique Sainte-Brigitte, un énorme autel d'ambre rend hommage aux ouvriers disparus des chantiers navals. Avant la création de Solidarnosc, des manifestations avaient aussi eu lieu dans les années 1970, mais les autorités communistes avaient réprimé les grèves dans le sang. Édifiée au xiv<sup>e</sup> siècle, la basilique a été dévastée pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans l'édifice reconstruit, l'autel d'ambre de treize mètres inauguré en 2017 trône avec la Vierge Marie, la protectrice des travailleurs, en son milieu.

De la rue Mariacka, nous arrivons à la rivière Motława, où des bâtiments s'agglutinent sur les deux rives. La plupart accueillent des restaurants, des hôtels ou des musées. Autrefois, ces bâtiments servaient notamment de greniers à grains, car les céréales étaient le principal produit d'exportation de Gdansk. "Il y a quelques années, le quartier était vide. Les maisons que vous voyez ont été récemment reconstruites", indique Eliza.

Nous essayons le bistro Kubicki. Hareng mariné, soupe à l'oseille, puis canard sauce myrtille et pierogi (raviolis farcis) arrivent sur ma table. Chacun trouve son bonheur dans le menu. Les gourmandises à base de poisson y figurent en très bonne place, compte tenu de la proximité de la mer.

Puis nous entrons dans un autre bâtiment bordant la rivière. Cet ancien grenier à grains abrite désormais un restaurant bavarois, reflétant le multiculturalisme de Gdansk. L'intérieur du Brovarnia Gdansk rappelle une tente de la Fête de la bière de Munich, mais la carte des plats et des boissons privilégie les spécialités polonaises. Pawel, le serveur, nous explique que les bières proposées sont toutes préparées dans la brasserie du restaurant, chose fréquente dans les bars et les établissements de restauration de Gdansk. Il nous recommande de goûter la liqueur locale Goldwasser ["eau dorée"], dans laquelle flottent des flocons d'or.

Selon la légende, les habitants ont jeté tellement de pièces dans la fontaine Neptune, sur la place du marché, que le dieu [romain] des eaux, reconnaissant, transforma l'eau en délicieuse liqueur.

—Tímea Koren-Karczub  
Publié le 10 octobre

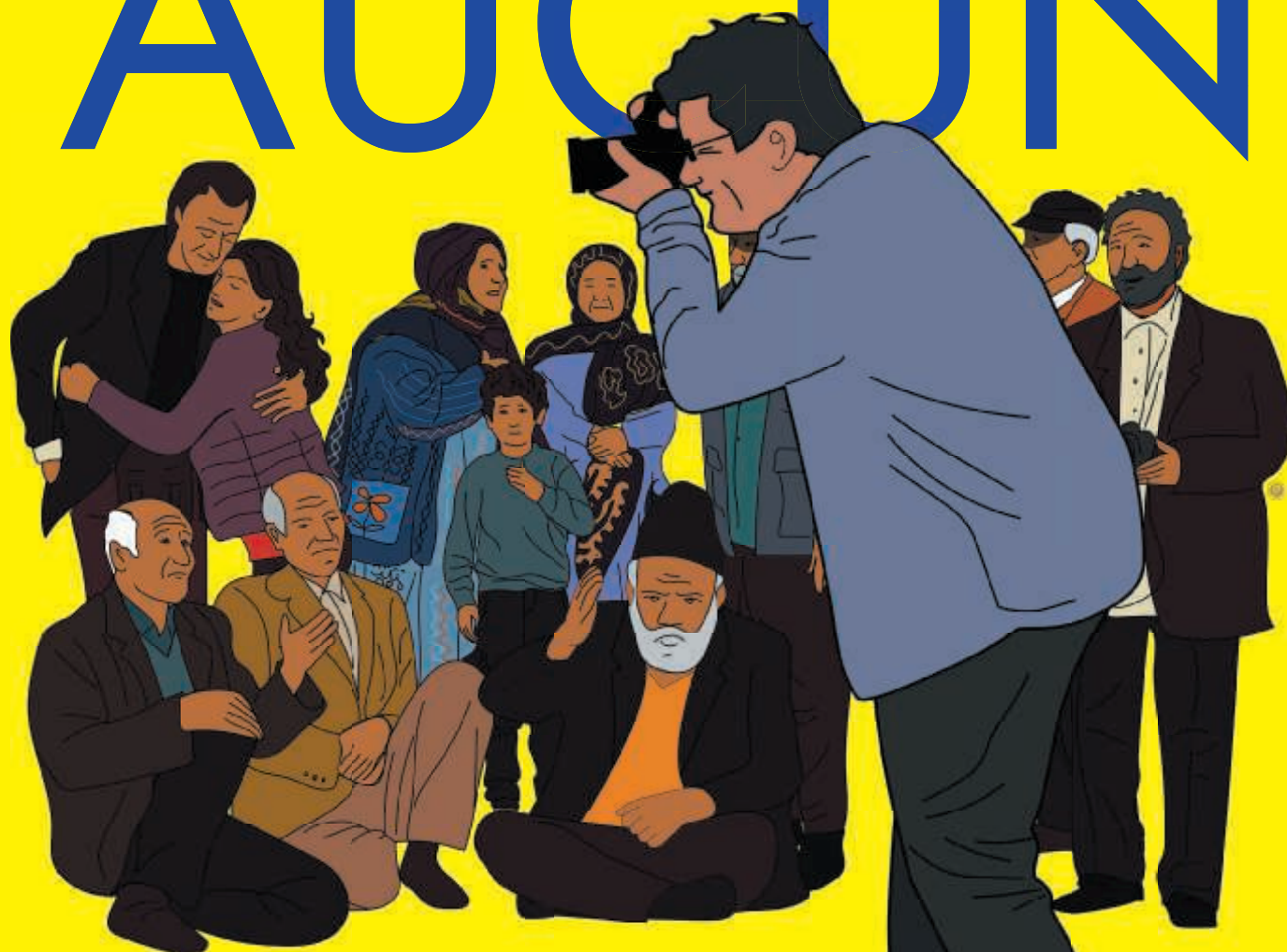
*Original, poétique, libre.  
Libre, surtout.*

Jérôme Garcin - L'Obs

23  
NOV

79  
FESTIVAL INTERNATIONAL  
DU FILM DE VENISE 2022  
PRIX SPÉCIAL DU JURY

AUCUN



OURS

UN FILM DE  
JAFAR PANAHI

COMPTONIS PIRELLA GÖTTSCHE LOWE



L'Obs Télérama



Le Monde



histoire. 

# Un Mondial parmi les escadrons de la mort

**XX<sup>e</sup> siècle — Argentine**

Pays organisateur de la onzième édition de la Coupe du monde de football, l'Argentine est alors une féroce dictature militaire. En France, les protestations s'organisent et le sélectionneur des Bleus en fera les frais.



— **Le Temps** Genève

**A** lors qu'il roule en voiture, accompagné de son épouse, pour aller prendre son train à Bordeaux, d'où il doit rallier Paris et rejoindre l'équipe de France de football, à la veille de s'envoler pour disputer la Coupe du monde 1978 [Mundial en espagnol] en Argentine, Michel Hidalgo est stoppé sur une petite route par trois hommes. Le sélectionneur des Bleus réussit à désarmer l'un de ses agresseurs, s'échappe et va porter plainte. Le pistolet qu'il dépose au commissariat n'était pas chargé.

Dans un communiqué anonyme adressé au journal *Le Monde*, les apprentis kidnappeurs revendiquent une "action de caractère purement humanitaire" destinée à "attirer l'attention sur l'hypocrisie complicité de la France, principal fournisseur de matériel militaire à l'Argentine, qui, par sa participation au Mondial, cautionnera les charniers de Videla..."

Depuis le 24 mars 1976, le général Jorge Rafael Videla a pris le pouvoir à la faveur d'un coup d'État et instauré l'une des plus sanglantes dictatures militaires qu'ait connues l'Amérique du Sud. Depuis juin 1977, le Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football (Coba) milite pour le retrait des Bleus, qualifiés pour la première fois depuis 1966.

Intellectuels, artistes et... sportifs se mobilisent. François Gèze, éditeur aux éditions La Découverte, se souvient de la création du Coba : "En 1975, un an avant le coup d'État, avec une douzaine d'amis ayant vécu en Argentine, nous voyions les agissements d'un escadron de la mort. Nous avons alors créé le Comité de soutien aux luttes du peuple argentin, afin de soutenir les droits humains."

Les jeunes gauchistes ciblent aussi le Mondial 78, mais n'y connaissent rien au foot. Alors ils font appel à d'autres étudiants, créateurs de la revue *Quel corps?* (devenue en 2007 *Quel sport?*), un périodique critiquant notamment la mise en spectacle du sport. Marc Perelman

en est l'un des fondateurs. "La combinaison dans ce comité de ceux qui connaissaient bien l'Argentine, avec la présence d'un membre dont la famille a été persécutée par le régime, [de] l'écrivain Marek Halter, et [de nous-mêmes] qui avions déjà une idée de critique de ce Mondial nous a permis de nous faire entendre", décrypte celui qui est devenu professeur en esthétique à l'université de Paris-Nanterre.

En 1977, 200 comités sont lancés dans toute la France. C'est la première fois que des gens qui ne se sont jamais intéressés au football y prêtent attention. Une pétition pour le boycott du Mondial est signée par des artistes et des intellectuels. Jean-Paul Sartre, Louis Aragon, Simone Signoret ou Vladimir Jankélévitch en sont. En tout, la pétition récoltera 150 000 signatures. On colle des affiches proclamant : "Pas

**Les suppliciés, murés près du stade Monumental de Buenos Aires, où se sont joués plusieurs matchs du Mondial, entendaient les vivats de la foule.**

de football dans les camps de concentration!" ou "Derrière la télé, écoutez les cris des torturés!". *L'Épique*, un journal pastiche de *L'Équipe*, est créé, ses numéros 3 et 4 critiquant le Mondial sous Videla sont tirés à plus de 120 000 exemplaires.

Deux joueurs de l'équipe de France suivent avec intérêt les initiatives du Coba. Il s'agit de Jean-Marc Guillou et Dominique Rocheteau.

Deux jours avant le premier match face à l'Italie, Dominique Rocheteau organise une réunion avec ses partenaires dans le lobby de leur hôtel. Bernard-Henri Lévy est présent, comme seulement... quatre autres joueurs. Rocheteau, dont les sympathies trotskistes sont connues, abandonne l'idée de se présenter sur le terrain muni de brassards noirs. Pour les cadres de l'équipe de France, l'avis général est de séparer le sport de la politique.

Comme Hidalgo, Michel Platini ne veut pas mixer foot et politique. Le numéro 10 est déterminé à participer à sa première Coupe du monde : "Ça fait quatre ans qu'on s'y prépare et douze ans qu'on n'y a pas participé. Il y en a qui nous demandent de ne pas y aller. J'irai à la nage à Buenos Aires s'il le faut."

Les plus actifs en Argentine seront les joueurs suédois, qui iront à la rencontre des "folles de la Plaza de Mayo", les mères des disparus de la "guerre sale" menée par le régime Videla. Les Néerlandais, eux, refuseront d'aller chercher leurs médailles de finalistes, et de participer à la réception d'après-match.

Aujourd'hui, Amnesty International n'appelle pas au boycott de la Coupe du monde prévue en fin d'année, mais fait pression sur la Fifa et sur les fédérations nationales pour sensibiliser au sort des travailleurs venus d'Asie ou d'Afrique depuis dix ans et qui sont morts (6 500 décès selon une estimation du *Guardian*, moins selon le Bureau international du travail, plus selon d'autres observateurs) ou qui restent exploités et sous-payés.

Il y a quarante-quatre ans, c'était déjà la même idée qui animait François Gèze et ses camarades. "On avait peu d'espoir de parvenir à un boycott. Le véritable objectif était de faire connaître la réalité de la dictature. Par les attaches que j'avais dans le pays, je sais que ça a donné de l'espoir dans les geôles du régime, aux proches des disparus aussi." En 1978, Amnesty estimait à au moins 6 000 le nombre d'exécutions, et à 15 000 celui des disparus. Le stade Monumental, enceinte qui accueillait la finale, jouxtait l'École de mécanique de la marine, où étaient pratiquées tortures et exécutions. Les suppliciés pouvaient y entendre les vivats de la foule. L'Argentine remporta sa première Coupe du monde, et Jorge Videla son pari. Celui de redorer l'image du pays. Le Qatar ne gagnera probablement pas le trophée le 18 décembre prochain, mais peut-être beaucoup plus, après s'être montré au monde pendant un mois.

— **Romuald Gadegbeku**  
Publié le 1<sup>er</sup> octobre

➤ **L'attaquant Dominique Rocheteau face à la Hongrie le 10 juin 1978, lors du 3<sup>e</sup> et dernier match des Bleus au Mondial 1978.**

Photo AFP

# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier  
international**

**Hors-série** Octobre-novembre 2022  
8,50 €

## LA BOMBE DÉMOGRAPHIQUE

**En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre.  
Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres  
géographiques et économiques? Faut-il encore faire des enfants?  
Les réponses de la presse étrangère.**



### **Japon : le laboratoire du monde**

Robotisation, recul de l'âge de la retraite... : l'archipel cherche des solutions à la crise de la natalité.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier  
international**



NOUVELLE MACHINE

# VERTUO POP



LE CAFÉ FAIT SA RÉVOLUTION EN COULEURS

NESPRESSO